

Université de Montréal

L'espace périurbain de Gatineau face à son devenir horticole : quelques
préoccupations pour un développement durable

Par

Christian Clément

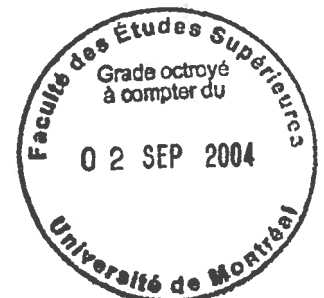
Département de Géographie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du cadre de
Maître ès Sciences (M.Sc.)
en géographie

avril 2004

© Christian Clément, 2004



G

59

U54

2004

V.005



Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

L'espace périurbain de Gatineau face à son devenir horticole : quelques
préoccupations pour un développement durable

présenté par :

Christian Clément

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Claude Manzagol
Président – rapporteur

Christopher R. Bryant
Directeur de recherche

Ana Maria de Souza Mello Bicalho
Membre du jury

Résumé

Le développement local de l'horticulture dans un contexte périurbain soulève d'importantes questions. Les exploitants qui font de l'horticulture dans un tel contexte sont confrontés à de fortes pressions urbaines et non – urbaines. Les citoyens, les élus, les fonctionnaires et les agents de développement socio-économique sont toujours présents pour appuyer le développement de ce secteur agricole. Toutefois, comment se fait ce développement ? Vers un développement durable ou tout simplement vers une croissance insouciante de l'horticulture ?

Les propos exposés dans ce mémoire concernent plusieurs éléments du développement de l'horticulture dans un espace périurbain. Cet espace est situé, grosso modo, dans la périphérie nord de l'agglomération urbaine de Gatineau, cette ville étant sous l'influence de la ville d'Ottawa. Cette étude de cas a été réalisée auprès des acteurs de la région et d'ailleurs (p. ex. agronomes, agriculteurs, agents de développement économique) afin d'en faire ressortir les principales préoccupations face à l'horticulture.

Deux pôles majeurs de préoccupations sont issus de l'étude de cas. Premièrement, les enjeux environnementaux de la pratique horticole s'avèrent un sujet fort important. Deuxièmement, les préoccupations s'orientent vers des outils de développement économique communautaire. Ces outils peuvent favoriser le développement du secteur horticole vers un développement plus harmonieux et durable à long terme.

Mots clés: développement local, horticulture, développement durable, agriculture périurbaine, Outaouais

Abstract

The local development of the horticulture in a periurban context raises important issues. The horticulturists in such a context are confronted with strong urban and non-urban pressure. The citizens, the elected representatives, the civil servants and the socioeconomic development actors are always willing to assist this agriculture sector's development. However, how will horticulture development be made, towards a sustainable development or simply towards a careless growth?

The observations exposed in this report concern several elements of the development of horticulture in a periurban area. The studied area is located in the north of Gatineau's built-up area. This city is, as to be shown in this report, under the influence of the city of Ottawa. The case study was realized with the regional and national actors (agronomists, farmers, economic development actors) to highlight their main preoccupations concerning horticulture.

Two types of preoccupations arise from the case study. In the first place, the environmental issues in the practice horticultural turn out to be an important matter. Second, the concerns were about the means and measures of community economic development. These tools can enhance the development of the horticultural sector towards a long-term, harmonious and sustainable development.

Key words: local development, horticulture, sustainable development, periurban agriculture, Outaouais

Tables des matières

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLES DES MATIÈRES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VIII
LISTE DES FIGURES.....	XI
LISTE DES SIGLES.....	XII
REMERCIEMENTS.....	XIII
 INTRODUCTION – PRÉSENTATION DU SUJET ET DE LA ZONE À L'ÉTUDE	 1
 CHAPITRE 1 – QUELQUES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES	 6
1.0 Introduction	6
1.1 L'espace géographique.....	6
Figure 2 : La dynamique de l'espace	7
1.2 La frange périurbaine	9
Figure 3 : La forme de la ville régionale et le City's Countryside.....	10
1.3 L'agriculture : quelques spécifications	11
1.4 L'agriculture dans la zone périurbaine.....	14
1.5 L'agriculture périurbaine et l'étalement urbain	17
1.6 Qu'est-ce que le développement ?	19
1.7 Le développement local : ses fondements et son organisation.....	22
 CHAPITRE 2 – PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE	 30
2.0 Introduction	30
2.1 Les objectifs et les questions de recherche.....	31
2.2 La méthodologie.....	33
2.3 Les phases de collecte de données	35
2.4 Les indicateurs et la construction du questionnaire	36
2.5 La population étudiée et le dépouillement des enquêtes.....	38
 CHAPITRE 3 – L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DES ENVIRONS DE GATINEAU	 39
3.0 Introduction	39

3.1 Aménagement du territoire de la Ville de Gatineau.....	41
3.1.1 Caractéristiques démographiques.....	42
3.1.2 Le territoire : problématique régionale.....	42
3.1.3 La vision, les orientations d'aménagement et l'organisation des espaces économiques.....	43
3.1.4 L'organisation du territoire : périmètre d'urbanisation et affectation du sol.....	45
3.2 Aménagement du territoire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	47
3.2.1 Caractéristiques démographiques.....	49
3.2.2 Le territoire : problématique régionale.....	49
3.2.3 La vision, les orientations d'aménagement et l'organisation des espaces économiques.....	50
3.2.4 L'organisation du territoire : l'affectation du sol	52

CHAPITRE 4 – LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET L'ANALYSE DES DONNÉES D'ENQUÊTE.....	55
4.0 Introduction	55
4.1 Le contexte et la situation de l'agriculture dans le territoire étudié	55
4.1.1 Le territoire agricole et les productions en Outaouais.....	57
4.1.2 Les indicateurs de concentration relative	60
4.2 Les objectifs de développement liés à l'horticulture.....	61
4.3 L'analyse des données recueillies auprès des informateurs clés.....	64
4.3.1 Analyse des enquêtes : la nature des activités des informateurs clés rencontrés	65
4.3.2 Analyse des enquêtes : les visions des forces, faiblesses, potentialités et opportunités.....	68
4.3.3 Analyse des enquêtes : le potentiel des différentes filières horticoles	73
4.3.4 Analyse des enquêtes : les solutions de développement	75
4.4 Enquête auprès des producteurs horticoles	77
4.4.1 Les résultats agrégés : partie 1 du questionnaire.....	77
4.4.2 Les résultats agrégés : partie 2 du questionnaire.....	86
4.5 Retour sur les questions de recherche	91

CHAPITRE 5 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PRÉOCCUPATIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DE L'HORTICULTURE.....	94
5.0 Introduction	94
5.1 Quels sont les enjeux environnementaux ?	94
5.1.1 L'utilisation et la gestion des facteurs de production.....	95
5.1.2 L'utilisation et la gestion de la ressource hydrique.....	100
5.1.3 La gestion des sols.....	101
5.1.4 Les paradigmes de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture écologique	105
5.2 Les principaux outils de développement local pour l'étude de l'horticulture dans un contexte périurbain.....	108

5.2.1 Le renforcement de la capacité communautaire des populations, des exploitants et des acteurs.....	109
5.2.2 La construction et le maintien des réseaux.....	110
5.2.3 La mobilisation des acteurs et des ressources de la région	111
5.2.4 Les processus de planification et d'actions décentralisés	113
CONCLUSION.....	114
BIBLIOGRAPHIE	118
ANNEXE 1	125
ANNEXE 2	126
ANNEXE 3	131
ANNEXE 4	132

Liste des tableaux

TABEAU I : DÉFINITION DE L'HORTICULTURE	3
TABEAU II : LES TROIS RÉVOLUTIONS DE L'AGRICULTURE	12
TABEAU III : LES DIFFÉRENTS INDICATEURS UTILISÉS	37
TABEAU IV : CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DE GATINEAU	42
TABEAU V : LES ORIENTATIONS DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DE GATINEAU (CUO).....	44
TABEAU VI : CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES.....	49
TABEAU VIII : LES ORIENTATIONS DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DE LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS.....	51
TABEAU VIII : CARACTÉRISTIQUES CLIMATIQUES	57
TABEAU IX : LA ZONE AGRICOLE PERMANENTE.....	58
TABEAU X : LE NOMBRE DE FERMES EN OUTAOUAIS ET AU QUÉBEC EN 2001.....	59
TABEAU XI : INDICATEURS DE CONCENTRATION RELATIVE	60
TABEAU XII : LES FORCES ET LES FAIBLESSES	62
TABEAU XIII : LES PRINCIPAUX ACTEURS ET PARTENAIRES EN OUTAOUAIS.....	64
TABEAU XIV : ÉVOLUTION AU QUÉBEC DU NOMBRE ET DE LA PROPORTION DES ENTREPRISES AGRICOLES PRÉVOYANT UNE VENTE OU UN TRANSFERT DANS UN DÉLAI DE 5 ANS	71
TABEAU XV : LOCALISATION DES ENTREPRISES SONDEES DANS L'ENQUÊTE DE LA ZONE D'ÉTUDE.....	78

TABLEAU XVI: ANNÉE DE FONDATION DES ENTREPRISES	79
TABLEAU XVII : LES CLASSES DE CHIFFRE D’AFFAIRES DES ENTREPRISES EN 2003.....	80
TABLEAU XVIII : TABULATION CROISÉE – MATURITÉ DE L’ENTREPRISE ET CLASSE DE REVENU.....	80
TABLEAU XIX: TABULATION CROISÉE – CHIFFRES D’AFFAIRES SUR LE % DU REVENU AGRICOLE PAR RAPPORT AU REVENU TOTAL DES MÉNAGES DES PRODUCTEURS	81
TABLEAU XX : TABULATION CROISÉE – LE % DU REVENU HORTICOLE PAR RAPPORT AU REVENU AGRICOLE TOTAL CROISÉ AVEC LE % DU REVENU AGRICOLE PAR RAPPORT AU REVENU TOTAL DU MÉNAGE...	82
TABLEAU XXI : LES FILIÈRES DE PRODUCTION HORTICOLE	83
TABLEAU XXII : L’ÉTAT DES ACTIVITÉS HORTICOLES DE L’ENTREPRISE	84
TABLEAU XXIII : ÉTAT DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS HORTICOLES	84
TABLEAU XXIV : PLANIFICATION DE LA TRANSFORMATION À COURT OU À MOYEN TERME	84
TABLEAU XXV : LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION.....	85
TABLEAU XXVI : LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE DANS LA ZONE PÉRIURBAINE	86
TABLEAU XXVII : PROBLÈMES AVEC LES ASPECTS DE LA PRODUCTION HORTICOLE	87
TABLEAU XXVIII : ASPECT FORMATION DISPENSÉE DANS LA RÉGION	90
TABLEAU XXIX : ASPECT ENCADREMENT PAR LES ORGANISMES DE LA RÉGION.....	91

TABLEAU XXX : ASPECT RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT.....	91
TABLEAU XXXI : CLASSIFICATION DES PESTICIDES.....	98
TABLEAU XXXII : CINQ TYPES DE POLLUTION DE L'EAU PAR L'AGRICULTURE.....	100
TABLEAU XXXIII : TROIS DIMENSIONS DE L'AGRICULTURE CONVENTIONNELLE.....	106
TABLEAU XXXIV : CRÉATION D'UN MILIEU RICHE ET DIVERSIFIÉ	107
TABLEAU XXXV : LES RÉALITÉS EN LIEN AVEC LA CONCEPTUALISATION DE LA DYNAMIQUE DE L'ESPACE	108

Liste des figures

FIGURE 1 : CARTE DU TERRITOIRE D'ÉTUDE.....	4
FIGURE 4 : LA CHAÎNE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	13
FIGURE 5 : FORCES AGISSANT SUR L'AGRICULTURE PÉRIURBAINE	17
FIGURE 6 : LES ÉTAPES DANS LA PLANIFICATION D'UNE ORIENTATION STRATÉGIQUE	28
FIGURE 7 : CARTE DE L'OUTAOUAIS.....	40
FIGURE 8 : CARTE DE GATINEAU	41
FIGURE 9 : LES PÔLES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE LA VILLE DE GATINEAU	45
FIGURE 10 : LES AFFECTATIONS DU SOL À L'EXTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION	46
FIGURE 11 : CARTE DE LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS.....	48
FIGURE 12 : LES AFFECTATIONS DU SOL DE LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS.....	54
FIGURE 13 : LA ZONE AGRICOLE PERMANENTE DANS LA ZONE ÉTUDIÉE	58
FIGURE 14 : PRATIQUES CULTURALES CONDUISANT À LA DÉGRADATION DES SOLS ET LEURS RÉPERCUSSIONS	102
FIGURE 15 TRACTEUR UTILITAIRE DE 105 HORSE POWER MODÈLE 6215 DE JOHN DEERE	104

Liste des sigles

ASC :	Agriculture soutenue par la communauté
CCN :	Commission de la Capitale Nationale
CDEG :	Corporation de développement économique de Gatineau
CLD :	Centre local de développement
CLE :	Centre local d'emploi
CPTAQ :	Commission de protection du territoire agricole du Québec
CRDO :	Conseil régional de développement de l'Outaouais
CRÉAO :	Centre de ressources pour l'établissement en agriculture Outaouais
CREDETAO :	Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais
CUO :	Communauté urbaine de l'Outaouais
DEC :	Développement économique Canada
MAPAQ :	Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation du Québec
MEQ :	Ministère de l'éducation du Québec
MRC :	Municipalité régionale de Comté
OMS :	Organisation mondiale de la santé
R & D :	Recherche et développement
RMR :	Région métropolitaine de recensement
SADC :	Société d'aide au développement des collectivités
SDEO :	Société de diversification économique de l'Outaouais
TCAO :	Table de concertation agro-alimentaire de l'Outaouais
UPA :	Union des producteurs agricoles

Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier mon directeur de maîtrise, professeur Christopher R. Bryant, pour son excellent soutien intellectuel lors de cette recherche. Il a suscité chez moi un désir de continuer mes études tout en m'initiant aux aléas de la recherche scientifique. Sa disponibilité, son ouverture d'esprit et sa passion pour la discipline géographique me suivront longtemps.

À toi, douce Geneviève, qui a souvent trouvé les bons mots pour m'encourager dans mon aventure académique. J'espère pouvoir te rendre la pareille encore longtemps.

Je saisis l'occasion pour remercier Marc Girard, l'excellent cartographe du département de géographie. Ton coup de main pour la réalisation des cartes fut fort apprécié.

Je tiens également à gratifier mes complices de toujours ainsi que mes collègues de travail pour les bons moments passés à discuter de tout et de rien.

Pour conclure, je tiens à remercier tout spécialement le département de géographie et son personnel. Il s'agit pour moi d'un lieu spécial où j'ai passé la l'ensemble de mes études universitaires. Les nombreuses rencontres que j'y ai faites, autant sociales qu'intellectuelles, resteront longtemps gravées dans ma mémoire.

Bon, à vous de découvrir ce mémoire.

Bonne lecture.

Cordialement, Christian Clément

Introduction – Présentation du sujet et de la zone à l'étude

Voilà des siècles que l'homme travaille le sol afin d'en tirer les fruits de son labeur. Il a depuis longtemps compris l'importance de cultiver et de préserver la terre pour se nourrir au fil des saisons. Bien sûr, nous ne sommes plus à l'époque de l'agriculture de survie et du troc, mais plutôt dans un monde capitaliste où certaines exploitations agricoles comportent un aspect industriel très avancé. Compétition et productivité vont maintenant de pair dans ce que nous pouvons considérer comme étant le plus vieux métier du monde : l'agriculture.

L'étude de l'agriculture est toujours d'actualité, malgré un siècle marqué par le phénomène grandissant de l'urbanisation. L'agriculture près des villes n'a pas disparu au fil des ans et la dualité ville/campagne n'est plus désormais tout à fait appropriée pour décrire la situation. Cette vision beaucoup trop « mécanique » est nettement insuffisante pour rendre compte de la réalité actuelle (Berger et Rouzier, 1977). Depuis les dernières décennies, de nombreux chercheurs tentent de comprendre l'ampleur de l'agriculture et essaient de conceptualiser le phénomène autour des régions métropolitaines.

De l'époque révolue de von Thünen à nos jours, le géographe a toujours cherché à sonder la réalité qui l'entoure, c'est-à-dire l'espace et ses multiples dimensions. Dans le cas de l'agriculture, les observations et les analyses sont importantes puisque les facteurs de la mise en place de zones agricoles sont dynamiques dans l'espace et dans le temps. Les réalités socio-économiques apparentes à ces zones évoluent souvent très rapidement. Les besoins et les goûts alimentaires des consommateurs changent selon les époques. De plus, la modernisation des techniques de production et la révolution des transports de marchandises ont permis des productions plus rentables et même éloignées des lieux

de consommation. Ces éléments ont amené des modifications importantes dans le savoir-faire des agriculteurs et ont transformé considérablement les paysages de nos franges urbaines – rurales.

C'est donc dans un environnement stimulant et évolutif que nous réaliserons une étude portant sur l'agriculture. De prime abord, cette étude est une recherche de géographie mais elle combine également plusieurs disciplines académiques connexes. Nous ne pouvons nous restreindre uniquement à la vision géographique pour représenter la réalité. Nous avons besoin d'utiliser les concepts et les théories des autres sciences¹ pour dresser le portrait d'un phénomène agricole. Nous devons cependant avertir le lecteur que la dimension socio-économique de l'espace géographique ressort davantage dans la conceptualisation et l'analyse.

Nous avons décidé de nous questionner non pas sur l'ensemble des productions agricoles, mais sur quelques productions végétales. L'objet principal de ce questionnement se rapporte à l'agriculture horticole et à ses acteurs. Le terme horticole utilisé ici couvre une panoplie d'activités agricoles allant de la pépinière à la culture légumière de plein champ (tableau I). Nous observerons quelles sont les fonctions de l'agriculture horticole sur un territoire donné et son évolution. Nous devons comprendre comment les agriculteurs et les autres acteurs sociaux arrivent à construire leurs zones horticoles et comment ils concilient leurs intérêts socio-économiques avec les fonctions non agricoles du territoire périurbain. Il est important de savoir comment ces agriculteurs perçoivent leurs activités près d'une grande métropole puisque nous traiterons ici d'agriculture périurbaine ou plutôt d'agriculture en frange urbaine - rurale. Pour ce faire, la conceptualisation de l'espace géographique sera entreprise afin de peindre un portrait le plus fidèle possible de l'horticulture périurbaine et de ses éléments structurants.

¹ Sciences sociales, économiques, physiques, agronomiques et environnementales.

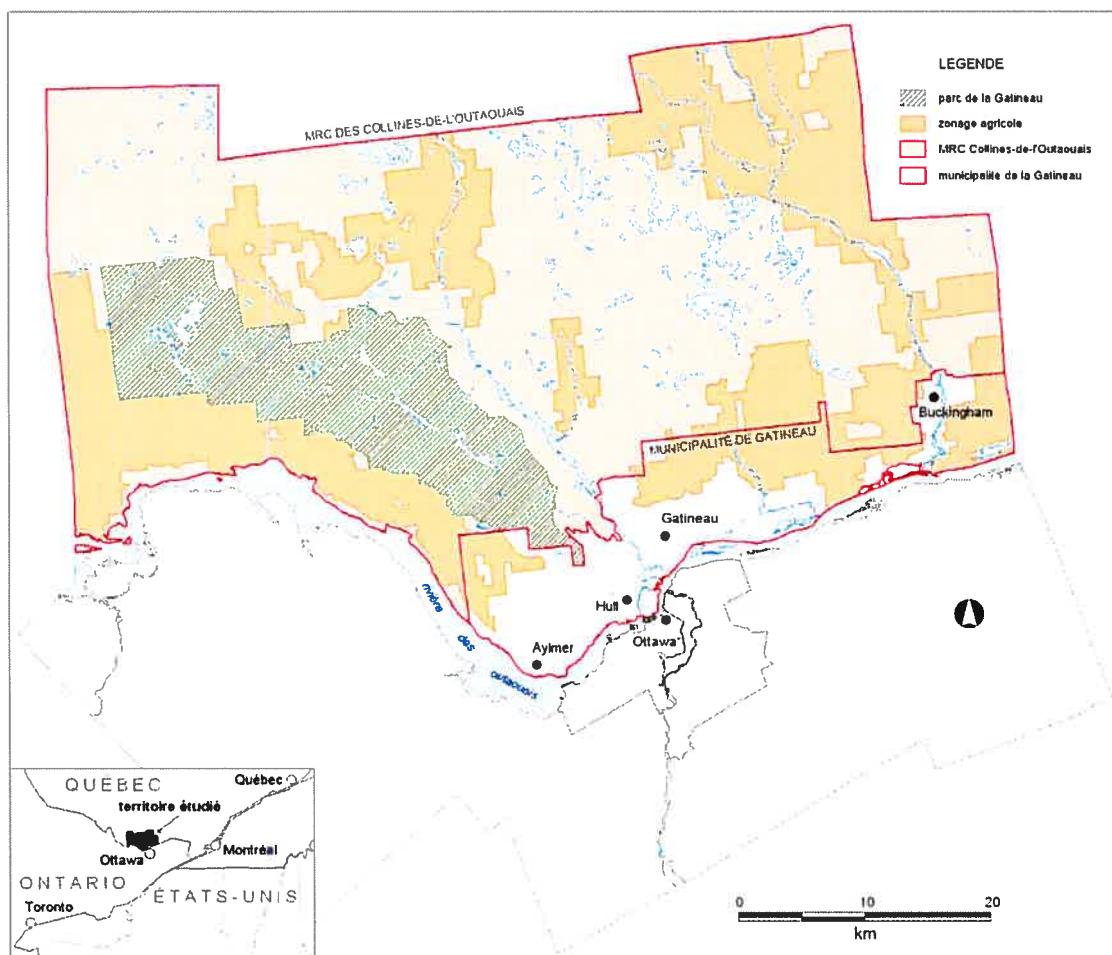
Tableau I : Définition de l'horticulture

L'horticulture comprend les productions végétales suivantes.	
•	Légumes de plein champ
•	Légumes de serre
•	Fruits et petits fruits
•	Pommes de terre
•	Pomiculture
•	Horticulture ornementale
•	Autres productions (p. ex. plantes médicinales, fines herbes, viticultures)

Dans ce travail, la méthode prônée sera d'effectuer une monographie sur un territoire périurbain. L'étude se situe dans la région administrative de l'Outaouais qui incorpore la nouvelle ville de Gatineau² et la MRC avoisinante, c'est-à-dire la MRC des Collines-de-l'Outaouais (fig. 1). Cette zone subit très fortement l'influence de la région métropolitaine d'Ottawa – Carleton. C'est un territoire qui n'a pas une grande production horticole comparativement à d'autres régions québécoises (p. ex. le sud-ouest de Montréal). Par contre, nous observons l'émergence d'une réflexion collective portant sur le développement potentiel de l'horticulture dans cette région à travers divers acteurs locaux et régionaux.

² Anciennement la CUO

Figure 1 : Carte du territoire d'étude



En analysant les différentes variables recueillies auprès de plusieurs groupes cibles ou acteurs, nous pourrions comprendre la situation de l'horticulture et de son développement. Nous reconnaissons les expériences et les activités réalisées dans la région ainsi qu'ailleurs au Québec. Les expériences d'autres zones périurbaines seront très importantes afin de trouver les facteurs qui tendent à l'établissement d'une zone agricole fortement consolidée sur le plan du développement durable. Forts de ces constats, nous serons en mesure de formuler des solutions et des pistes de réflexion pour le développement horticole de la région de l'Outaouais. Nous espérons que ces préoccupations seront utiles pour les acteurs intéressés par ce projet collectif.

Dans ce mémoire, il sera donc question de la construction sociale d'un territoire sur un cheminement particulier, c'est-à-dire impliquant un processus de développement local. C'est pourquoi la réflexion ultérieure à l'analyse se basera essentiellement sur les outils et les approches du développement durable et du développement local et sur les stratégies qui en découlent.

Chapitre 1 – Quelques considérations théoriques

1.0 Introduction

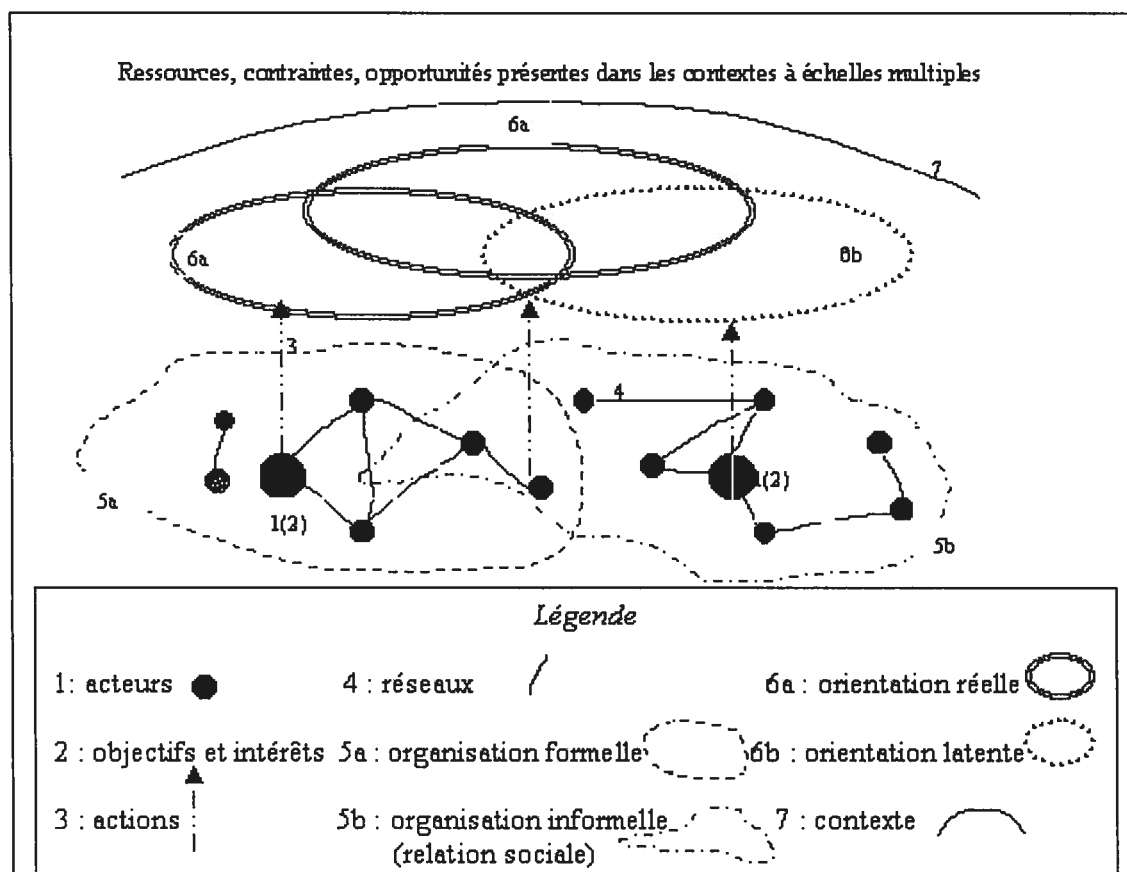
La section suivante présente plusieurs synthèses de la littérature utilisée pour la conceptualisation. Cependant, nous ne considérons pas cette revue comme faisant état de toutes les connaissances dans les domaines de l'agriculture, du développement local et du développement durable puisqu'il s'agit de sujets riches et diversifiés. Il va de soi que cette partie représente l'ossature de la recherche. C'est ici où les concepts et les théories de nombreux chercheurs sont recensés avec quelques réflexions de notre part.

1.1 L'espace géographique

Avant d'élaborer davantage et pour mieux comprendre la recherche, il serait judicieux de spécifier quelques concepts qui permettront de mieux définir ce qu'est l'espace géographique. Cet espace géographique « s'impose alors comme étant catégorisé en domaines qualitativement différenciés par un système de discontinuités » (Ritchot, 1992, p. 175). Selon Ritchot, les facteurs externes qui auraient le plus d'effet sur la morphologie de l'espace géographique sont la valorisation économique, la planification juridico – administrative ainsi que la pression démographique. Nous pourrions aisément y ajouter les notions de culture et d'identité, les deux s'avérant importantes dans le processus de construction sociale d'une communauté. Le sens qualitatif que Ritchot entend peut être associé à une forme d'activité spécifique comportant des caractéristiques propres : espace résidentiel, espace commercial, espace touristique, espace rural, espace urbain, espace périurbain, espace perçu et espace vécu.

L'espace revêt, pour les géographes, un concept central largement utilisé. Il va de soi que la schématisation de ce concept permet de clarifier l'idée derrière le terme. Un important schéma (fig. 2) développé par Bryant *et al.* (1998) permet de jeter les bases de la dynamique de cet espace. Le schéma nous apporte un support conceptuel indéniable pour la recherche. Il s'agit d'un modèle en sept composantes permettant de comprendre les réalités du processus de développement socio-économique d'un territoire donné. Considérant que chaque territoire donné représente un contexte (7) unique, il est entendu que plusieurs acteurs (1) peuvent y être représentés. Ces acteurs n'ont nécessairement pas tous les mêmes intérêts, objectifs (2) et valeurs.

Figure 2 : La dynamique de l'espace



Source : Bryant *et al.*, 1998.

Le terme acteur renvoie au « fait qu'il est un être connaissant et expérimentant » (Mucchielli, 1996, p. 11). La notion d'acteur fait l'objet d'un vif intérêt en sciences sociales parce que cette connaissance et cette expérience des acteurs :

« nous racontent la vie humaine, (...) parce qu'on y trouve l'interprétation ultime des phénomènes sociaux, économiques, culturels, etc., mais aussi parce qu'elles sont en partie structurantes de l'action. » (Mucchielli, 1996, p. 11).

Nous pouvons aussi ajouter que l'acteur est un « actant pourvu d'une intériorité subjective, d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative. » (Lévy et Lussault, 2003, p.39).

Donc, il existe une multiplicité de valeurs véhiculées par les acteurs et les institutions dans une société. Ces différents intérêts vont engendrer plusieurs champs d'actions (3). Plus souvent qu'autrement, les acteurs se regroupent dans des réseaux (4) qui passent par des organisations formelles (5a) (ex : TCAO) ou informelles (5b) (ex : rapports sociaux, intérêt commun entre deux acteurs). Les actions engendrées par les acteurs se font souvent dans la poursuite d'un but ou d'un objectif visant à réaliser quelque chose de concret ou afin de modifier un comportement. On se trouve alors face à des orientations réelles (6a) ou à des orientations latentes (6b) dans un contexte donné. Ce contexte reflète ses caractéristiques géographiques (physiques et humaines) propres (ressources, potentiels, contraintes, localisation).

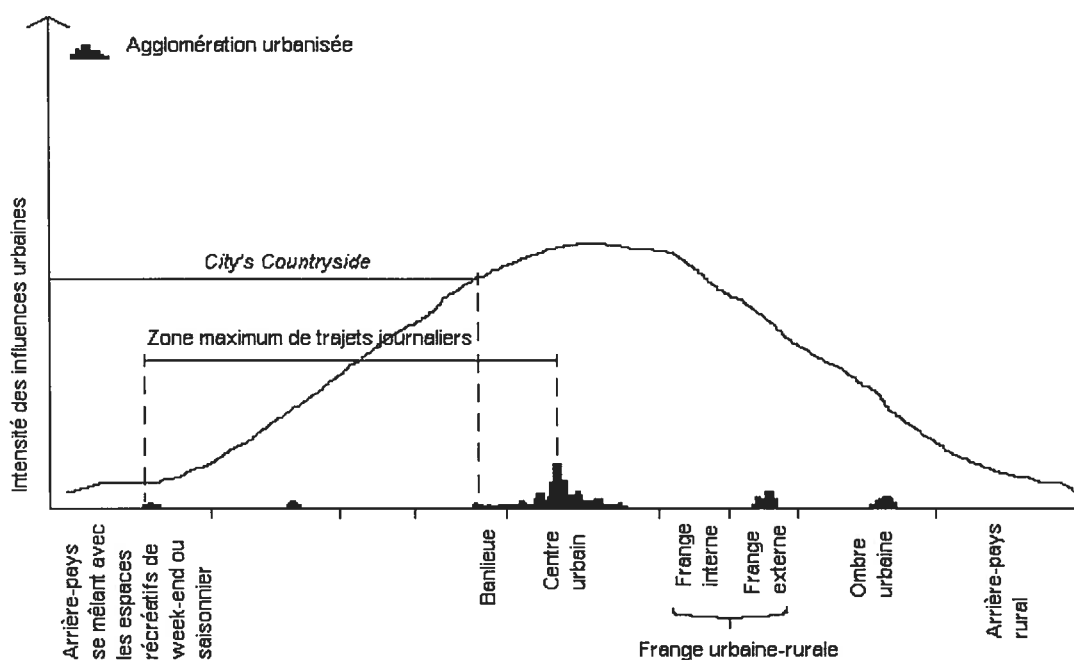
1.2 La frange périurbaine

La frange périurbaine apparaît à l'intérieur d'une structure régionale nommée ville régionale. Cette ville se compose de quatre grandes zones : la concentration urbaine où le noyau bâti domine, la frange périurbaine, le profil urbain et la zone rurale fonctionnelle. Ces différentes zones sont influencées de façon plus ou moins directe par le noyau urbain. L'influence se disperse du centre urbain vers l'extérieur, dans la zone rurale fonctionnelle. La frange périurbaine est, quant à elle, adjacente à la concentration urbaine centrale. On la reconnaît comme n'étant ni rurale, ni urbaine. Affectée par son contact avec la limite urbaine de la ville, la frange est une zone de transition, autant par son utilisation du territoire que par ses traits socio-économiques et démographiques. De plus, elle est une caractéristique permanente de la ville régionale, mais ses frontières changent et se déplacent au fil des ans. Enfin, c'est une zone dynamique où les changements se produisent continuellement et où les réactions rurales et la concurrence pour l'utilisation des terres prévalent (Marchand et Charland, 1993).

La frange périurbaine se compose de deux zones distinctes : la frange urbaine et la frange rurale. La frange urbaine est le secteur de développement et de transition des utilisations rurales vers les utilisations urbaines des terres (Russwurm, 1977). Une large proportion de cet espace est déjà convertie à des utilisations urbaines ou est réservée à cette fin. Dans la frange rurale, les pressions pour la conversion des terres rurales à des utilisations urbaines sont moindres que dans la frange urbaine. Il existe peu d'utilisations apparentées à la ville dans cette frange et le type d'activités qu'on y trouve cadre mieux avec les caractéristiques d'un paysage rural. Les terres demeurent fondamentalement à vocation rurale (Bryant *et al.*, 1982). C'est là que se trouve plus particulièrement notre zone d'étude.

À ces définitions, nous nous permettons de rajouter le terme *City's Countryside*. Ce terme désigne une zone d'influence de la ville régionale. La figure suivante représente très bien la forme générale des principales villes régionales nord-américaines.

Figure 3 : La forme de la ville régionale et le City's Countryside



Source : Adapté de Russwurm, 1975 dans Bryant et Johnston, 1992, p.7

Dans cette figure, nous pouvons observer le *City's Countryside*. Cette zone se caractérise comme étant la zone après la banlieue, dont l'intensité des influences urbaines décroît avec la distance (Bryant et Johnston, 1992). C'est là que se reflètent la relation entre les parties urbaine et rurale de la ville régionale ainsi que la liaison avec l'arrière-pays rural.

1.3 L'agriculture : quelques spécifications

Il y a environ 10 000 ans, l'être humain a domestiqué plantes et animaux afin de subvenir à ses besoins alimentaires fondamentaux. Cet événement est considéré comme étant la première grande révolution agricole. Plusieurs découvertes archéologiques semblent confirmer cette époque historique. Depuis lors, l'agriculture a connu différentes transformations. On semble considérer, grosso modo, que l'agriculture a traversé trois révolutions (tableau II).

La troisième phase de la révolution dans le tableau II, correspondant à l'époque actuelle, représente une agriculture fortement intégrée au modèle industriel de production. C'est ce que l'on appelle la « chaîne alimentaire de production » (fig. 4) dans les économies de marché. L'agriculture est intégrée dans un système de production où les interactions entre les composantes sont relativement liées (Bowler, 1992). Souvent, de grandes firmes possèdent les facteurs de production essentiels à la ferme.

C'est constat banal aujourd'hui de noter que différentes entreprises non agricoles possèdent une partie importante des intrants agricoles, des usines de traitement ou de transformation des produits agricoles, des moyens financiers et des circuits de distribution³ essentiels à cette agriculture industrialisée. Dans les dernières années, de nombreux exemples éloquentes apparaissent sur le continent nord-américain. Il suffit d'évoquer le cas de la Corporation Cargill pour comprendre l'ampleur de cette convergence verticale dans la chaîne de production alimentaire. L'unité de production agricole demeure cependant au niveau de la ferme même si de très grandes compagnies possèdent tous les facteurs de production en amont et en aval. Le producteur agricole voit son champ d'action de plus en plus

³ Caractéristique de l'intégration verticale.

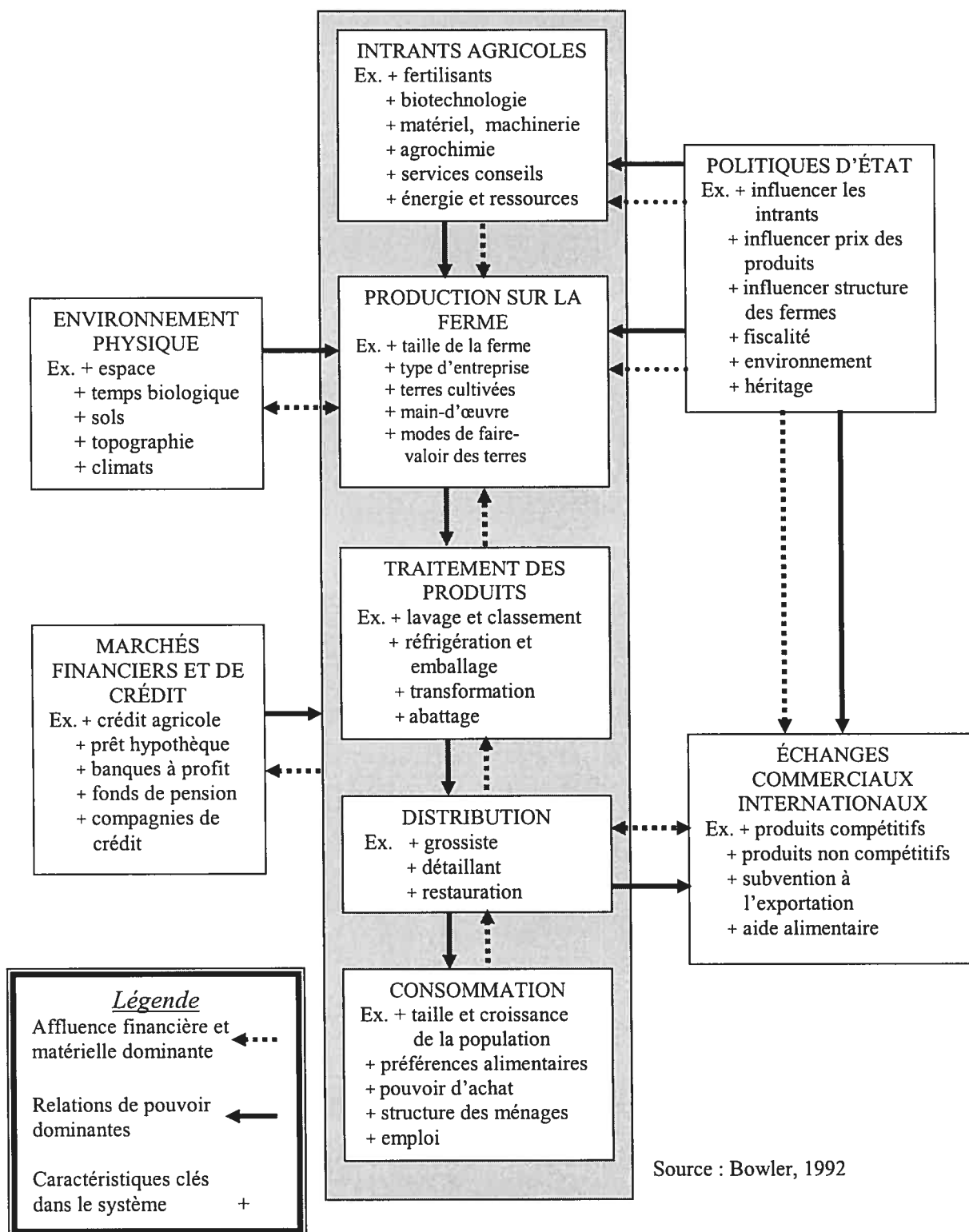
limité pour l'achat des intrants et la vente des produits. Il est clair que ce phénomène se répand rapidement étant donné l'immense capacité financière de plusieurs de ces firmes multinationales.

Tableau II : Les trois révolutions de l'agriculture

	<i>1. Le commencement et le développement</i>	<i>2. De la subsistance au marché</i>	<i>3. L'industrialisation</i>
Époques	- 10 000 av. J.C. jusqu'au 17 ^e siècle	- 1650 jusqu'à nos jours	- 1928 jusqu'à aujourd'hui
Périodes clés	- Néolithique, - Moyen-Âge	- 18 ^e siècle en Angleterre - 19 ^e -20 ^e siècles dans le reste de l'Europe	- Actuellement - Période postindustrielle
Principales zones	- Europe - Asie du sud-est	- Europe de l'Ouest - Amérique du Nord	- Amérique du Nord - Europe de l'Ouest - Europe de l'Est - Ex-États Soviétiques
But majeur	- Alimentation domestique	- Faire des surplus de production - Retour financier des investissements	- Abaisser les coûts de production
Caractéristiques	- Domestication des espèces - Agriculture remplaçant la chasse et la cueillette comme mode de vie et base de la société - Prolifération des sociétés agraires supportant la croissance de la population - Agriculture de subsistance : main-d'œuvre intensive, peu technique, base communautaire	- Amélioration critique, perspective mercantiliste, et demande alimentaire de la révolution industrielle - Remplace l'agriculture de subsistance par celle de marché - Agriculture commerciale développe des liens avec les fournisseurs en intrants et infrastructure	- Idéologies collectives (socialiste) et corporatives (capitaliste) - Intégration de la production agricole dans un système industriel agro-alimentaire - Emphase sur la productivité et sur la production pour le profit - Remplace et transforme la structure agraire et le mode de vie - Production collective ou corporative favorise l'économie d'échelle, les capitaux, la substitution de la main d'œuvre, la production spécialisée sur de grandes surfaces

Source : Troughton 1986, traduction libre

Figure 4 : La chaîne de production alimentaire



1.4 L'agriculture dans la zone périurbaine

Les espaces périurbains sont des territoires propices à la spécialisation agricole (p. ex. agriculture maraîchère, pépinière). Ces espaces sont le produit de l'histoire des villes qui les ont fait naître. Ils sont donc très variés dans leur localisation et dans leurs modes de production, autant en ce qui concerne leur taille que leur structure de production, leur mode d'organisation, leur système de commercialisation ou leur rapport avec l'environnement urbain à proximité. Toutefois, les productions agricoles en zone périurbaine sont issues d'une histoire relativement similaire. Elles se sont adaptées aux évolutions générales des marchés dans leurs filières respectives ainsi qu'au processus de croissance des villes. La symbiose entre les activités agricoles et la ville est très claire et ce depuis plusieurs décennies, voire même des siècles. Par exemple, l'agglomération urbaine fournit pour l'essentiel les moyens de production (p. ex. sol, engrais et main-d'œuvre) aux exploitations agricoles. Évidemment, en retour, les exploitations agricoles fournissent les marchés urbains en produits alimentaires.

Charvet (1994) a dressé une liste des principaux inconvénients et avantages liés à la localisation de productions agricoles en frange périurbaine dans un numéro spécial du *Bulletin de l'Association de géographes français*. En voici les principaux inconvénients :

1. recul des espaces agricoles devant les constructions et infrastructures urbaines ;
2. concurrence pour l'accès au foncier ;
3. concurrence concernant la main-d'œuvre, c'est-à-dire les salaires sont plus élevés dans les bassins urbains qu'en dehors ;
4. incertitudes pesant sur le devenir du foncier (installation d'utilisation extensive du sol, développement de friches) ;

5. les problèmes environnementaux restreignent l'éventail des activités de production agricole ;
6. vandalisme, vols et viols des propriétés, ce qui remet en cause certaines productions chez les agriculteurs.

Les avantages sont les suivants :

1. la proximité de la ville élargit la vente directe sur les marchés urbains (circuits courts de commercialisation). Ce type de commercialisation n'est pas en régression et prend plutôt de nouvelles formes avec le développement des ventes directes à la ferme ou l'autocueillette des produits agricoles par les urbains ;
2. la proximité de la ville élargit également les possibilités de double emploi (pour un individu ou un ménage). Il n'est pas rare que l'emploi non agricole joue un rôle important, voire même décisif, dans le maintien et la survie d'une exploitation agricole ;
3. Enfin, la proximité de la ville garantit un bon accès aux services urbains ainsi qu'aux infrastructures modernes de communication (autoroutes, aéroports, ports, gares routières et ferroviaires, journaux publicitaires).

La relation économique de l'agriculture périurbaine à la ville est omniprésente. Cette relation appartient à l'économie de marché. Autrefois, la manifestation physique de cette relation était visible par la construction de halles où les producteurs agricoles, les distributeurs et les transformateurs effectuaient leurs échanges commerciaux. C'était manifestement un rapport entre les consommateurs urbains et les producteurs périurbains. De nos jours, l'approvisionnement des villes est organisé autour des filières de distribution établies à une toute autre échelle géographique (souvent nationale et internationale). La grande distribution et la mondialisation des échanges commerciaux ont apporté des modifications importantes aux stratégies de mise en marché. De plus, l'incorporation à la ville des

espaces agricoles périurbains ne se fait pas sans conflits puisque les différents acteurs ont souvent des points de vue divergents.

Plusieurs producteurs horticoles d'aliments frais ont réussi à s'adapter en inventant les filières courtes (p. ex. l'autocueillette ou l'ASC), permettant ainsi un rapprochement entre les consommateurs et les producteurs (Fleury et Donadieu, 1997). Dans le même ordre d'idées, les marchés urbains deviennent un lieu de prédilection pour les consommateurs qui recherchent un contact direct avec le producteur (p. ex. le Marché By à Ottawa, le Marché Jean-Talon à Montréal).

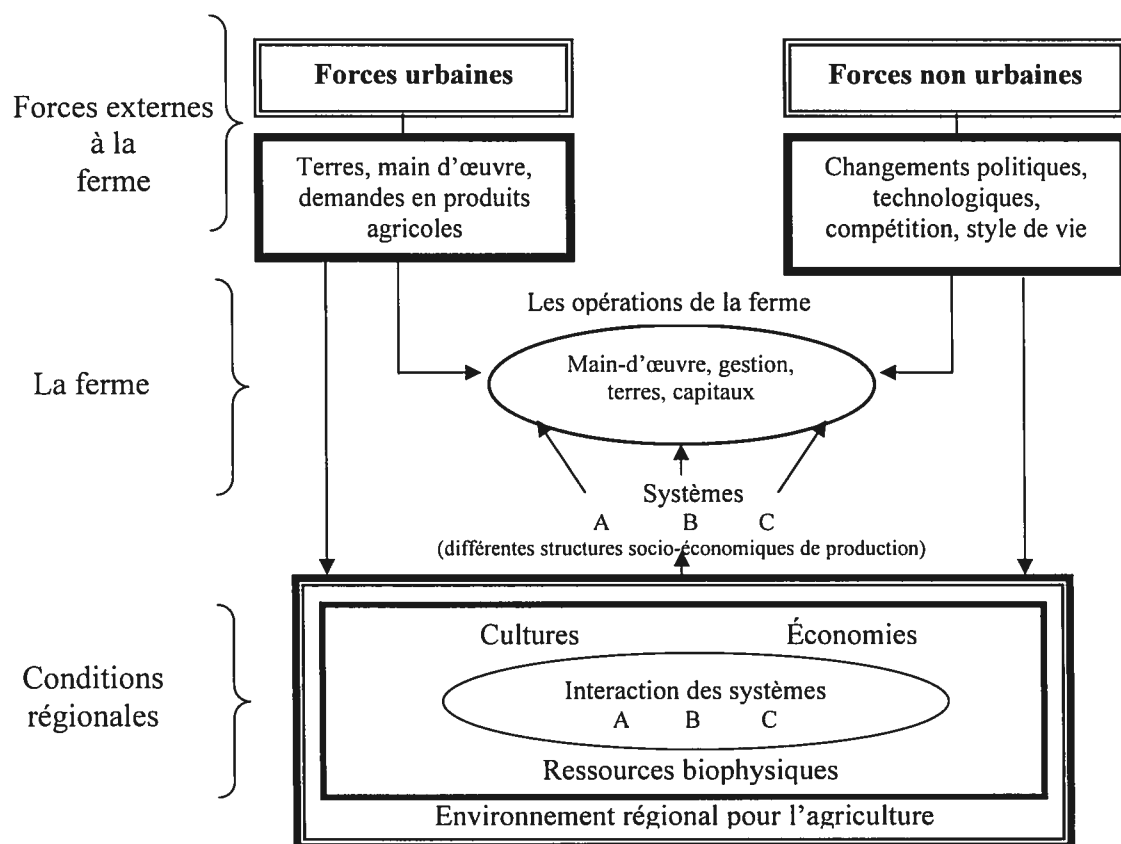
La ville a toujours représenté pour les agriculteurs une opportunité de marché qu'ils saisissent en développant les productions attendues (Vaudois, 1994). Ces différentes conditions ont déstabilisé les systèmes de production anciens, mais sont propices à l'émergence de nouveaux. Ils ont ainsi continué d'exister près des grandes villes. Le fait d'habiter près de la ville permet aux agriculteurs de percevoir plus facilement les changements dans l'état d'esprit des décideurs urbains. Du fait de la fragilité de leurs exploitations agricoles, ils peuvent mieux s'adapter en étant plus vigilants aux demandes des consommateurs urbains (Bryant et Johnston, 1992). Ajoutons que la proximité urbaine amène un caractère spécial à plusieurs exploitations de l'espace périurbain. On remarque souvent la :

« présence de nombreuses exploitations à temps partiel, qui se signalent par des dimensions restreintes, parmi celle-ci des exploitations de nouveaux venus de l'agriculture, originaires de la ville (hobby farmers). » (Bryant, 1989, pp. 407-408).

La frange périurbaine reste tout de même complexe et floue à saisir. L'agriculture qui s'y trouve se transforme sous l'effet des forces urbaines et non urbaines. Bryant et Johnston ont schématisé ces forces agissant sur l'agriculture périurbaine (fig. 5). Parallèlement à ces forces, la dynamique spatiale engendrée par

la croissance de la ville – centre influence grandement l'espace agricole périurbain. Cette croissance s'est effectuée par phases successives dont la durée et l'intensité ont varié selon les lieux. Souvent, ce sont les zones agricoles périurbaines qui ont souffert le plus des poussées urbaines contemporaines.

Figure 5 : Forces agissant sur l'agriculture périurbaine



Source : Bryant et Johnston, 1992.

1.5 L'agriculture périurbaine et l'étalement urbain

Après la deuxième guerre mondiale, les zones urbanisées au Québec ont connu un étalement urbain sans précédent. À l'époque, le modèle nord-américain

dominant était constitué d'un noyau urbain central entouré d'une banlieue résidentielle. La banlieue était cernée par une petite frange urbaine – rurale. Vers les années 60, l'établissement de réseaux autoroutiers a stimulé l'étalement urbain hors des limites de la zone centrale, ce qui a engendré une perte très importante de terres au profit des fonctions urbaines. Cela a accentué la dispersion résidentielle tout au long des années suivantes (années 1970). La déconcentration de la population et des activités économiques allait aussi de pair. Les banlieues immédiates furent les premières à bénéficier de ce phénomène (p. ex. Laval, ouest de l'Île de Montréal, Longueuil). La croissance démographique frappait la zone non métropolitaine. De plus, on y voyait apparaître une importante industrialisation en milieu rural (Deslauriers *et al.*, 1991).

Il existe de nombreux impacts de l'étalement urbain sur l'agriculture périurbaine. Ces zones subissent des pressions énormes, surtout là où la compétition pour l'utilisation du sol est très grande. Il en résulte une diminution de la population agricole et une déstructuration de l'agriculture. C'est ce qui arrive dans la plupart des métropoles canadiennes entre les années 1960 et 1970. Afin de contrer cette déstructuration agricole, le gouvernement du Québec décide d'intervenir en adoptant le 22 décembre 1978 la loi 90 sur la protection du territoire agricole⁴. Cette législation permet de ralentir, voire de contraindre au maximum, l'utilisation du sol agricole à des vocations urbaines et de préserver une importante banque de terres fertiles dans les pourtours des plus importantes villes québécoises. À partir de cette date, l'agriculture périurbaine se développe avec moins de conflits entre les fonctions urbaines et rurales (agricoles).

Thibodeau *et al.* (1986) ont réalisé des études sur l'impact de la nouvelle législation sur la région de Montréal. Ils ont rapidement constaté quelques effets

⁴ Commission de protection du territoire agricole du Québec, www.cptaq.gouv.qc.ca

bénéfiques : ralentissement de l'utilisation des terres agricoles à des fins urbaines, augmentation sensible et renouveau de la production des terres jadis en friche, conversion des terres abandonnées à l'agriculture et amélioration dans l'investissement agricole.

Nous ne devons cependant pas oublier que les pressions urbaines en termes de demande de terrains (p. ex. résidentiel, commercial, industriel et infrastructure) sont toujours présentes malgré cette législation. La demande de main-d'œuvre résultant de la croissance de l'emploi non agricole et la demande pour des produits agricoles et des services relatifs à la proximité urbaine sont également des facteurs d'urbanisation qui interviennent dans la balance (Bryant, 1986).

1.6 Qu'est-ce que le développement ?

Tout d'abord, il s'avère nécessaire de définir quelques notions importantes pour orienter cette étude dans le cadre d'un éventuel développement local durable. Le terme *développement* est souvent employé avec une grande imprécision. On l'utilise souvent à la place du terme *croissance*, qui se caractérise simplement par l'augmentation des dimensions économiques. Le développement :

« désigne, lui, des processus tendant à la fois à la diffusion harmonieuse des effets de la croissance dans la société entière et à l'acquisition d'une autonomie de croissance (self-sustained growth). Il implique des transformations qualitatives et des modifications des structures sociales et économiques » (George et Verger, 1996, p.136).

Bryant affirme, pour sa part, que :

« Le développement est la transformation d'un système et n'est pas synonyme de croissance. Le développement économique comprend la restructuration des activités économiques pour qu'elles deviennent plus concurrentielles sans qu'il y ait nécessairement une augmentation de

l'emploi ; il comprend l'investissement en infrastructure physique et en matière de ressources humaines afin d'améliorer les conditions générales pour la croissance et/ou le développement futur ; il comprend aussi l'amélioration des conditions de travail. Bref, le développement comprend toute transformation du système de production et son environnement qui améliore la stabilité et la santé économique d'une communauté. » (Bryant, 1991, p.5).

Le développement est ainsi territorial puisque de nombreux éléments peuvent y être localisés : la localisation et les impacts des activités sociales et économiques ainsi que le positionnement des acteurs dans l'espace. C'est pourquoi on ne retrouve pas un modèle précis ou une recette miracle ; chaque territoire comporte des caractéristiques qui lui sont propres.

Afin de préciser le terme développement utilisé dans ce mémoire, nous y ajoutons l'adjectif durable. Le développement durable comporte plusieurs facettes. Pour réaliser un tel développement, on doit tenir compte des réalités suivantes : les sociétés avec les multiples valeurs culturelles qui y sont rattachées, les réalités biophysiques comme support environnemental de ces sociétés et les systèmes économiques dominants. Il s'agit de trouver un certain équilibre entre les principaux éléments constituant le concept.

Dans le contexte de cette étude, le développement durable s'oriente vers le développement socio-économique et l'utilisation raisonnable des ressources renouvelables et non renouvelables en horticulture. Il est clair que ce mode de développement privilégie la protection de l'environnement et de ses écosystèmes. On ne cesse de rappeler depuis le rapport Brundtland que la durabilité d'un développement doit répondre aux besoins des sociétés présentes sans porter préjudice à la capacité des générations futures de répondre aux leurs (Nations Unies, 1989). Pour l'agriculture horticole, qui est un mode intensif de production et d'utilisation des sols et très souvent « hors-sol » (p. ex. serre hydroponique), il s'agit

de penser au futur dans l'optique de préserver une ressource limitée au Québec. Il faut se rappeler que la terre possède une capacité limitée de fournir des ressources, que les humains font partie intégrante de la nature et qu'ils sont régis par les mêmes lois naturelles et les mêmes écosystèmes.

Il est essentiel d'éclairer notre propos avec les notions de biosphère, d'écosystème et d'agroécosystème. La biosphère maintient la vie sur Terre grâce à l'interaction de trois composantes essentielles : la terre (lithosphère), l'air (atmosphère) et l'eau (hydrosphère). Bien sûr, la biosphère prend et accumule l'énergie essentielle à la vie grâce au rayonnement du soleil. Elle reflète l'écosystème à l'échelle de la planète (Chiras, 1994). Il n'existe pas un, mais plusieurs écosystèmes sur la planète. Ils varient considérablement selon leur complexité interne. Un écosystème est une entité qui se compose de l'interaction de deux facteurs : les substances abiotiques et les substances biotiques (Chiras, 1994). Il est composé de plantes, d'animaux, de micro-organismes (biotique) et de substrats inorganiques du sol (abiotique), ayant tous un accès direct ou indirect à l'atmosphère (eau, oxygène) et à la lumière comme sources d'énergie.

L'agroécosystème, quant à lui, est un système artificiel créé par l'homme depuis l'apparition de l'agriculture. C'est un système simplifié en comparaison avec un écosystème naturel. Il est plus fragile et instable, ce qui oblige l'être humain à intervenir fréquemment dans son fonctionnement par les différentes pratiques culturales (Nahal, 1998). Le chapitre 5 porte en partie sur les enjeux environnementaux des facteurs de production utilisés dans ces agroécosystèmes.

1.7 Le développement local : ses fondements et son organisation

Un autre adjectif peut être utilisé avec le terme développement. Il s'agit évidemment de l'adjectif local. L'étude du développement local comme faisant partie intégrante des politiques de développement régional est tout de même assez récente. Les chercheurs universitaires de par le monde entier témoignent d'un intérêt sans cesse croissant pour ce champ d'étude. Lévy et Lussault définissent assez bien ce que l'on entend par développement local.

Selon ces chercheurs, il s'agit d'une :

« Dynamique multidimensionnelle et multifactorielle au sein d'une société locale consistant en la construction et la réalisation d'un projet de développement autocentré et endogène de cette société. » (Lévy et Lussault, 2003, p. 251)

Au Canada, vers 1985, Coffey et Polèse ont formulé une problématique générale du développement local. Le développement local serait comme une rupture et un complément des trois principales conceptions du développement régional qui étaient à cette époque appliquées par la politique canadienne : « la théorie des pôles de croissance, celle du développement des infrastructures et celle qui veut que l'ajustement entre les régions s'opère par les migrations. » (Coffey et Runte, 1986, p. 8). Ces auteurs affirment que le développement local :

« apparaît également comme un processus à long terme au cours duquel le milieu lui-même crée, développe et conserve des entreprises. Trois modes possibles d'interventions gouvernementales sont définis : l'animation, l'information et l'aide financière. » (Coffey et Runte, 1986, p. 8).

Ils désignent également que :

« le développement régional est au moins ou en partie un processus social et culturel qui prend sa source et son essor au sein même d'une région : c'est

tout autant un fait social qu'un fait économique. » (Coffey et Runte, 1986, p. 8).

Nous entendons ainsi que le développement est une transformation socio-économique qui porte sur le long terme, débouchant sur l'amélioration du niveau et de la qualité de vie pour les habitants d'un territoire donné. Il s'agit d'un processus complexe et dynamique qui est alimenté par des attitudes et des comportements chez une multitude d'acteurs.

Depuis que la problématique du développement local a été posée, beaucoup de travaux touchant les aspects multidimensionnels du développement local ont été réalisés, permettant aux différents paliers gouvernementaux d'ajuster les politiques au cours de la dernière décennie. Dans cette nouvelle optique, on conçoit que le développement local soit considéré :

« comme les initiatives ou les démarches globales et cohérentes reposant sur la mobilisation des acteurs qui acceptent de mettre en commun leurs compétences et leurs pratiques au service d'un territoire » (Glon, 1996, p. 449).

Il s'agit d'un processus dynamique qui permet l'émergence de réseaux d'acteurs et de partenaires essentiels à toute action dans le milieu. Ces partenaires impliquent leurs expériences et leurs compétences dans un réseau qui devient peu à peu un système organisationnel au service d'un territoire. Cependant, ce système organisationnel est confronté à des limites qui perturbent le jeu des acteurs. Ces :

« blocages ou frontières internes au développement local résident d'abord dans les comportements. Des individus, des institutions, des entreprises campent sur leurs positions ou freinent toute évolution car leur intérêt, voire leur position ou leur statut, sont préservés par l'immuable. » (Glon et al., 1996, p.452).

Comme on vient de le voir, les acteurs sont au cœur de la problématique du développement local. Leurs implications dans la communauté se ressentent de bien des façons et à différents niveaux. On peut présenter les fonctions principales que les acteurs ou groupes peuvent détenir dans une collectivité : l'information, l'intégration, la planification et l'action (Bryant, 1991). Cependant, l'implication passe essentiellement par la participation, la coopération, la concertation et les partenariats.

Souvent, pour un projet quelconque, la participation ne peut se faire que de façon éphémère lorsque la consultation est réalisée auprès des segments de la communauté les plus intéressés par le projet spécifique. Par contre, la participation peut être intégrée dans le processus global de planification, c'est-à-dire que tous les acteurs participent directement à l'élaboration de la vision et des stratégies de développement ainsi qu'à la mise à exécution de projets spécifiques.

La coopération est un processus normal pour élaborer et mettre à exécution les projets. Elle mise sur les groupes et les acteurs qui ont des intérêts similaires. Souvent, elle implique une mise en commun ainsi qu'un partage des ressources (p. ex. humaines, techniques, financières) de la part des acteurs. Ils partagent aussi, par le fait même, les avantages et les risques de l'initiative d'un projet.

La concertation est un type particulier de coopération qui implique une variété d'intervenants dans un segment particulier (p. ex. une table de concertation agro-alimentaire). Ils se réunissent pour coordonner les décisions et les actions propres à leurs objectifs communs.

Devant ces différents types d'implication, les partenariats semblent être une étape importante pour le développement local. Ces collaborations ont pris

progressivement un caractère institutionnel, voire structurel. L'efficacité des partenariats se base sur (Bryant, 1995) :

- une gestion conjointe des partenaires, qui s'appuie sur une participation volontaire dans laquelle il n'existe aucun rapport de force entre les différents partenaires;
- une structure d'organisation dynamique impliquant la concertation, la recherche permanente d'une convergence entre les partenaires et une action qui s'insèrent au sein du processus plus global de développement communautaire durable;
- un ensemble d'objectifs communs ayant fait l'objet d'un accord entre les différents partenaires; les objectifs collectifs ou communautaires sont à mettre à l'avant, mais toujours en respectant les besoins de chaque partenaire;
- le partage de la responsabilité pour la réussite ou l'échec, ainsi que pour l'évaluation et la planification de la mise à exécution du partenariat;
- une planification et un suivi conjoints par l'entremise d'un effort collectif pour la mise à exécution du partenariat.

On retrouve souvent des partenariats à chaque étape de la planification stratégique, qui sont reliés à une ou à plusieurs orientations de développement. Il existe plusieurs types d'orientations stratégiques : l'orientation sectorielle (p. ex. l'agriculture, l'écotourisme), l'orientation thématique (p. ex. l'entrepreneuriat, la formation de la main-d'œuvre) et l'orientation géographique (p. ex. la valorisation d'un réseau fluvial).

Dans la réalité territoriale, les partenariats peuvent être de types différents. Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein ont identifié, suite à une analyse des

réflexions théoriques et des études de cas, plusieurs formes de partenariat. Il existe, selon eux, quatre grands types de partenariat : le partenariat politique interétatique, le partenariat mixte technoproductif, le partenariat corporatif de base privée et le partenariat public – communautaire (Gagnon et Klein, 1991, p.243). Nous allons examiner brièvement les caractéristiques de chacun de ces types de partenariat.

Le *partenariat politique interétatique* est une importante transformation selon laquelle le gouvernement, dont l'appareil étatique d'administration était auparavant centralisé, commence à faire le partage du pouvoir avec les dispositifs régionaux et locaux. Il s'agit en fait d'une forme de décentralisation. Les gouvernements locaux signent, de concert avec les gouvernements centraux, des contrats (p. ex. des contrats de plan, des ententes – cadres) pour la gestion associée des espaces locaux et régionaux. Ce type de partenariat donne une certaine autonomie politique et économique aux pouvoirs locaux tout en assurant la poursuite des objectifs du gouvernement central.

Le *partenariat technoproductif* est une collaboration entre les universités ou les centres de recherche, les entreprises et les gouvernements locaux pour la maîtrise locale de la technologie. De plus, le partenariat technoproductif tente de créer un climat stimulant pour les entreprises et pour l'investissement.

Le *partenariat corporatif de base privée* est un type qui concerne la constitution de corporations de développement local (p. ex. des sociétés de développement ou de création d'entreprises, des organismes professionnels, des fondations) pour promouvoir et financer l'entrepreneuriat. Ces corporations peuvent assurer le financement ou la coordination du développement et de la formation. Le but est de revitaliser le tissu social et économique par le biais du dynamisme de l'entrepreneuriat.

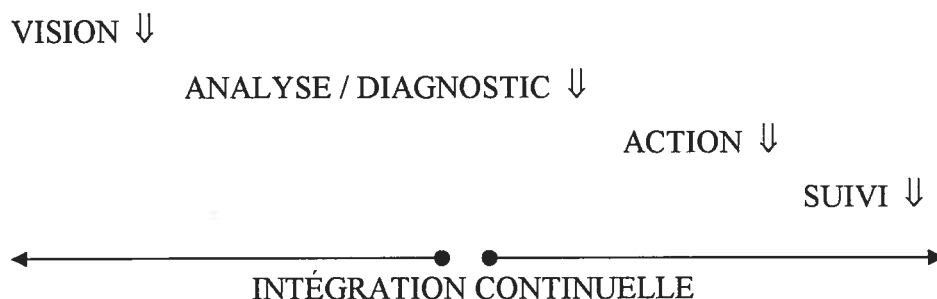
Le dernier type consiste en un *partenariat public – communautaire* qui établit des liens entre des organismes communautaires, le pouvoir local, le palier gouvernemental supérieur et quelquefois des entreprises. Ils mettent en œuvre, par exemple, des programmes de développement social pour améliorer la condition des groupes sociaux marginalisés. Ils misent en fait sur la formation de la main-d'œuvre et sur la création de petites entreprises locales. L'exemple québécois parfait de ce type de partenariat est la création des CLD. Ils sont financés par des subventions gouvernementales. Ce sont cependant aux acteurs locaux de faire la gestion du CLD.

De façon générale, les partenariats peuvent agir comme la pierre angulaire du développement local. Ce sont les acteurs locaux qui définissent les partenariats dans le respect de leurs besoins endogènes. Le nouveau contexte politique du partenariat local doit, pour être efficace, chercher d'abord à atteindre le bien-être des populations locales et ensuite les performances économiques. L'amélioration de la qualité de vie des citoyens assure un milieu attractif économiquement et socialement. Cependant, c'est le degré d'intégration, d'ouverture et de créativité de la part des acteurs locaux qui favorise ou non les partenariats essentiels à l'amélioration de la qualité de vie (Gagnon et Klein, 1991). Dans cette optique, les individus qui participent au développement local sont « animés d'une même conviction et conscients que chacun est en lui-même une ressource indispensable au développement de la collectivité. » (Vachon, 1994, p.13).

Pour que les partenariats entrepris sur le territoire soient perceptibles, il est impératif que les acteurs passent à l'action en réalisant des projets de développement socio-économique. « Le projet représente le volet action du développement local. » (Bryant et Doucet, 1999, p. 1). L'action consiste donc en la finalité du processus de développement. Ce processus comprend la planification pour une orientation stratégique (fig. 6), la mobilisation des intervenants dans la population et de tous les

segments, l'action, le suivi et l'évaluation et, bien sûr, la coordination de la planification et de l'action entre les différentes orientations stratégiques.

Figure 6 : Les étapes dans la planification d'une orientation stratégique



Source : Bryant et Doucet, 1999

Il existe plusieurs types de projet basés sur le processus du développement local. Bryant et Doucet (1999) les distinguent de deux façons.

1. *Distinction entre projet global et projet spécifique*

Un **projet global** est caractérisé par un cadre qui fournit une méthode utile pour mobiliser les forces en vue de planifier des actions concrètes pour tout le territoire ou pour une orientation stratégique particulière. Un **projet spécifique** est une action qui permet habituellement d'atteindre les objectifs du projet global. Le projet spécifique est davantage spécialisé et de moindre ampleur.

2. *Distinction entre projet d'entreprise et projet collectif*

La principale distinction vient du rôle distinctif attribué au secteur privé comparativement aux secteurs public et associatif. Le **projet d'entreprise** tente de chercher une convergence entre les intérêts privés et individuels (p. ex. par l'entreprise via l'exploitation agricole biologique) avec les intérêts collectifs (p. ex. une demande pour les produits biologiques, une conscience accrue du développement durable). Ce sont ces projets qui permettent de créer des emplois directement. Par contre, un **projet collectif** est beaucoup plus orienté vers

l'élaboration d'infrastructures essentielles au développement socio-économique. Ces infrastructures peuvent être institutionnelles, éducatives, formatives ou autres. Bref, ces projets aident grandement à encadrer le développement local.

Malgré la complexité et la multitude de projets de développement socio-économique, il est important de spécifier que la réussite du développement local et d'un projet est très fortement liée aux rôles prédominants des acteurs (p. ex. des citoyens, agents de développement, élus, fonctionnaires, entrepreneurs, investisseurs) et pas seulement aux institutions et programmes que l'on retrouve en place (Bryant et Doucet, 1999).

Chapitre 2 – Problématique de la recherche et méthodologie

2.0 Introduction

La problématique de cette recherche, telle que mentionnée plus haut en introduction, appelle le chercheur à développer divers champs de connaissance. De nature géographique, la recherche s'inscrit dans un courant multidisciplinaire, intégrant des notions économiques, sociales, politiques, agronomiques, géographiques et biologiques. Établir une étude dans le domaine de l'agriculture horticole demande une grande souplesse dans le cheminement des idées puisque l'on doit s'initier à un monde nouveau. L'ouverture d'esprit doit être la clé de voûte lors de la recherche puisque les idéologies véhiculées peuvent être contradictoires.

La problématique de cette recherche rassemble plusieurs questions. Nous aborderons, grosso modo, les questions touchant l'agriculture horticole périurbaine et le développement durable de celle-ci. Plus spécifiquement, il sera question d'analyser l'environnement socio-économique périurbain (marché, forces et faiblesses) des producteurs horticoles (taille, produits, problèmes). Pour arriver à peindre ce portrait, nous ferons un constat de l'aménagement du territoire étudié pour ensuite analyser les deux phases d'enquêtes menées auprès des acteurs impliqués (p. ex. techniciens, agronomes, fonctionnaires, agent de développement). L'analyse des enquêtes révélera les défis posés par cette agriculture. Suite à cela, nous présenterons les divers enjeux environnementaux reliés aux pratiques agricoles de l'horticulture. Forts de ces analyses, nous serons à même de suggérer des pistes de solution pour un développement plus harmonieux de l'horticulture et ainsi de critiquer l'orientation stratégique de développement émise par les acteurs locaux et régionaux. L'approche à micro échelle préconisée ici est très efficace « pour révéler le fonctionnement des échelles plus englobantes ; le territoire devient un objet

d'étude absolument adéquat à l'analyse des sociétés en mouvement » (Gumuchian *et al.*, 2003, p. 6).

2.1 Les objectifs et les questions de recherche

L'analyse de l'horticulture périurbaine répond à plusieurs objectifs. Premièrement, nous caractériserons l'influence de différents facteurs (p. ex. l'interaction des producteurs avec les agroécosystèmes, le cadre politique, le cadre spatial, les enjeux économiques et environnementaux, l'aspect culturel et social) sur la construction sociale de la production horticole de ce territoire. Deuxièmement, il s'agit principalement de trouver des éléments de solution aux préoccupations posées par la production horticole dans la région de Gatineau, en privilégiant un caractère durable dans les recommandations de développement. Ceci représente en fait la finalité de la recherche.

Les objectifs mentionnés peuvent se traduire sous la forme d'une question initiale guidant la recherche. La voici :

En ce qui concerne l'horticulture dans un espace périurbain, pouvons-nous observer les facteurs structurants dans la construction sociale du territoire et ce pour les entreprises ayant des activités horticoles, et est-il possible que nous puissions rendre compte des préoccupations concernant le développement durable en analysant les acteurs ainsi que les orientations de développement socio-économique inhérentes à la zone étudiée ?

Il apparaît que ce type de raisonnement se veut fidèle à notre cheminement. En ayant en tête cette question, nous sommes à même, en aval de la recherche, de recommander des solutions durables pour l'agriculture horticole en puisant dans les résultats de nos recherches, mais également dans les autres recherches disponibles à

ce jour. Elle agit comme un catalyseur et permet de faire ressortir une série d'autres questions que nous avons tentées de synthétiser. Ces questions sont formulées à priori. Il s'agit tout simplement d'émettre des hypothèses qui soient réalistes, logiquement concevables et possibles d'associer avec les indicateurs qui peuvent les sous-tendre, les justifier et contribuer aux réponses. Voici les énoncés :

1 a. *Les producteurs agricoles considèrent leurs activités horticoles de façon relativement positive parce que globalement, il y a croissance ou maintien des activités de l'entreprise. ;*

ou

1 b. *Les producteurs agricoles considèrent leurs activités horticoles de façon relativement négative parce que globalement, il y a diminution des activités de l'entreprise. ;*

2 a. *Les producteurs horticoles visent des marchés locaux et régionaux. ;*

ou

2 b. *Les producteurs horticoles visent des marchés provinciaux. ;*

ou

2.c *Les producteurs horticoles visent des marchés nationaux et internationaux. ;*

3 a. *Est-ce que les producteurs font face à des problèmes inhérents aux activités ou aux facteurs de production horticoles. ;*

3 b. *Est-ce que les producteurs sont confrontés à des problèmes inhérents à l'encadrement par les acteurs de la zone d'étude.*

2.2 La méthodologie

Il est nécessaire de présenter les différentes phases entreprises pour obtenir les données. Cette section du mémoire offre une idée des méthodes et des techniques utilisées.

L'enquête a été réalisée en deux étapes. D'abord, nous avons rencontré des informateurs clés qui sont impliqués de près dans le domaine horticole. Deuxièmement, nous avons procédé à l'élaboration des entrevues auprès des producteurs horticoles. Les producteurs ont été interrogés à l'exploitation par entrevue directe, tandis que quelques-uns ont quant à eux été interrogés par téléphone. Bien sûr, en amont de cette collecte de données, il y a eu une revue de la littérature scientifique pertinente et de la littérature « grise » concernant le sujet de recherche.

Après l'étape indispensable de la revue de la littérature, nous avons procédé à la collecte de données. Celle-ci a été, comme mentionné plus haut, effectuée par enquête. Cette enquête, plus formelle, se basait sur un questionnaire construit selon les objectifs de la recherche. Cette enquête permettait de recueillir des données originales sur les producteurs qui font de l'horticulture et donnait l'occasion d'avoir un contact direct avec les sujets (p. ex. producteur ou personne ressource) concernés par cette étude. Il y a eu deux types d'enquête :

1. enquête par entrevue directe
2. enquête par téléphone (si un rendez-vous n'était pas possible)

L'enquête par entrevue implique un rapport direct entre le sujet et l'enquêteur. Habituellement, ce type d'enquête est privilégié car il permet un taux de réponse relativement élevé. Il y a également d'autres avantages à ce type

d'enquête. L'enquêteur peut expliquer la signification des mots s'ils sont mal compris par les répondants ; il y a une réduction du biais dans les réponses car les répondants ne peuvent pas lire les questions à l'avance ; les répondants qui sont illettrés peuvent également y participer ; les réponses sont plus complètes et plus élaborées, surtout pour les questions ouvertes et les informations manquantes ou vagues, qui sont généralement moins nombreuses (Gumuchian et Marois, 2000).

Malgré ces avantages, il subsiste quelques inconvénients, dont le plus connu touche la relation enquêté – enquêteur. L'enquêteur peut effectivement amener un biais dans l'enquête, surtout si ce dernier influence le répondant lors de certaines questions. De plus, il peut y avoir d'autres problèmes, dont la méfiance des répondants ou bien tout simplement le fait que ce type d'enquête doit s'échelonner sur une plus longue période et peut donc s'avérer assez coûteux (Gumuchian et Marois, 2000).

L'enquête par téléphone est également utilisée pour recueillir de l'information. Cela oblige l'enquêteur à administrer lui-même le questionnaire. Le taux de réponse reste relativement élevé si le questionnaire est bien structuré. Les coûts sont moins élevés que dans l'enquête par entrevue directe parce que l'enquêteur peut administrer le processus de recherche à partir du même endroit. Il existe quelques avantages à ce type d'enquête :

- la couverture spatiale est plus grande ;
- il est plus facile de contacter les répondants par téléphone que de fixer un rendez-vous en un lieu donné ;
- les analphabètes, les aveugles et les handicapés peuvent y participer ;
- l'enquêteur peut choisir le répondant dans le ménage et l'enquête est moins directement influencée par l'enquêteur ;

- les problèmes liés à l'existence de questions ouvertes restent entiers dans ce type d'enquête.

Il existe néanmoins quelques inconvénients à administrer ce type d'enquête, surtout en ce qui concerne la construction et la formulation des questions. Le questionnaire ne doit pas être trop long, doit comporter un nombre limité de questions et ces dernières doivent être courtes, claires et précises. De plus, les questions avec des choix multiples doivent être limitées (Gumuchian et Marois, 2000). Souvent, les répondants manifestent une réticence, voire carrément un refus de répondre parce qu'ils ne se sentent pas directement concernés par l'enquête, comme c'est le cas pour l'enquête par entrevue directe. Cela peut mener à des réponses moins complètes ou non réfléchies.

2.3 Les phases de collecte de données

Les pages suivantes présentent les différentes stratégies retenues et les indicateurs pour ces phases d'enquête ainsi que les informations qui y seraient recueillies.

La première phase de collecte de données consiste à rencontrer des informateurs clés. Cela permet d'avoir une première idée de la situation. C'est ainsi que nous avons rencontré des intervenants concernés par le développement de l'horticulture en Outaouais et ailleurs au Québec, pour avoir une bonne idée de ce qui s'y passe en terme de production, de transformation et de mise en marché. Un informateur clé « c'est un individu choisi au sein d'un système social pour sa capacité à refléter adéquatement la pensée d'un ou de certains sous-groupes » (Mucchielli, A., 1996, p. 102). Ces personnes peuvent s'avérer très utiles pour aider le chercheur à comprendre ce qui se passe.

Nous avons rencontré des informateurs clés provenant de divers horizons professionnels (p. ex. des agronomes, agents de développement économique, experts en établissement agricole, secrétaires de fédérations syndicales agricoles, directeurs généraux d'associations de mise en marché) pour s'assurer de bien couvrir l'objet de l'étude. Les entretiens se faisaient de façon dirigée avec un guide d'entrevue (voir annexe 1 pour le questionnaire « informateur clé »). Ce guide visait à récolter de l'information nécessaire à la conduite de l'étude. Essentiellement, les informations recherchées touchaient à l'implication de l'informateur clé dans le secteur horticole, à ses visions (problèmes, forces, potentialités, solutions) concernant ce secteur et les différents programmes susceptibles d'initier un développement durable. L'entrevue laissait beaucoup de place à l'interaction entre l'informateur et l'enquêteur. Ces entretiens ont également permis de connaître davantage les intérêts de chacun des acteurs.

La deuxième phase consistait en une enquête de terrain auprès des exploitants. Cette enquête s'est révélée essentielle pour permettre d'établir un portrait régional des entreprises horticoles. Ce portrait général a été élaboré à l'aide d'une grille d'indicateurs qui a permis de construire les outils de cueillette d'information. Il faut mentionner que ce ne sont pas tous les producteurs qui ont été interviewés par entretien direct. Certains ont été interrogés par voie téléphonique⁵.

2.4 Les indicateurs et la construction du questionnaire

Les indicateurs devaient favoriser l'évaluation des activités horticoles actuellement en cours chez les producteurs, mais également fournir une connaissance de leurs développements futurs. Principalement, ces indicateurs étaient de trois ordres : indicateurs techniques, indicateurs sociaux et indicateurs

⁵ Un peu moins du quart de la population totale enquêtée.

économiques et de marché (tableau III). Les indicateurs servaient de balises pour construire le questionnaire utilisé auprès des exploitants horticoles.

Tableau III : Les différents indicateurs utilisés

Indicateurs techniques : expertise locale, disponibilité de la main-d'œuvre, productivité, potentiel agronomique, besoin de savoir-faire, formation et expertise des producteurs et autres opérateurs.
Indicateurs sociaux : milieu de vie, programme d'appui aux activités horticoles (production, R&D, transfert de technologie, conseils) ajustement période de production.
Indicateurs économiques et de marché : localisation de l'entreprise, proximité des marchés, type de clientèle visé, échelle de production, implications financières de l'accroissement de production, indices de diversification, état de l'entreprise.

Ce questionnaire a été utile pour estimer les potentiels ainsi que les obstacles à franchir, identifier les opportunités les plus intéressantes, tant au niveau des produits que des marchés ou même des activités comme la transformation à une échelle artisanale ou industrielle. Il a été également conçu pour en dégager un portrait de l'horticulture, de la volonté et du dynamisme de ses producteurs tout en traitant des aspects relatifs à la rentabilité des entreprises, soit la technique, les marchés, la transformation des produits bruts et les problèmes rencontrés dans la production (voir questionnaire en annexe 2).

Le questionnaire comportait deux parties essentielles. La première visait à identifier le producteur et ses activités horticoles. Cette section du questionnaire a permis de définir avec précision l'importance des revenus des entreprises et d'obtenir un niveau de détail très intéressant des filières horticoles de la zone étudiée. De plus, elle nous informe sur l'état actuel de l'exploitation, des activités horticoles futures, des circuits de distribution, des marchés occupés ou identifiés comme potentiels par les producteurs ainsi que des activités de transformation.

La seconde partie a servi à mesurer de façon précise les problèmes auxquels font face les producteurs. Les différents types de problèmes (p. ex. d'ordre financier, technique, de marché, de formation, de main-d'œuvre, d'encadrement ou de gestion) ont été identifiés et détaillés. En parallèle, cette partie a pu servir à déterminer les attentes et les besoins du producteur face aux problèmes énoncés ainsi que des solutions potentielles à ces problèmes.

Les deux sections pourront, après mûre analyse, mener à l'identification des préoccupations. Elles favoriseront la réflexion sur le développement durable du secteur horticole et sur les conditions de réussite pour le développement local.

2.5 La population étudiée et le dépouillement des enquêtes

C'est exactement vingt-quatre producteurs ayant des activités dans le secteur horticole qui ont été rencontrés. Leurs exploitations étaient de taille variable, ce qui nous aide pour sonder les problèmes des petits, moyens et grands producteurs. Nous devons spécifier que cette population représente l'ensemble des exploitants (Gatineau et MRC des Collines-de-l'Outaouais) déclarant avoir des activités dans le secteur horticole.

Vu le caractère qualitatif et quantitatif des données récoltées, nous dépouillons et analysons les enquêtes en construisant une base de données avec le logiciel SPSS. Cette base met en évidence les réponses de tous les producteurs aux différentes questions. Il devient ainsi plus facile de construire, codifier et classer les informations qualitatives et quantitatives. Cela génère un portrait fiable des producteurs horticoles.

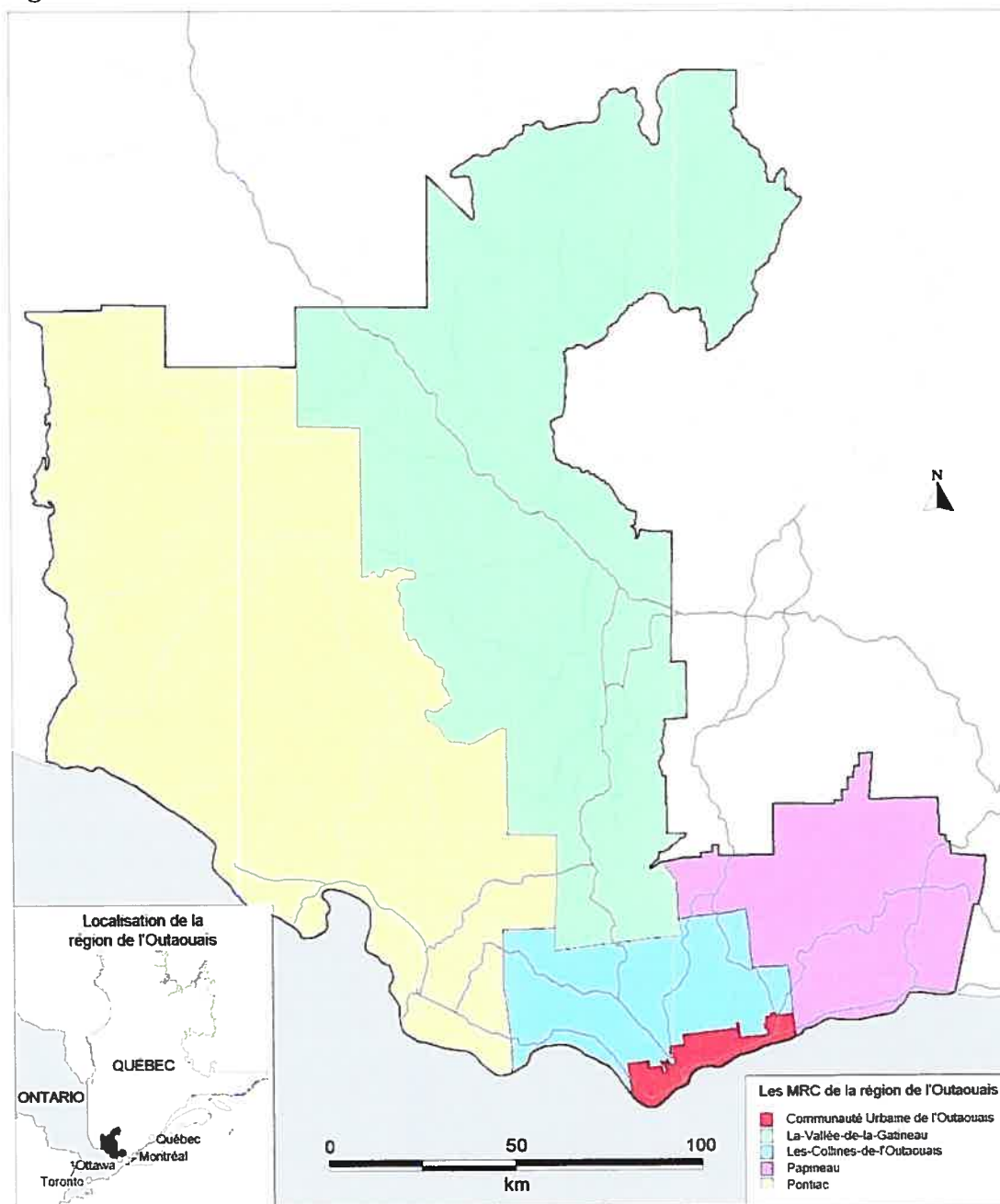
Chapitre 3 – L'aménagement du territoire des environs de Gatineau

3.0 Introduction

Le chapitre suivant propose une description des éléments structurant l'espace de la zone d'étude. Nous y présentons l'aménagement du territoire de Gatineau dans un premier temps, pour passer à celui de la MRC des Collines-de-l'Outaouais dans un second temps.

Mais d'abord, il faut mieux situer la région dans le contexte québécois. La zone d'étude se situe dans la région administrative de l'Outaouais. Cette dernière couvre une superficie de 32 870 km². La carte suivante (fig. 7) permet de bien localiser la région administrative de l'Outaouais par rapport à la province du Québec. La région est bordée à l'est par celle des Laurentides, au nord-ouest par celle de l'Abitibi-Témiscamingue et par la province de l'Ontario au sud. En effet, l'Outaouais partage la majeure partie de sa frontière sud avec cette dernière. Cette caractéristique explique en majeure partie pourquoi le principal axe routier québécois, la route 148, est orienté *est – ouest* le long de la rivière des Outaouais. Pour ce qui est du reste du réseau routier, il est orienté *sud – nord* selon les vallées (p. ex. route 309, route 323, route 105). Par-delà ces zones limitrophes, l'Outaouais est à proximité de trois grandes régions métropolitaines. Bien sûr, la région se situe sous l'influence directe de la région métropolitaine d'Ottawa – Gatineau, mais on retrouve également les régions métropolitaines de Montréal et de Toronto à moins de 200 et 500 kilomètres respectivement (petit encart dans la fig. 7). Il s'agit d'une localisation plus qu'enviable face à ces grands marchés urbains.

Figure 7 : Carte de l'Outaouais



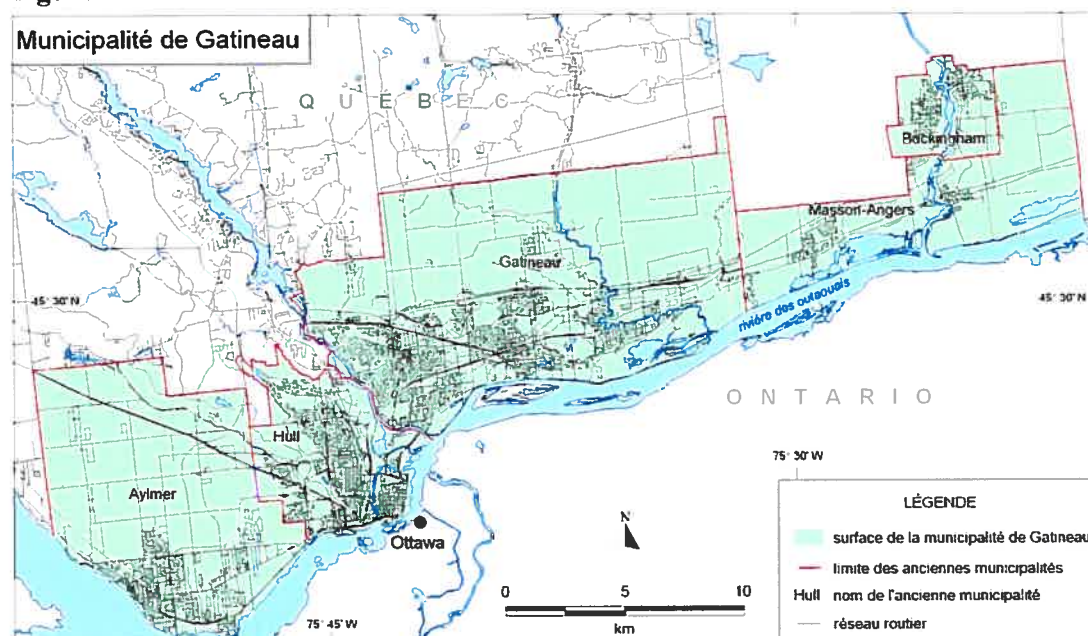
La région de l'Outaouais est divisée en cinq portions, dont une communauté urbaine et quatre MRC : MRC Papineau, MRC des Collines-de-l'Outaouais, MRC La-Vallée-de-la-Gatineau et la MRC Pontiac. Depuis que le gouvernement

québécois a effectué la fusion municipale en 2001, la CUO est devenue la nouvelle grande ville de Gatineau. Nous avons décidé de choisir l'ensemble du territoire de Gatineau et de la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Ce territoire nous apparaît comme étant la zone périurbaine au nord de la région métropolitaine d'Ottawa – Gatineau.

3.1 Aménagement du territoire de la Ville de Gatineau

La Ville de Gatineau longe la rivière des Outaouais, frontière naturelle entre le Québec et l'Ontario, sur près de 70 kilomètres. Il va de soi que cette contrainte naturelle et politique se répercute sur l'aménagement du territoire de la ville. La figure 8 présente bien les limites administratives de Gatineau.

Figure 8 : Carte de Gatineau



Sources : Données géographiques numériques du recensement, Statistique Canada, 2001.

On remarque rapidement que cette nouvelle grande ville comporte plusieurs pôles urbains. Nous retrouvons les anciennes villes d'Aylmer, Hull, Gatineau, Masson-Angers et Buckingham. Ces anciennes villes représentent maintenant les arrondissements municipaux.

3.1.1 Caractéristiques démographiques

La population de Gatineau représente 21,3 % de la région métropolitaine d'Ottawa – Gatineau (1 063 664 habitants)⁶. On retrouvait environ 226 695 habitants en 2001. Il s'agit de l'une des plus importantes agglomérations urbaines au Québec. La ville détenait à elle seule 71,8 % de l'ensemble de la population habitant la région administrative de l'Outaouais (315 546 habitants⁶). Le tableau IV montre que la ville de Gatineau est en croissance démographique par rapport au recensement de 1996.

Tableau IV : Caractéristiques démographiques de Gatineau

Caractéristiques	Gatineau
Population en 2001	226 695
Population en 1996	217 591
Variation de la population entre 1996 et 2001 (%)	4,2 %
Superficie des terres (km ²)	342,31 km ²
Densité de la population (hab/km ²)	662,3 hab/km ²

Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2001

3.1.2 Le territoire : problématique régionale

Comme nous l'avons déjà mentionné, la dynamique territoriale de Gatineau est fortement influencée par son contexte géopolitique. Puisque la ville est située

⁶ Statistique Canada, www.statcan.ca, Recensement de la population 2001.

dans le sillage de la capitale nationale canadienne, elle subit une certaine dépendance économique vis-à-vis cette dernière. L'économie de Gatineau est supportée par la présence de la fonction publique fédérale et par les divers secteurs secondaires et tertiaires traditionnels tels le commerce de détail ou la construction. Près de « 60 % des résidants (de Gatineau) travaillent à Ottawa » (Materazzi, 1994, p.22) dans les secteurs nommés précédemment. Selon un organisme de consultation, connu sous le nom de *Comité Outaouais*, 21,6 % de la main-d'œuvre active de Gatineau se trouve concentré dans la fonction publique fédérale. Devant un tel contexte, le même organisme a suggéré une diversification de l'économie afin de réduire la dépendance face à la fonction publique fédérale (*Comité Outaouais*, 1992). Cette particularité se ressent dans l'espace économique de Gatineau.

Le fait que la région métropolitaine se partage entre deux provinces distinctes introduit souvent des divergences entre les partenaires québécois et ontariens sur le plan de l'aménagement du territoire. En effet, Gatineau fait partie intégrante de la Région de la Capitale Nationale. La Région de la Capitale Nationale intègre la ville de Gatineau et la MRC des Collines-de-l'Outaouais au côté québécois et la ville d'Ottawa – Carleton au côté ontarien.

3.1.3 La vision, les orientations d'aménagement et l'organisation des espaces économiques

Afin d'affirmer son identité particulière face à la région frontalière, Gatineau doit soutenir une vision d'aménagement bien particulière pour tenir compte de cet enjeu géographique. Selon le schéma d'aménagement de l'ancienne CUO, la vision est la suivante :

« Une région qui assume ses responsabilités de centre de services moderne et pro – actif pour l'Outaouais en développant une dynamique économique, sociale et culturelle autonome dans un contexte frontalier de manière à

garantir à ses citoyens un environnement et des conditions nécessaires à leur plein épanouissement sans compromettre le potentiel de développement des générations futures.» (CUO, 2000, chapitre 2, p.1)

Cette vision implique une série d'orientations spécifiques aux attentes des acteurs de la région. Nous les avons synthétisées dans le tableau V. Elles sont utiles pour privilégier l'approche utilisée dans l'aménagement du territoire.

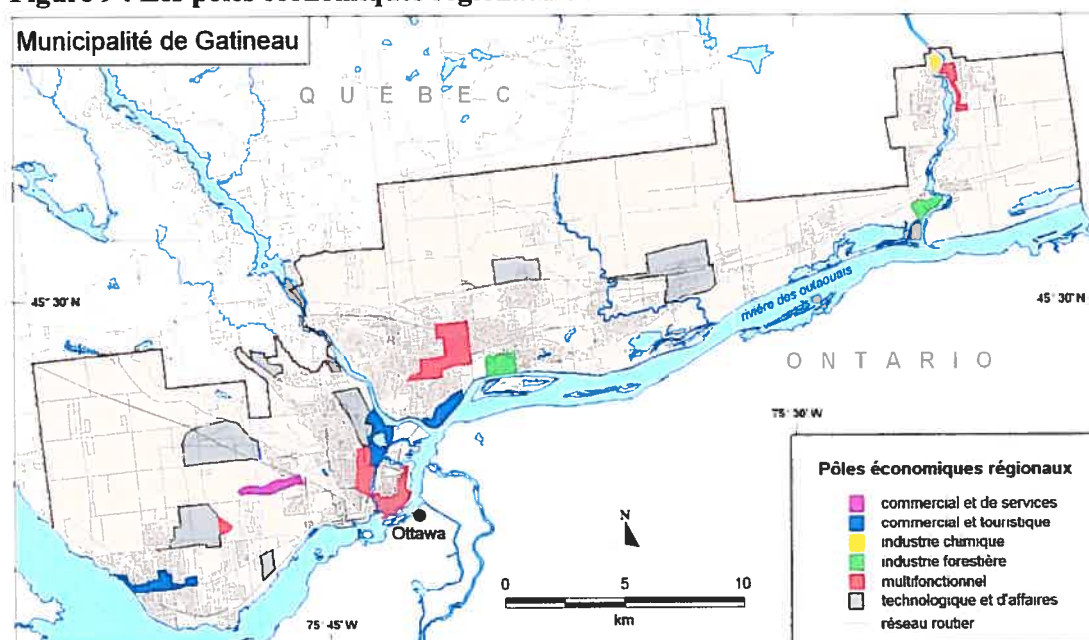
Tableau V : Les orientations du schéma d'aménagement de Gatineau (CUO)

Orientation 1	Rendre le territoire concurrentiel par rapport à la région d'Ottawa – Carleton par la mise en place d'une structure spatiale de développement basée sur une synergie et sur la complémentarité des pôles économiques structurants.
Orientation 2	Favoriser la diversification économique sur le territoire de Gatineau
Orientation 3	Garantir à la population un milieu de vie de qualité, favorable à son épanouissement comme collectivité.
Orientation 4	Assurer le développement d'une forme urbaine qui contribue à la rentabilisation des équipements et des infrastructures et qui respecte les principes du développement durable.
Orientation 5	Assurer la fluidité des déplacements intra et inter régionaux des personnes et marchandises.
Orientation 6	Favoriser l'accroissement et l'épanouissement du tourisme et de la culture tout en reconnaissant la nécessité de développer l'identité culturelle et sociale particulière de l'Outaouais.

Source : CUO, (2000) Schéma d'aménagement révisé, Hull, chapitre 2, pp. 1-5.

Le développement de l'horticulture au sein du territoire de Gatineau concerne l'orientation 2, qui insiste sur la diversification de l'économie. Nous croyons important de parler également de l'organisation des espaces économiques de la ville de Gatineau. Ces derniers s'articulent essentiellement autour de la présence de six types de pôles régionaux. Il s'agit de pôles commerciaux et de services, de pôles multifonctionnels, de pôles technologiques, de pôles d'affaires, de pôles touristiques et de pôles d'emplois spécialisés (p. ex. industrie forestière ou chimique) (fig. 9).

Figure 9 : Les pôles économiques régionaux de la ville de Gatineau

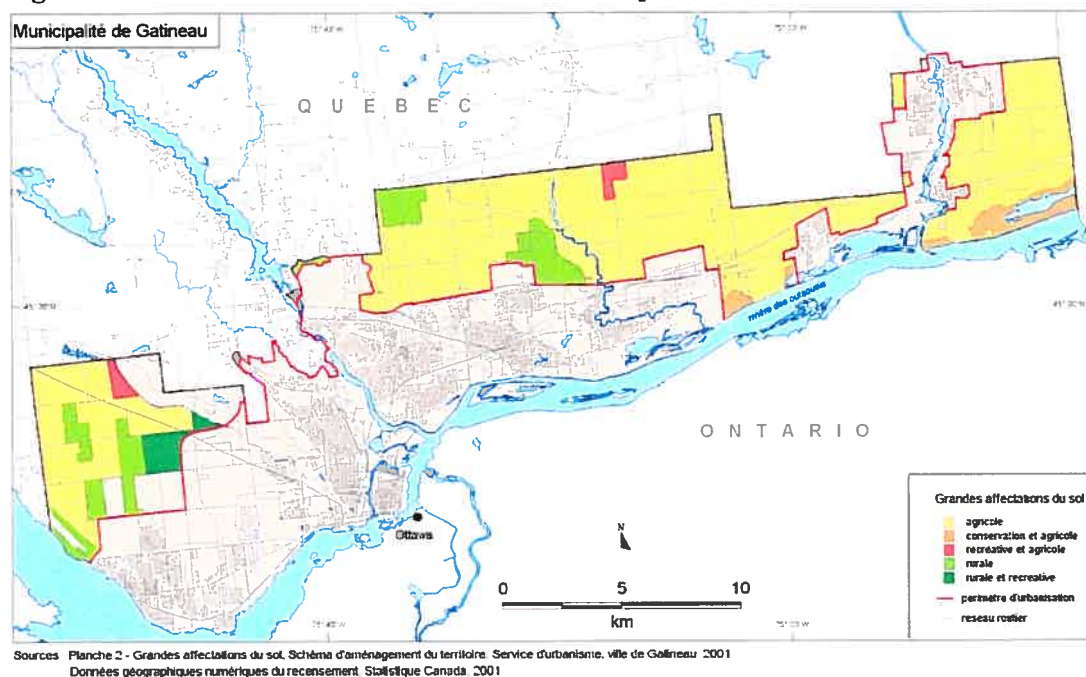


Sources : Planche 3 - Pôles économiques régionaux, Schéma d'aménagement du territoire, Service d'urbanisme, ville de Gatineau, 2001.
Données géographiques numériques du recensement, Statistique Canada, 2001.

3.1.4 L'organisation du territoire : périmètre d'urbanisation et affectation du sol

Le territoire de Gatineau délimite un immense périmètre d'urbanisation. Ce périmètre est destiné aux affectations urbaines, lesquelles comportent un milieu urbanisé incluant des espaces verts d'intérêt écologique et des espaces disponibles pour le développement des futurs besoins urbains. La superficie du périmètre est de 18 839 hectares, soit 54 % du territoire complet de la ville, lequel est de 34 759 hectares (CUO, 2000, chapitre 5, p.1) (fig. 10). Notre étude ne considère que l'espace à l'extérieur de ce périmètre.

Figure 10 : Les affectations du sol à l'extérieur du périmètre d'urbanisation

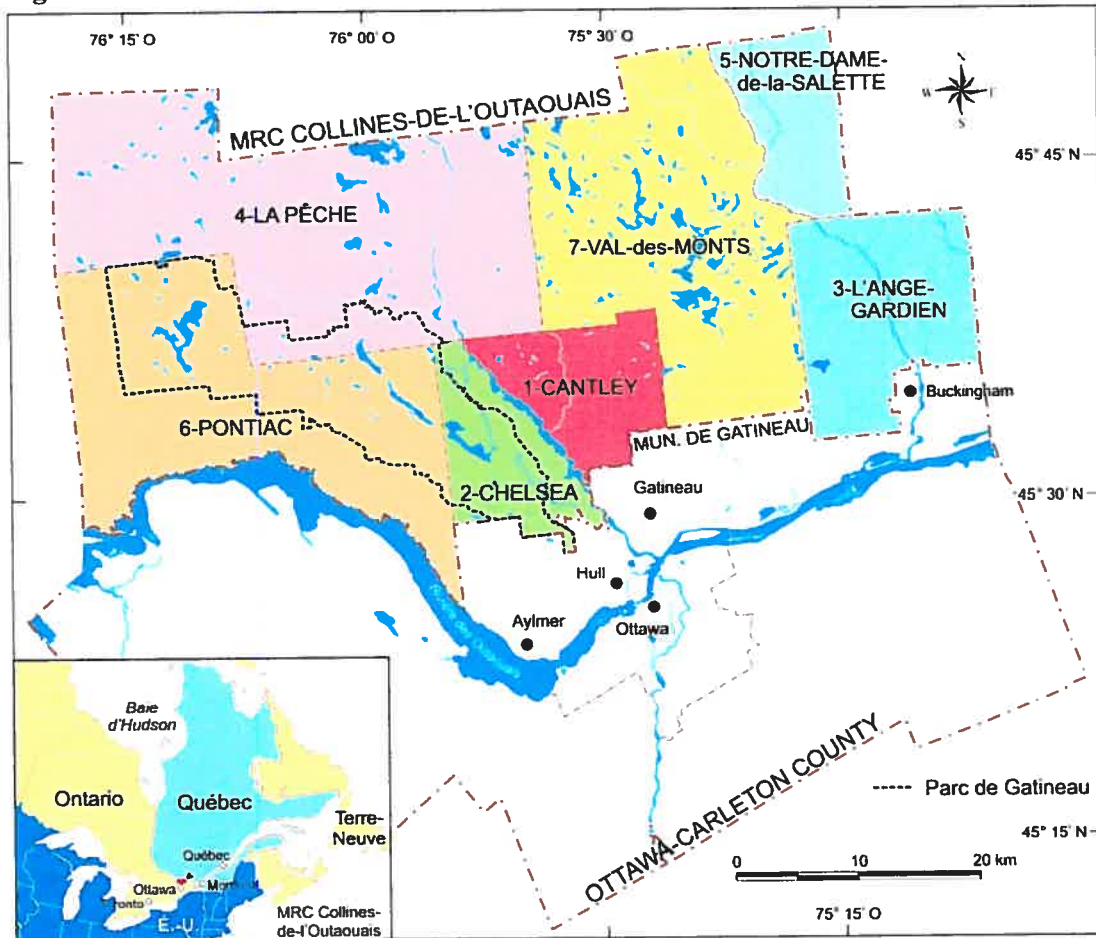


Cet espace à l'extérieur du périmètre d'urbanisation comporte plusieurs affectations du sol : affectation agricole, affectation récréative et agricole, affectation rurale, affectation rurale et récréative et affectation d'extraction. Les paragraphes suivants expliquent brièvement chacune de ces affectations.

L'affectation *agricole* est reconnue comme étant la zone agricole permanente. Ce territoire couvre une superficie de 13 139 hectares (37,8 % de la superficie totale de Gatineau). Bien sûr, l'agriculture y constitue la fonction dominante. Toutefois, il se peut que certaines fonctions complémentaires y soient autorisées : fonction résidentielle, fonction commerciale supportant la fonction agricole (p. ex. encan d'animaux), activités d'entreposage, de conditionnement, de transformation et de vente de produits agricoles, activités agro-touristiques et récréatives (p. ex. sentiers de randonnée). Cette affectation fait l'objet de développement concernant l'horticulture comme activité de production.

La Pêche (4), Notre-Dame-de-la-Salette (5), Pontiac (6) et Val-des-Monts (7) (fig. 11).

Figure 11 : Carte de la MRC des Collines-de-l'Outaouais



La MRC s'étend sur une superficie de 2 033 km² dans un relief constitué de monts de faible altitude, de nombreux lacs, de vallées à vocation agricole, résidentielle ou de villégiature et récréative. Les principales concentrations résidentielles sont situées dans la portion sud du territoire, donc en frange périurbaine.

3.2.1 Caractéristiques démographiques

La MRC des Collines-de-l'Outaouais comptait 35 188 personnes en 2001, ce qui représentait 11,15 % de la population totale de l'Outaouais. Le tableau VI présente quelques caractéristiques démographiques pour ce territoire.

Tableau VI : Caractéristiques démographiques

Caractéristiques	MRC des Collines-de-l'Outaouais
Population en 2001	35 188
Population en 1996	33 680
Variation de la population entre 1996 et 2001 (%)	4,5 %
Superficie du territoire (km ²)	2033 km ²
Densité de la population (hab/km ²)	17,3 hab/km ²

Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2001.

3.2.2 Le territoire : problématique régionale

Le territoire de la MRC est fortement sous l'influence de la proximité et de l'accessibilité à l'agglomération d'Ottawa – Gatineau. Cela fait en sorte, comme il a été mentionné auparavant, que l'on retrouve un nombre grandissant de résidences au sud du territoire, à proximité de la ville de Gatineau. On retrouve également de nombreuses résidences de villégiature dans les pourtours des lacs et le long des axes routiers sillonnant les vallées.

La MRC se caractérise aussi par la présence d'un immense territoire récréatif, le *Parc de la Gatineau*, propriété de la CCN. Il agit comme un élément

structurant pour la MRC au plan du développement touristique régional. Il occupe 17 % de tout le territoire de la MRC⁷.

Économiquement, la MRC dépend énormément de la région métropolitaine. Elle possède un lien économique majeur avec Gatineau et la Municipalité régionale d'Ottawa – Carleton. La MRC est statistiquement rattachée à la RMR d'Ottawa – Hull, car au « moins 50 % de sa population travaille dans le noyau urbain de l'agglomération. » (Gilbert, A., 2001, p. 314).

3.2.3 La vision, les orientations d'aménagement et l'organisation des espaces économiques

Le territoire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais compte des attraits importants pour le tourisme, la villégiature, l'agriculture, la sylviculture et le développement résidentiel. Récemment, une vision commune régionale a été proposée par les acteurs du milieu :

« Considérer la MRC des Collines-de-l'Outaouais comme une partie de la région qui assume ses responsabilités en tant que partenaire dynamique dans le développement économique de l'Outaouais et de la région de la capitale nationale, en misant sur une utilisation et une mise en valeur judicieuses et durables des ressources et des potentiels de son territoire, tout en respectant son caractère rural. » (MRC des Collines-de-l'Outaouais, 1997, p.5).

Cette vision s'inscrit dans l'optique des orientations poursuivies par les acteurs de la MRC. Ces orientations d'aménagement proposées pour le territoire sont au nombre de huit. Le tableau VII présente brièvement le contenu de chacune des orientations.

⁷ MRC des Collines-de-l'Outaouais, www.mrcdescollines.qc.ca

Tableau VIII : Les orientations du schéma d'aménagement de la MRC des Collines-de-l'Outaouais

Orientation 1	Convenir d'une vision commune du développement récréo-touristique.
Orientation 2	Favoriser le développement adéquat du réseau routier régional et assurer le maintien et l'amélioration des corridors routiers existants.
Orientation 3	Établir une forme de développement qui conditionne des activités économiques durables.
Orientation 4	Consolider les noyaux villageois et les secteurs résidentiels existants en favorisant la limitation du développement dispersé à l'extérieur de ces derniers.
Orientation 5	Dans une perspective de développement durable, planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux entreprises agricoles en zones agricoles, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser le développement économique de la MRC
Orientation 6	Assurer la protection et la mise en valeur du milieu à des fins de tourisme, de villégiature, d'agriculture et de sylviculture.
Orientation 7	Assurer la protection de l'environnement et en réduire les pressions.
Orientation 8	Établir les mesures préventives requises pour assurer la sécurité publique et limiter les nuisances associées aux activités comportant des contraintes pour l'occupation à proximité.

Source : MRC des Collines-de-l'Outaouais, (1997) Schéma d'aménagement révisé, Chelsea, pp. 60-70.

Les orientations proposées pour l'aménagement de la MRC concernant l'horticulture sont l'orientation 6 et surtout l'orientation 5. Cette dernière vise à assurer la pérennité de la pratique agricole sur le territoire et à rendre prioritaire l'utilisation des sols comportant de bonnes conditions agronomiques pour des activités agricoles, telle l'horticulture. En ce qui nous concerne, l'horticulture doit faire l'objet, tout comme les autres activités agricoles, d'une consolidation et d'une planification pour l'ensemble de la MRC. Étant donné que la MRC se situe sur le Bouclier canadien, la zone agricole est très limitée et c'est pourquoi elle fait l'objet d'une protection accrue de la part des différents acteurs de l'aménagement.

3.2.4 L'organisation du territoire : l'affectation du sol

Nous allons décrire les grandes affectations du sol du territoire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Pour chacune des affectations, il y a des fonctions plus importantes que d'autres. Les fonctions évoquées se divisent en deux catégories. Il s'agit des fonctions générales (p. ex. résidentielle, commerciale et de service, industrielle, institutionnelle communautaire et exploitation des ressources) et des fonctions récréatives (p. ex. hébergement, récréation et restauration). Puisque la vocation récréo-touristique du territoire (orientation 1 du schéma d'aménagement) domine pour l'aménagement du territoire, les fonctions récréatives sont davantage autorisées et préconisées.

La MRC est organisée selon sept aires d'affectation (fig. 12). Bien sûr, il existe quelques périmètres d'urbanisation reflétant les acquis des différentes agglomérations municipales. Voici les sept aires d'affectation (MRC des Collines-de-l'Outaouais, 1997, pp.75-97) :

1. *Affectation multifonctionnelle* : correspond aux noyaux des villages et aux pôles d'activités et est nécessaire pour répondre aux besoins municipaux et régionaux par une desserte de service concentré. Fonctions générales : résidentielle, commerciale et de service, industrielle, institutionnelle et communautaire. Fonctions récréatives : hébergement, récréation (p. ex. marina) et restauration.
2. *Affectation service secondaire* : correspond aux différentes zones de concentration de la population dans le but de répondre aux besoins quotidiens. Fonctions générales : résidentielle, commerciale et de service, industrielle, institutionnelle et communautaire, exploitation des ressources. Fonctions récréatives : hébergement, récréation et restauration.
3. *Affectation rurale* : ont été délimitées sur la base de l'occupation actuelle du territoire. Ainsi, toutes les fonctions générales sont permises (p. ex.

résidentielle, commerciale et de service, industrielle, institutionnelle communautaire et exploitation des ressources). Fonctions récréatives : hébergement, récréation.

4. *Affectation agricole* : cette zone représente le territoire visé par la *Loi sur la protection du territoire agricole*. Fonctions générales autorisées par la loi et fonctions complémentaires qui touchent aux activités agricoles. Fonctions récréatives : hébergement à la ferme, récréation (p. ex. centre équestre).
5. *Affectation forestière et naturelle* : zone peu ou pas développée, forêt dominante et sites à protéger. Permet aussi l'exploitation de la ressource forestière avec un contrôle. Fonctions générales : exploitation des ressources. Fonctions récréatives : hébergement (p. ex. base de plein air), récréation (p. ex. sentier d'interprétation).
6. *Affectation récréo-touristique* : toute zone susceptible de développer ou de consolider des activités conformément à l'orientation de la MRC. Fonctions générales : résidentielle, institutionnelle et communautaire, exploitation des ressources. Fonctions récréatives : hébergement, récréation, restauration.
7. *Affectation parc* : elle correspond aux limites du *Parc de la Gatineau* (superficie de 35 650 hectares).

Figure 12 : Les affectations d'



Chapitre 4 – Les activités agricoles et l'analyse des données d'enquête

4.0 Introduction

Ce chapitre présente les principaux résultats de l'analyse des données. Premièrement, le contexte régional est présenté par l'entremise d'une brève description de l'agriculture et par une discussion utilisant quelques indicateurs de concentration relative d'activité agricole. Deuxièmement, les objectifs liés au développement de l'horticulture sont présentés. Cette discussion met en lumière les cibles visées par les acteurs régionaux, les actions nécessaires qui devraient être entreprises ainsi que les forces et les faiblesses du secteur agro-alimentaire. Troisièmement, l'analyse porte sur les enquêtes réalisées auprès des informateurs clés et des exploitants de la zone d'étude. Ces analyses sont essentielles pour répondre aux différentes questions de recherche. De plus, elles nous amènent à réfléchir sur le rôle des acteurs dans le développement local et dans la construction durable de leur milieu de vie. Cette réflexion, se basant sur les résultats évoqués dans les pages suivantes et sur les enjeux environnementaux de la pratique agricole, nous amène à répondre à l'objectif principal de la recherche, c'est-à-dire de recommander des solutions de développement durable pour l'agriculture horticole de la zone étudiée (chapitre 5).

4.1 Le contexte et la situation de l'agriculture dans le territoire étudié

La région de l'Outaouais regroupe une panoplie d'activités agricoles. Nous ferons un petit tour d'horizon pour présenter l'agriculture qui se retrouve au niveau régional et dans la zone d'étude. Les données sont issues des recensements de

l'agriculture de Statistique Canada, des fichiers d'enregistrement du MAPAQ et de la CPTAQ.

Évoluant dans un contexte qui a peu changé dans les cinq dernières années, le secteur agro-alimentaire de l'Outaouais stagne en comparaison avec plusieurs autres régions québécoises. La stagnation des principales productions, soit l'élevage bovin et laitier, ainsi qu'un manque évident de relève agricole, posent des problèmes au niveau du développement agricole de cette région. De plus, il y a une proportion importante et élevée de fermes de petite envergure (inférieure à 50 000 \$ de chiffre d'affaires) et de fermes de second revenu. Cela ne facilite aucunement le développement, ou plutôt l'implantation, d'entreprises de transformation agro-alimentaire. En effet, il y a un manque flagrant d'entreprises de transformation agro-alimentaire dans la région. En 2001, ce secteur représentait environ 400 emplois pour toute la région de l'Outaouais (MAPAQ, 2001).

Les sols de la région sont surtout des sols argileux situés, pour la plupart, le long des rivières⁸. On retrouve également des enclaves de sols de type sableux. Quand on s'éloigne de la rivière des Outaouais en direction nord (dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais) nous retrouvons dans les différentes vallées, des sols sableux avec des enclaves argileux. Cette description est très sommaire, mais il faut retenir que l'Outaouais possède plusieurs types de sols favorables à une multitude de productions horticoles.

Le climat de la région est de type continental humide. Des variations climatiques sont cependant attribuables aux différentes élévations de la région. La diversité du relief crée des zones de climat local propices à différents élevages et productions. La température maximale moyenne de mai à septembre est de 16,2°C.

⁸ Rivière de la Gatineau, Rivière de la Petite-Nation, Rivière du Lièvre et Rivière de l'Outaouais

Les précipitations pour la même période sont de 603 mm en moyenne. La période sans gel est d'une durée minimale de 153 jours. La période de gel se situe entre le 5 octobre et le 5 mai. Le tableau VIII donne un aperçu de ces variations climatiques en les comparant à deux autres régions métropolitaines québécoises.

Tableau VIII : Caractéristiques climatiques

	Ville de Gatineau et MRC des Collines-de-l'Outaouais	Ville de Québec	Ville de Montréal
Altitude	60 à 200 m	74 m	36 m
Température moyenne (mai à septembre)	16,2° C	16° C	18° C
Précipitations (mai à septembre)	603 mm	710 mm	584 mm
Période sans gel	152-166 jours	137-152 jours	166-181 jours

Source : Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, Direction des réseaux atmosphériques

4.1.1 Le territoire agricole et les productions en Outaouais

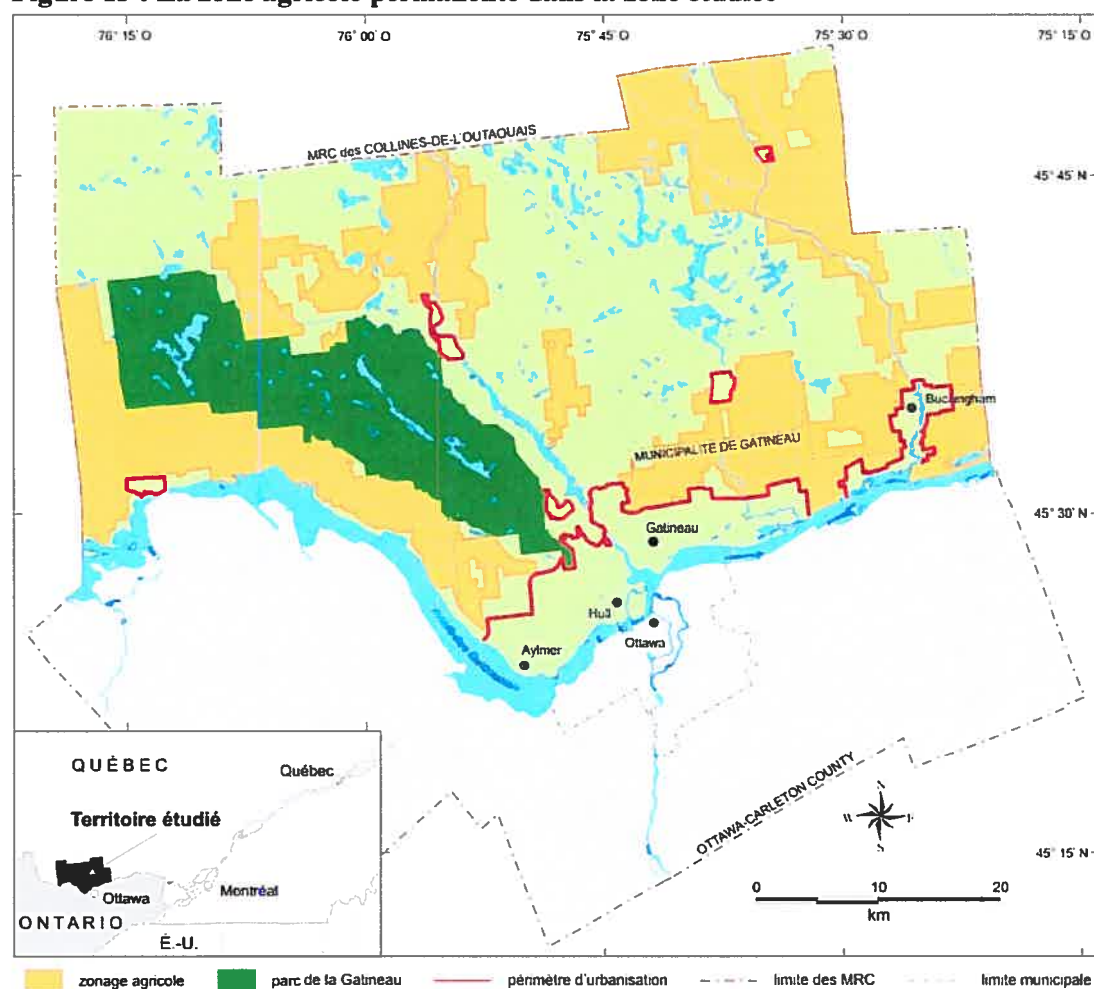
La ville de Gatineau et la MRC des Collines-de-l'Outaouais possèdent ensemble une superficie totale de 2179,77 km². De ce territoire, la zone agricole permanente, telle que définie par la CPTAQ, représente 35 % (tableau IX) (fig. 13). Il est surprenant de remarquer que près de 50 % de la zone agricole permanente est inoccupée.

Tableau IX : La zone agricole permanente

	Superficie totale du territoire	Superficie du territoire en zone agricole	% du territoire en zone agricole	Nombre d'exploitations agricoles	Superficie occupée par les exploitations agricoles	% de la zone agricole inoccupée
Outaouais	3 369 560 ha	315 194 ha	23 %	1070	157 443 ha	50 %
Ville de Gatineau	35 029 ha	12 552 ha	34 %	68	7413 ha	41 %
MRC des Collines-de-l'Outaouais	215 983 ha	74 102 ha	36 %	247	32 601 ha	56 %

Source : CPTAQ, Rapport annuel de gestion 2001-2002, p. 106.

Figure 13 : La zone agricole permanente dans la zone étudiée



L'ensemble de la région de l'Outaouais ne représente pas une très grande proportion de l'agriculture québécoise. Il n'y a que 5,19 % des fermes québécoises (toutes productions confondues) en Outaouais (tableau X). Pour le secteur horticole, on retrouve 57 fermes en Outaouais, soit seulement 4,86 % de toutes les fermes de l'Outaouais. Des 57 fermes, 24 sont situées dans la ville de Gatineau et la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Il existe toutefois plusieurs fermes d'élevage avec une petite production horticole ou vice versa. Dans les statistiques officielles, les fermes ayant une production horticole moins importante deviennent difficiles, voire impossibles à trouver, à moins de faire des visites de terrain intensives.

Tableau X : Le nombre de fermes en Outaouais et au Québec en 2001

	A) Gatineau et Collines- de- l'Outaouais		B) Papineau		C) Pontiac		D) Vallée- de-la- Gatineau		E) Total Outaouais (A à D)		F) Total Québec	
Productions	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Lait	32	8,79	74	26,24	37	11,38	19	9,41	162	13,81	8594	38,06
Bovins	232	63,74	116	41,13	251	77,23	149	73,75	748	63,77	5159	22,84
Ovins et caprins	16	4,40	17	6,03	3	0,92	1	0,50	37	3,15	2949	13,06
Autres animaux	24	6,59	26	9,22	7	2,15	9	4,45	66	5,63	309	1,37
Céréales	5	1,37	4	1,42	3	0,92	0	0	12	1,02	3129	13,86
Horticulture	25	6,87	24	8,51	5	1,54	3	1,49	57	4,86	1844	8,16
Autres productions	30	8,24	21	7,45	19	5,86	21	10,40	91	7,76	599	2,65
TOTAL	364	100	282	100	325	100	202	100	1173	100	22583	100

Source : Fichier d'enregistrement des exploitations agricoles, MAPAQ 1999 et Recensement de l'agriculture 2001 de Statistique Canada.

4.1.2 Les indicateurs de concentration relative

Selon nos calculs sur les indicateurs de concentration relative, il y a trois catégories (dernière colonne du tableau XI) dominantes en Outaouais par rapport au Québec. Il s'agit de l'élevage bovin, de l'élevage d'autres animaux et des autres productions agricoles. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ces productions agricoles constituent en quelque sorte la base économique agricole de la région.

Tableau XI : Indicateurs de concentration relative

	Intra régional				Québec/ Outaouais E/F
	Gatineau et Collines-de- l'Outaouais A/E	Papineau B/E	Pontiac C/E	Vallée-de- la-Gatineau D/E	
Lait	0,64	1,90	0,82	0,68	0,36
Bovins	0,99	0,65	1,21	1,16	2,79
Ovins et caprins	1,39	1,91	0,29	0,16	0,24
Autres animaux	1,17	1,64	0,38	0,79	4,11
Céréales	1,34	1,39	0,90	0,0	0,07
Horticulture	1,41	1,75	0,32	0,31	0,60
Autres productions	1,06	0,96	0,75	1,34	2,92

Source : Calcul à partir des pourcentages du Tableau X, où E = total de l'Outaouais

Pour les calculs concernant le niveau intra régional (4 premières colonnes), il y a plusieurs productions ou élevages qui ressortent selon le territoire. En ce qui concerne cette étude, la MRC des Collines-de-l'Outaouais et Gatineau semblent être relativement bien positionnées pour les productions agricoles. La base économique agricole est relativement diversifiée. Les indicateurs de concentration positifs (plus de 1,0) oscillent entre 1,0 (bovins) et 1,41 (horticulture). Si nous comparons ces indicateurs aux autres MRC, nous pouvons rapidement observer qu'elles sont celles détenant un poids plus important dans la base économique agricole régionale. Dans cette logique, il s'agit donc de la MRC Papineau et de Gatineau/MRC des Collines-de-l'Outaouais qui concentrent de façon relative une plus grande part des fermes de l'Outaouais.

4.2 Les objectifs de développement liés à l'horticulture

La région de l'Outaouais a depuis longtemps œuvré afin de développer et de diversifier son économie par une planification stratégique régionale. En effet, le CRDO a identifié, au début des années 90, un axe de développement ayant pour objectif de développer et de diversifier l'économie en s'appuyant sur l'entrepreneuriat et sur l'innovation. Dans ce grand axe, le CRDO a ciblé comme étant stratégiques les industries agro-alimentaires. Cette cible contient plusieurs objectifs découlant de la situation de l'Outaouais et des éléments de sa problématique. Par rapport à cette cible, on suggère ce qui suit comme objectif :

« Assurer en priorité le développement durable du secteur bovin, de l'acériculture et de l'horticulture et favoriser l'établissement, la mise en valeur et le réseautage de petites entreprises agricoles viables » (CRDO, 2000, p.97)

En Outaouais, dans le domaine agro-alimentaire, les éléments de cette problématique sont les suivants. La question de la relève agricole y est fort préoccupante. La superficie de terres inexploitées y est importante et près de 70 % des fermes ont des revenus totaux bruts inférieurs à 50 000 \$ (CRDO, 1999). Pourtant, la région possède des potentiels à peine exploités comme c'est le cas pour l'horticulture, ou encore pour la promotion de l'agriculture biologique. Un bilan des forces et des faiblesses (tableau XII) a été dressé afin d'identifier la stratégie de développement de la cible agro-alimentaire.

Tableau XII : Les forces et les faiblesses

<p>FORCES</p> <p><u><i>Forces reliées aux marchés :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Proximité immédiate d'un marché de plus d'un million de consommateurs. De plus, les agglomérations de Toronto et de Montréal sont relativement proches. - Bonne capacité d'achat des consommateurs urbains. - Demande de produits horticoles supérieure à l'offre régionale. - Réseau de distribution en croissance. <p><u><i>Forces reliées aux ressources physiques :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Outaouais possède des ressources biophysiques (sols, climats) permettant d'envisager le développement d'une grande variété de productions horticoles, céréalières, animales et aquicoles. - Terres agricoles disponibles et à prix très compétitif. <p><u><i>Forces reliées aux ressources humaines et financières :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté manifeste chez certains acteurs de développer des marchés publics. - Le secteur touristique de la région est favorable au développement agro-touristique. - Il existe des fonds disponibles pour la réalisation de projets novateurs dans le domaine agro-alimentaire. <p><u><i>Forces reliées aux infrastructures :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Terrains moins coûteux dans les parcs industriels de la MRC que ceux de Gatineau. - Présence d'un programme de formation professionnelle en horticulture dans la région.
<p>FAIBLESSES</p> <p><u><i>Faiblesses reliées aux ressources humaines :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de promoteurs possédant des ressources financières adéquates. - Absence de relève identifiée pour un nombre important d'exploitations agricoles. - Esprit d'entrepreneuriat peu développé. - Emplois bien rémunérés dans la fonction publique fédérale. <p><u><i>Faiblesses reliées aux marchés et à la distribution :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Production stagnante dans le domaine des légumes de champ, des petits fruits et des productions en serre. - Difficulté pour les petits producteurs et transformateurs d'accéder aux magasins à grande surface⁹. - Absence de masse critique dans les produits autres que l'élevage bovin et laitier et grande dispersion sur le territoire ayant pour conséquences une faible présence sur les marchés de grande surface, des difficultés à élaborer des stratégies communes et des difficultés d'offres de services en commun. - Territoire vaste amène des problèmes de distribution des produits (axes routiers nord-sud selon les différentes vallées). <p><u><i>Faiblesses reliées à l'industrie agroalimentaire :</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Très faible présence d'industries de transformation des produits alimentaires. - 70 % des fermes ont des revenus bruts inférieurs à 50 000 \$. - Hausse constante du nombre de terres en friche et sous utilisation des sols agricoles.

Source : Adapté du CRDO, 1999, p. 52 par Christian Clément

⁹ Par exemple, un petit atelier de transformation de plantes médicinales ne peut pas supporter la distribution à grande échelle des magasins grande surface. Il doit vendre dans les petits magasins.

L'objectif régional qui nous intéresse dans cette étude sur l'horticulture périurbaine découle de la cible stratégique *Industries agro-alimentaires* du CRDO. En effet, on veut augmenter, dans un horizon de six ans (2000-2005), « de 30 % le chiffre d'affaires de la production horticole en Outaouais » (CRDO, 2000, p. 104). On vise alors le démarrage et la croissance d'entreprises. Selon le CRDO (CRDO, 1999), les conditions préalables pour arriver à cette croissance sont les suivantes :

- identifier les terres disponibles pour le développement de l'horticulture;
- obtenir un support des producteurs intéressés ou des promoteurs potentiels intéressés à l'horticulture;
- pouvoir dispenser une formation adéquate et assurer un suivi, particulièrement auprès des nouveaux entrepreneurs;
- avoir un financement disponible, particulièrement pour les nouveaux entrepreneurs;
- offrir un support technique pour la réalisation de plans d'affaires (démarrage ou expansion d'entreprise).

En plus d'avoir identifié des conditions préalables, le CRDO (CRDO, 1999) a émis quelques pistes d'actions à suivre :

- négocier une entente spécifique visant le développement de l'horticulture en région avec le MAPAQ et les autres partenaires concernés;
- promouvoir le secteur horticole auprès des différentes clientèles, notamment les producteurs de la région et de l'extérieur, des entrepreneurs potentiels, mais aussi des jeunes et des immigrants, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un secteur rentable et présentant un fort potentiel de développement;
- répertorier et diffuser l'information concernant les sources de financement pour les entreprises agro-alimentaires;
- assurer, via la signature d'une entente avec le MAPAQ, le MEQ, Emploi-Québec et les autres partenaires concernés, l'adaptation de la formation à la réalité géographique et sociale de la région, notamment par l'établissement de fermes-écoles;

- œuvrer en collaboration avec le MAPAQ et les entreprises horticoles à la commercialisation des produits horticoles de l'Outaouais ainsi qu'à l'identification de nouveaux marchés potentiels;
- mettre en place diverses incitations facilitant l'accessibilité et l'utilisation des terres agricoles non utilisées;
- développer le secteur des produits naturels médicinaux.

Le tableau XIII présente la liste complète des partenaires présents sur le territoire de l'Outaouais et potentiellement intéressés par cet objectif qui a été identifié par le CRDO.

Tableau XIII : Les principaux acteurs et partenaires en Outaouais

MAPAQ, Emploi – Québec , MEQ, CREDETAO, TCAO, UPA Outaouais-Laurentides, les Municipalités, Centre de formation professionnelle Seigneurie, entreprises horticoles actuellement sur le territoire, Conseil des coopératives de l'Outaouais, les CLD, CLE, DEC, SDEO, SADC, CRÉAO, CDE Gatineau et le Pavillon du Parc.
--

Source : CRDO, 1999, p. 55.

4.3 L'analyse des données recueillies auprès des informateurs clés

La cueillette de données a été réalisée en deux temps. Dans un premier temps, nous avons rencontré un certain nombre d'informateurs clés entre octobre 2002 et juin 2003. Il s'agit, pour la plupart, de spécialistes en divers domaines relatifs au secteur horticole et de consultants en développement économique communautaire (développement socio-économique, distribution, recherche, service conseil, représentation syndicale).

Pourquoi avons-nous rencontré des personnes considérées comme étant des experts dans divers champs de compétences (agent de développement socio-économique, directeur général et secrétaire d'association, agronome du MAPAQ, agronome consultant)? Tout simplement parce qu'il s'agit d'une façon très efficace de faire jaillir les tendances, les forces, les faiblesses, les problèmes, les potentiels, les opportunités, les solutions envisagées ainsi que les actions entreprises par le milieu pour le secteur horticole.

Les informateurs clés qui sont également parmi les acteurs clés, nous éclairent sur la contribution de leurs activités professionnelles au développement du secteur horticole. Donc, onze personnes-ressources ont accepté de prendre part à cette enquête. Il ne s'agissait pas exclusivement d'acteurs issus de la zone d'étude. En effet, nous avons considéré quelques informateurs clés situés dans une autre aire géographique. C'est le cas de personnes travaillant dans le domaine syndical, dans la mise en marché ou dans le domaine du service conseil en agronomie. Ils ont contribué autant que les acteurs de la zone d'étude à construire notre réflexion sur l'horticulture périurbaine.

4.3.1 Analyse des enquêtes : la nature des activités des informateurs clés rencontrés

La première section analysée concerne la nature des activités des différents acteurs. Ces activités peuvent varier considérablement selon le type d'acteur. Les informations se regroupent sous quatre thèmes : la représentation syndicale, la mise à disposition de l'information sur les prix et sur la mise en marché, l'offre de service conseil ainsi que la vulgarisation et la transmission d'informations techniques.

La représentation syndicale est l'une des activités liées au secteur. Les acteurs rencontrés agissent de plusieurs façons. Ils administrent les plans conjoints pour les membres, organisent la vente et la mise en marché (p. ex. la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec) des produits de leurs membres. La représentation syndicale permet la défense de différents dossiers : dossier politique tel le soutien aux revenus, dossier du remboursement de l'assurance – récolte et autres. Il est facile de comprendre que les acteurs impliqués dans la représentation syndicale font la défense des intérêts de leurs membres par filière horticole. Cependant, le champ d'action est au niveau provincial et nous concevons que certaines régions horticoles soient plus représentées que notre zone d'étude.

D'autres informateurs s'activent dans la mise en marché et la diffusion de l'information sur les prix des produits horticoles aux producteurs. Il existe une part non négligeable d'activités liées à la promotion des produits québécois sur le marché domestique. Cette promotion se reflète par la gestion d'espaces de mise en marché pour le gros (p. ex. l'Association des jardiniers maraîchers du Québec et la gestion de la « Place des producteurs » au Marché Central de Montréal) ou le détail (p. ex. le marché public quotidien ou hebdomadaire). La diffusion de l'information concernant les prix des produits horticoles fait également l'objet d'activités de plusieurs informateurs clés. L'information est véhiculée soit par Internet (p. ex. la Fédération des producteurs maraîchers du Québec associée à l'UPA) ou directement chez les producteurs via un télécopieur.

L'activité la plus répertoriée touche l'offre de services conseils collectifs (p. ex. MAPAQ) ou privés (p. ex. un consultant agronome privé). Ces deux types de services conseils peuvent se recouper et travailler avec les mêmes producteurs. Cependant, les services conseils collectifs sont plus variés et coûtent moins cher que les services conseils privés. Voici quelques exemples pertinents qui sont proposés en horticulture par le secteur collectif : la diffusion de l'innovation technologique, le

soutien aux entreprises par des agronomes, l'organisation de la journée horticole, l'offre d'une formation d'appoint, l'aide technique pour les entreprises naissantes, l'aide à l'établissement (p. ex. la recherche de financement et de ressources) ou au transfert de fermes. Le secteur privé offre des conseils par des contrats de service. Ces contrats sont souvent de nature plus technique. Voici des exemples de services conseils : élaboration d'un plan agro-environnemental de fertilisation (PAEF), soutien à la réorientation d'entreprises, diffusion d'information géomatique pour l'aménagement du territoire, expert conseil dans la mise en place d'un plan de développement pour l'exportation de produits horticoles ou encore de la R & D (p. ex. produit, maladie, pesticides). Cependant, il n'y a pas que les services conseils privés et collectifs dans le milieu horticole. Quelques associations syndicales administrent conjointement avec divers autres organismes des programmes gouvernementaux (p. ex. le programme de main-d'œuvre étrangère). En outre, certains organismes ou corporations de développement économique établissent des contacts, ou plutôt du « réseautage », pour favoriser le transfert de technologie et d'information et ils financent des initiatives et des projets d'entrepreneuriat.

La dernière grande activité répertoriée se consacre à la vulgarisation et la diffusion d'information pour les producteurs horticoles. Il s'agit de collaborations sous forme d'articles pour des médias¹⁰ d'information ou encore de l'organisation de conférences et de colloques sur plusieurs thèmes. Il existe également une diffusion d'information par ce que l'on appelle dans le milieu agricole une « journée champ ». Il s'agit d'une journée organisée dans la cour d'un producteur pour diffuser l'information sur de nouvelles pratiques culturales agricoles, de nouvelles semences ou pour la démonstration de machineries spécialisées.

¹⁰ La Terre de Chez Nous, Le Bulletin des agriculteurs, Bio-bulle, Agri-Réseau.

4.3.2 Analyse des enquêtes : les visions des forces, faiblesses, potentialités et opportunités

Les informations agrégées sont utiles afin de mieux comprendre les visions des forces, des faiblesses, des opportunités et des potentialités des informateurs clés par rapport à l'horticulture. Nous avons préparé cette analyse sous deux sections en regroupant les informations concernant les visions des forces, potentialités et opportunités pour ensuite présenter les visions des faiblesses du secteur.

Les visions des forces, potentialités et opportunités se regroupent en quatre catégories. Il est plus facile de les regrouper étant donné la nature ouverte des questions posées aux informateurs clés.

Les marchés urbains et les consommateurs regroupent la première catégorie. Les acteurs voient d'un bon œil la proximité du marché urbain d'Ottawa – Gatineau. Ils considèrent ce marché comme étant un débouché très important pour les horticulteurs. Les clientèles plus riches de ces villes représentent un important avantage. Ils sont souvent à la recherche de produits plus rustiques et apprécient grandement les promenades en campagne pour se procurer les produits directement chez le producteur. L'autocueillette est ici une opportunité indéniable pour les horticulteurs à proximité des concentrations urbaines.

L'environnement et le développement durable de la production agricole font partie des potentialités intéressantes selon les informateurs clés. Certains croient beaucoup au potentiel de la production certifiée biologique mais également à la production de produits « hauts de gamme » nécessitant une première ou seconde transformation (p. ex. liqueur de fraises, huile essentielle de plantes aromatiques). D'ailleurs, ils ont remarqué le succès grandissant du marché biologique installé une

fois par semaine dans la cave de l'Église unie Kingsway d'Ottawa. Ce projet a été initié par un regroupement de producteurs biologiques québécois et ontariens qui voulaient promouvoir leurs produits. De concert avec une agriculture plus durable, quelques acteurs voient de bon augure l'implantation de l'ASC. Néanmoins, ce projet reste aux balbutiements d'une belle aventure. L'opportunité offerte par l'offre de multiples terres à bon prix devrait être utilisée pour développer le cachet agrotouristique du territoire.

Nous remarquons chez les informateurs clés qu'ils voient un avantage au Québec comparativement à l'Ontario. Selon eux, le Québec possède plus de programmes facilitant les producteurs horticoles. Les subventions pour le développement (p. ex. les bâtiments, l'achat d'équipement ou de plantes vivaces, l'irrigation) disponibles peuvent représenter près de 30 % de l'apport en investissement. Il faut posséder environ un minimum de 15 000 \$ en investissements pour obtenir ladite subvention qui est en effet un prêt.

La perception positive et plus saine des fruits, légumes ou autres produits (p. ex. les plantes médicinales) joue en faveur du secteur horticole. La consommation de ces produits ne cesse de croître depuis des décennies. De récentes études confirment la croissance du marché des produits biologiques. On estime que la demande de produits biologiques croît de 20 % chaque année dans les pays industrialisés (AGÉCO, 1999). Par exemple, au cours des dernières années en France, le marché biologique a connu une progression annuelle de plus de 25 % (Soucy, 1999). Pour le Canada, la consommation de produits biologiques est également en hausse. En 1999, les ventes atteignaient 100 millions de dollars contre 50 millions de dollars en 1995 (Lechasseur, 1999).

Les visions des faiblesses du territoire semblent très importantes. Elles peuvent être regroupées en huit catégories distinctes.

La concurrence, auquel fait face le secteur horticole de Gatineau, est très importante. Par exemple, les très gros horticulteurs ornementaux des régions de Laval et de Mirabel inondent le marché de l'Outaouais. Cela nuit beaucoup aux producteurs de la région n'ayant pas la capacité de fournir les mêmes prix que les centres jardin des magasins à grande surface (p. ex. Réno Dépôt, Rona l'Entrepôt, Canadian Tires). Habituellement, ces centres jardin obtiennent leurs produits des grosses entreprises horticoles à l'extérieur du territoire d'étude. Pour les fruits et les légumes, la concentration des chaînes alimentaires empêche souvent les petits producteurs locaux de pénétrer les marchés d'alimentation. La logique marchande de ces chaînes ne favorise que les producteurs étant capables de fournir un centre de distribution à capacité régionale voire provinciale. Si l'on ajoute à cela la compétition à l'échelle internationale des produits horticoles, il n'y a pas beaucoup de place pour les petits producteurs locaux. Cette concurrence pourrait être contrée en partie par un regroupement collectif ou coopératif, mais il n'en existe pas. L'offre de produits est très dispersée et pas du tout concentrée. D'ailleurs, les horticulteurs sont souvent individualistes et se font compétition sur le même marché. Ils ont donc de la difficulté à s'organiser et à mettre en commun les efforts. De plus, la concertation entre les producteurs et les grossistes est presque inexistante.

Au niveau de l'exploitation, la capacité de production en grandes quantités fait défaut. Certains facteurs essentiels à la production ne se trouvent pas dans la région. Par exemple, il n'y a pas de commerce agricole spécialisé en horticulture. Les producteurs doivent se tourner vers le marché montréalais (p. ex. Mirabel, St-Joseph-du-Lac, Saint-Rémi) et ils obtiennent peu de service après-vente. Peu d'exploitants sont prêts à prendre des risques en investissant de grosses sommes pour agrandir leurs exploitations. De ce fait, les marchés sont très locaux étant

donné la capacité de production limitée de ces petites exploitations. On remarque également, dans le secteur horticole, que les coûts des intrants augmentent rapidement tandis que les prix des produits stagnent. Les bénéfices sont moins importants dans ces circonstances. De plus, la main-d'œuvre semble difficile à trouver et à conserver.

La région d'étude ne possède pas une grande *tradition horticole* comparativement à d'autres régions québécoises (p. ex. MRC les Jardins-de-Napierville ou la municipalité de Rougemont) ou ontariennes. Par exemple, les horticulteurs présents au Marché By à Ottawa sont tous de l'Ontario. Ce fait a été constaté par plusieurs informateurs clés. La région est prise, comme ailleurs au Québec, avec un manque flagrant de relève en agriculture. Le MAPAQ publie depuis 1993 un *Profil de la relève agricole*. Dans l'édition de 2000, on note que :

« parmi les 29 969 entreprises agricoles enregistrées, 3 438 (11,5 %) ont exprimé une intention de transfert ou de vente dans un délai de 5 ans, comparativement à 4 272 (13,5 %) en 1997 et à 1 943 (5,5 %) en 1995 » (MAPAQ, 2000, p. 9).

De ce nombre, près de 35 % des entreprises agricoles sont incertaines d'avoir une relève ou sont identifiées comme n'ayant pas de relève (tableau XIV).

Tableau XIV : Évolution au Québec du nombre et de la proportion des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert dans un délai de 5 ans

Groupes	1995		1997		2000	
	n	%	n	%	n	%
Entreprises prévoyant une vente d'ici 5 ans	1943		4272		3438	
Entreprises avec une relève	1317	72 %	2827	70 %	2089	65 %
Entreprises n'ayant pas identifié de relève	545	28 %	1262	30 %	884	26 %
Entreprises incertaines d'avoir une relève	n.d.		n.d.		323	9 %

Source : MAPAQ, *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

La proximité urbaine ne possède pas seulement des avantages. La présence d'un important bassin d'emplois à Ottawa attire grandement la main-d'œuvre agricole. Selon le MAPAQ, près de 70 % des producteurs horticoles recensés dans la MRC et dans Gatineau travaillent à l'extérieur de la ferme¹¹. Le phénomène de l'étalement urbain présente aussi un problème dans certains secteurs. Par exemple, dans les arrondissements d'Aylmer ou de Masson-Angers, la pression pour le développement résidentiel depuis les 30 dernières années a été très importante. Ces deux secteurs possèdent pourtant des sols avec d'excellents potentiels agronomiques. Heureusement, la CPTAQ a grandement limité les effets négatifs de l'étalement urbain. Néanmoins, les pressions exercées par les effets du voisinage entre citoyens et producteurs existent toujours (p. ex. problème de bruit, d'odeur, de mixité des fonctions).

Le territoire est très fragmenté. Les ressources humaines (p. ex. les agronomes du MAPAQ) doivent couvrir un immense territoire. D'ailleurs, les ressources, la formation et les connaissances sont trop limitées pour la région. Il n'y a qu'un seul spécialiste en horticulture pour l'ensemble de la région de l'Outaouais. D'après les informateurs clés, cela est nettement insuffisant. De plus, il n'existe pas de club conseil technique en horticulture et certaines connaissances de base font défaut puisque les formations offertes n'attirent pas suffisamment d'exploitants.

La dernière catégorie concerne l'environnement. Certains informateurs clés croient qu'il y a une détérioration des sols à long terme dans la région. Les producteurs doivent s'adapter à de nouvelles techniques pour remédier rapidement à cette situation. D'autres personnes voient les contraintes environnementales comme une faiblesse pour le développement du secteur horticole. Ils affirment que le

¹¹ Information recueillie lors d'une rencontre avec un informateur clé du MAPAQ.

nouveau *Règlement sur le captage des eaux souterraines* orchestré par le Ministère de l'environnement du gouvernement du Québec ne favorise en rien les horticulteurs puisque ces derniers doivent payer le gros prix pour des études hydrogéologiques afin de vérifier le niveau des nappes phréatiques. Les coûts supplémentaires engendrés par ce règlement n'aident pas le secteur horticole qui puisse énormément l'eau du sous-sol durant la saison estivale. Il est d'autant plus surprenant d'entendre quelques-uns des informateurs clés affirmer que les préoccupations sociales concernant l'environnement (p. ex. l'utilisation de pesticides, d'engrais de synthèse) ne permettent pas l'épanouissement et la croissance du secteur horticole. Selon eux, les consommateurs ou les divers mouvements sociaux engagés pour une agriculture plus durable font fausse route¹². De plus, comme mentionné auparavant par d'autres informateurs clés, le développement durable du secteur horticole possède un fort potentiel.

4.3.3 Analyse des enquêtes : le potentiel des différentes filières horticoles

Les informateurs clés ont été questionnés sur les filières horticoles. Nous leur demandions quelles étaient les filières possédant un réel potentiel de développement et les filières possédant peu de potentiel de développement. Les résultats sont les suivants.

Les filières reconnues avec un réel potentiel de développement sont très variées. Les perceptions des informateurs clés sur ce sujet sont très variées. Malgré cette limite, il y a quelques filières qui ressortent de l'analyse. D'abord, la tendance aux produits de qualité biologique présente un potentiel de développement. Les huiles essentielles viennent également dans l'analyse, tout comme les produits

¹² Nous répondons à cette inquiétude que plusieurs exploitants prennent désormais conscience des préoccupations sociales et environnementales concernant la production horticole.

horticoles dits exotiques. Ces produits exotiques (p. ex. le ginseng, le chou chinois) sont fortement demandés de la part des consommateurs immigrants. Pour les fruits et petits fruits, la tendance veut que l'autocueillette soit de plus en plus importante. Mais pour maintenir la demande, les producteurs doivent utiliser de nouvelles variétés plus tardives afin de couvrir toute la saison végétative (p. ex. les variétés de petits fruits d'automne). Dans la région, on ne cultive pas beaucoup de légumes de champ et certains informateurs clés croient au potentiel de cette filière pour fournir la demande locale, provinciale et nationale. De plus, la diversification des entreprises doit faire l'objet d'un vif intérêt pour des produits non traditionnels (p. ex. les têtes de violon, les légumes miniatures). Il y a beaucoup de place pour le développement de petites entreprises agro-touristiques où l'on pourrait retrouver des produits légèrement transformés (p. ex. marinade saveur maison, produit spécial ou de niche) de la région. Les sapins de Noël constituent aussi un bon potentiel pour la filière ornementale.

Les produits (ou filières) ne constituant pas un potentiel de développement se trouvent en moins grand nombre. Il y a peut-être trop d'optimisme chez les informateurs clés ? Néanmoins, certaines catégories de produits sont considérées comme ayant peu de potentiel. C'est le cas de la pomiculture qui éprouve des difficultés depuis quelques années avec la compétition internationale (p. ex. la Granny Smith, la pomme-poire chinoise). Les sols lourds de la région ne sont pas adéquats pour le développement de cette filière dans la région d'étude. La production horticole en serre n'est pas considérée comme ayant un bon potentiel à cause des coûts élevés de chauffage et d'éclairage qu'elle entraîne. Pour les légumes de champ, plusieurs mentionnent que les crucifères doivent être évités puisque la production québécoise dépasse largement la consommation de cette catégorie de légumes. De plus, la difficulté de trouver de grandes parcelles (+ de 20 ha) dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais n'encourage pas une grande production maraîchère de plein champ. Les plus grandes terres se retrouvent à

proximité des concentrations urbaines, subissant du même coup une spéculation foncière. Pour ce qui est du potentiel de développement pour les produits biologiques, certains sceptiques croient que ce secteur ne possède pas un grand potentiel. Ils affirment que les consommateurs veulent des fruits et légumes presque « parfaits », c'est-à-dire sans taches et non difformes. Pourtant, on sait très difficile la production de fruits et de légumes « parfaits » en agriculture biologique.

4.3.4 Analyse des enquêtes : les solutions de développement

Les suggestions des informateurs clés varient quelque peu et se traduisent sous quatre catégories. Elles semblent être très réalistes pour la situation de Gatineau et de la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

Premièrement, on suggère la *mise en place ou le développement de divers réseaux* étant donné la différence entre la nature et la finalité de certains réseaux proposés. Quelques informateurs trouvent important de faire une concertation accrue entre les organismes et les institutions régionales en place. Ils suggèrent de développer les contacts entre le bureau régional du MAPAQ, la TCAO, les différents CLD ou CDE, les MRC, les municipalités et enfin les producteurs horticoles parce que, selon eux, ces organismes ne se connaissent pas ou peu. En parallèle, on pense qu'il serait bon de mettre en place un réseau de compétences pour les producteurs par l'entremise d'un réseau efficace de communication (p. ex. pour le transfert de connaissances scientifiques) entre certains groupes de recherche, producteurs horticoles et transformateurs agro-alimentaires. Ces idées sont très réalisables. Elles requièrent cependant des leaders locaux pour mener à bien ce genre de projet.

Le soutien à l'entreprise doit devenir une réalité tangible et être renforcé par différentes actions. On pense que le soutien technique devrait se faire directement chez l'horticulteur. Cependant, le manque de ressources humaines au MAPAQ et les coûts élevés des services conseils privés limitent grandement les possibilités de soutien technique pour les exploitants. On croit que le soutien au développement des entreprises fait défaut. Ces dernières ont de la difficulté à établir de véritables plans de développement (plans d'affaires). Ce n'est pas tout le monde qui possède un esprit d'entrepreneuriat aiguisé. Un programme ou un service s'impose pour offrir une aide aux entreprises désirant accroître leurs activités agricoles.

Selon plusieurs, les formations disponibles pour les exploitants ne sont pas complètes. On mentionne une lacune au niveau marketing chez certaines entreprises. Une formation adéquate expliquant les règles et les caprices des marchés (p. ex. comment produire, à qui vendre, règles de l'emballage) peut permettre de parfaire les compétences dans ce domaine essentiel. Quelques-uns disent qu'une autoformation (p. ex. une encyclopédie interactive format disque compact) prend vraiment du sens et permet aux horticulteurs de trouver les informations recherchées. Il y a également l'organisation de missions horticoles, ou plutôt de voyages à travers le Québec ou à l'étranger, afin de voir comment se pratiquent les activités horticoles ailleurs.

La mise en marché doit faire l'objet d'un questionnement important concernant les solutions pour la production horticole. Par exemple, on suggère de faire une mise en commun des produits par filière afin de créer une masse critique pour la mise en marché. Cette mise en marché pourrait prendre la forme d'un réseau d'une vingtaine de points de vente dans les différents marchés d'alimentation de la région afin de promouvoir les horticulteurs. Certains croient plutôt en la possibilité d'instaurer un marché permanent qui rassemblerait les producteurs régionaux (p. ex. la gestion collective) tandis que d'autres voient le développement d'un marché

virtuel via un site Internet. La dernière idée propose quant à elle que les producteurs puissent partager les coûts de la mise en marché par l'organisation de différentes tâches de façon complémentaire. Par exemple, un producteur peut se spécialiser dans la préparation et l'emballage tandis qu'un autre s'occupe du transport et de la vente de tous les produits.

4.4 Enquête auprès des producteurs horticoles

La population dans notre zone d'étude, lors de l'enquête, représentait 25 producteurs selon le fichier d'enregistrement du MAPAQ. Or, il n'y a eu qu'un seul refus de participer à notre enquête. Ce dernier avait cessé les activités depuis plus de deux ans. Les enquêtes ont été réalisées entre octobre et décembre 2002.

Nous pouvons donc considérer que notre enquête représente bien l'ensemble des fermes ayant des activités horticoles. Le travail de récolte de données sur le terrain permet de répondre aux questions énoncées au chapitre 2.

4.4.1 Les résultats agrégés : partie 1 du questionnaire

La première partie du questionnaire comporte des informations susceptibles de nous permettre de peindre un portrait des entreprises par la description des activités horticoles.

Nous ne retrouvons pas d'exploitations ayant des activités horticoles dans toutes les municipalités étudiées. Certaines municipalités en concentrent plus que d'autres. Cela est sûrement dû à la géomorphologie de la région. Gatineau (dont Aylmer) se situe sur les terrasses fluviales de la rivière des Outaouais. Ces terrasses

sont toutes au sud du bouclier canadien. Il s'agit donc d'une plaine fertile qui permet la production horticole. Par contre, le relief accidenté par les collines laurentiennes limite la taille des champs dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais. De plus, le couvert végétal est nettement plus important dans cette MRC que dans tout Gatineau et les sols possèdent des qualités agronomiques moindres. La municipalité d'Aylmer concentre huit entreprises sur son territoire, représentant 33,3 % du total.

Tableau XV : Localisation des entreprises sondées dans l'enquête de la zone d'étude

Municipalité ou Arrondissement	Fréquence	Pourcentage de toutes les fermes dans l'enquête
<i>Aylmer</i>	8	33,3 %
<i>Buckingham</i>	1	4,2 %
<i>Gatineau</i>	3	12,5 %
<i>Masson-Angers</i>	2	8,3 %
Cantley	1	4,2 %
L'Ange-Gardien	3	12,5 %
La Pêche	2	8,3 %
Notre-Dame-de-la-Salette	2	8,3 %
Val-des-Monts	2	8,3 %
TOTAL	24	100 %

N.B. Arrondissement de Gatineau en italique.

Les producteurs enquêtés ont été questionnés à savoir s'ils étaient enregistrés comme producteurs au MAPAQ. Sur les vingt-quatre répondants, il y en a vingt qui étaient enregistrés et quatre qui ne l'étaient pas. Ces derniers n'étaient pas assez grands pour figurer comme des entreprises agricoles (moins de 5000 \$ de revenus).

L'année de fondation de l'entreprise agricole a été demandée. En observant les fréquences cumulées dans le tableau XVI, nous avons remarqué plusieurs

exploitations relativement jeunes. Un peu moins de la moitié ont été fondées après l'année 1990, dont 25 % lors des sept dernières années.

Tableau XVI: Année de fondation des entreprises

Année de fondation	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
1955	1	4,2 %	4,2 %
1956	1	4,2 %	8,3 %
1957	1	4,2 %	12,5 %
1971	1	4,2 %	16,7 %
1975	2	8,3 %	25,0 %
1978	1	4,2 %	29,2 %
1980	2	8,3 %	37,5 %
1982	1	4,2 %	41,7 %
1983	1	4,2 %	45,8 %
1984	1	4,2 %	50,0 %
1989	1	4,2 %	54,2 %
1990	1	4,2 %	58,3 %
1994	1	4,2 %	62,5 %
1995	1	4,2 %	66,7 %
1997	2	8,3 %	75,0 %
1998	3	12,5 %	87,5 %
1999	2	8,3 %	95,8 %
2001	1	4,2 %	100,0 %
TOTAL	24	100 %	

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Après cette question, nous demandions aux exploitants s'ils considéraient l'exploitation comme étant mature, c'est-à-dire si leur entreprise avait atteint la configuration souhaitée. Il semble que 62,5 % des producteurs ne considèrent pas leur exploitation comme mature.

Le tableau XVII présente le chiffre d'affaires selon les quatre classes établies dans le questionnaire. Nous remarquons une certaine égalité dans la distribution des fréquences. Mais il ne faut pas perdre de vue que la première classe (25 % des entreprises) se situe en dessous d'un chiffre d'affaire de 10 000 \$ par année, ce qui reflète le fait que plusieurs petites entreprises agricoles à temps partiel étaient incluses dans l'enquête.

Tableau XVII : Les classes de chiffre d'affaires des entreprises en 2003

Classe de revenu	Fréquence	Pourcentage
moins de 10 000 \$	6	25,0 %
10 000 \$ à 50 000 \$	4	16,7 %
50 000 \$ à 100 000 \$	6	25,0 %
100 000 \$ et plus	8	33,3 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Une méthode utile pour observer la relation entre deux variables quantitatives consiste à faire une tabulation croisée. C'est de cette façon que les variables sont analysées au tableau XVIII. Les variables suivantes sont prises pour la première tabulation croisée : maturité des entreprises et chiffre d'affaires.

Tableau XVIII : Tabulation croisée – Maturité de l'entreprise et classe de revenu

		Maturité de l'entreprise		TOTAL
		Oui	Non	
Classe de revenu de l'entreprise	Moins de 100 000 \$	4	12	16
	Plus de 100 000 \$	5	3	8
TOTAL		9	15	24

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Ce calcul a été effectué afin de voir si le chiffre d'affaires est associé avec la perception de la maturité de l'entreprise. En observant le tableau XVIII, on constate que la perception positive est plus fréquente lorsque le chiffre d'affaires est plus élevé. Nous pouvons supposer que les entreprises qui se considèrent comme n'étant pas mures en sont au développement de leurs activités agricoles, donc n'ont pas atteint la pleine maturité de l'exploitation. Par contre, il se peut qu'elles en soient plutôt à diminuer leurs activités horticoles suite à des échecs dans leur entreprise.

Le même type de traitement statistique a été réalisé avec deux autres variables recueillies dans l'enquête. Il s'agissait de croiser le pourcentage du revenu

agricole par rapport au revenu total du ménage avec le chiffre d'affaires de l'entreprise. Les résultats sont fort intéressants (tableau XIX)

Tableau XIX: Tabulation croisée – Chiffres d'affaires sur le % du revenu agricole par rapport au revenu total des ménages des producteurs

		Classe de chiffre d'affaires				TOTAL
		1) 10 000 \$ et moins	2) 10 000 \$ et 50 000 \$	3) 50 000 \$ et 100 000 \$	4) 100 000 \$ et plus	
% du revenu agricole par rapport au revenu total du ménage	< de 50 %	6	3	1	2	12
	> de 50 %	0	1	5	6	12
TOTAL		6	4	6	8	24

Source : Christian Clément, enquête horticulture,

N.B. Voir le tableau détaillé en annexe 3

Il est clair que les ménages qui tirent un pourcentage important de leur revenu de l'agriculture se trouvent dans les classes 3 et 4 du chiffre d'affaires. Tandis que les ménages dont le pourcentage est plus faible font de l'agriculture à temps partiel et possèdent sûrement un emploi à l'extérieur de l'entreprise agricole. Au total, il y a douze entreprises qui tirent moins de la moitié (entre 0 et 50 %) des revenus du ménage grâce à l'agriculture.

Le même calcul a été réalisé pour le pourcentage du revenu agricole par rapport au total du ménage (même variable que le tableau XIX) avec le pourcentage du revenu horticole par rapport aux activités agricoles de l'entreprise.

Tableau XX : Tabulation croisée – Le % du revenu horticole par rapport au revenu agricole total croisé avec le % du revenu agricole par rapport au revenu total du ménage

		% du revenu horticole par rapport au revenu agricole total de l'entreprise							TOTAL
		0	30	50	80	90	95	100	
% du revenu agricole par rapport au revenu total du ménage	< de 50 %	1	1	1	1	1	0	7	12
	> de 50 %	0	1	1	1	0	1	8	12
TOTAL		1	2	2	2	1	1	15	24

Source : Christian Clément, enquête horticolture

N.B. Voir le tableau détaillé en annexe 3

Quinze entreprises se consacrent entièrement à l'horticulture. Des 15 entreprises, la moitié (7) des entreprises ont plus de 50 % de leur revenu du ménage dans les activités horticoles. Donc sur le total (24), il existe très peu d'entreprises qui vivent et dépendent uniquement de l'horticulture. Une proportion importante d'exploitants, ou d'autres membres de leur foyer, doit tirer une source de revenu de l'extérieur de l'exploitation. Cependant, il y a trois entreprises avec 100 % de leur revenu du ménage en agriculture qui pratiquent aussi de l'horticulture dans des proportions variant de 30 à 80 %. Il y a également six autres entreprises qui pratiquent plus d'une activité agricole (p. ex. un élevage de bovins de boucherie et une plantation de petits fruits). C'est évidemment un signe précurseur d'une certaine diversification des activités agricoles. Les agriculteurs veulent de moins en moins dépendre d'une seule activité agricole.

Le tableau XXI permet d'observer les différentes filières horticoles produites par les exploitations. Ces filières font l'objet d'une hiérarchisation puisque certaines exploitations en produisent plus d'une. La réalisation d'un tableau a été nécessaire afin de classer les filières en ordre d'importance.

Tableau XXI : Les filières de production horticole

Filières horticoles		1 ^{ère} production	2 ^e production	3 ^e production	TOTAL 1 ^{ère} , 2 ^e et 3 ^e production
Légumes de serre	n	5	4	0	9
	%	20,8 %	16,7 %	0 %	23,7 %
Légumes de champ	n	2	4	2	7
	%	8,3 %	16,7 %	8,3 %	18,4 %
Fruits et petits fruits	n	5	2	0	7
	%	20,8 %	8,3 %	0 %	18,4 %
Pomiculture	n	3	0	0	3
	%	2,5 %	0 %	0 %	7,9 %
Horticulture ornementale	n	5	2	0	7
	%	20,8 %	8,3 %	0 %	18,4 %
Pommes de terre	n	0	0	0	0
	%	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres productions horticoles	n	4	1	0	5
	%	16,7 %	4,2 %	0 %	13,2 %
Aucune 2 ^e ou 3 ^e production	n	--	11	22	--
	%	--	45,8 %	91,7 %	--
TOTAL	n	24	24	24	38
	%	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Le tableau XXI donne une très bonne idée de la production horticole de la région étudiée. Sur les 24 exploitants, il apparaît que les légumes de serre, l'horticulture ornementale, les légumes de champ et les fruits et petits fruits sont les filières qui ressortent dans l'enquête. Il est clair, avec ce tableau, qu'il y a une certaine diversification, mais de façon plus générale, ce sont principalement des exploitations spécialisées dans une ou deux filières horticoles. En complément à ce tableau, il est intéressant de connaître l'état perçu des activités horticoles. C'est pourquoi la compilation des résultats ressemble au tableau XXI.

Globalement, la perception des exploitants concernant leur première production est positive. Il y a 59 % des exploitants qui considèrent leurs activités horticoles en croissance et 28,2 % en maintien. Il n'y a que 12,8 % des répondants qui affirment que leurs activités horticoles sont en diminution (tableau XXII).

Tableau XXII : L'état des activités horticoles de l'entreprise

État		Fréquence 1 ^{ère} production en importance %	Fréquence 2 ^e production en importance %	Fréquence 3 ^e production en importance %	TOTAL 1 ^{ère} , 2 ^e et 3 ^e
En croissance	n	14	8	1	23
	%	58,3 %	61,5 %	50 %	59 %
En maintien	n	7	3	1	11
	%	29,2 %	23,1 %	50 %	28,2 %
En diminution	n	3	2	0	5
	%	12,5 %	15,4 %	0 %	12,8 %
TOTAL	n	24	13	2	39
	%	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Il n'y a que trois entreprises qui font présentement la transformation de leurs produits horticoles (tableau XXIII). La majorité des producteurs qui affirment ne pas en faire ne sont pas intéressés à se lancer dans cette activité permettant une valeur ajoutée non négligeable aux produits horticoles (tableau XXIV).

Tableau XXIII : État de la transformation des produits horticoles

Transformation	Fréquence	Pourcentage
Oui	3	12,5 %
Non	21	87,5 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Tableau XXIV : Planification de la transformation à court ou à moyen terme

Transformation à court ou à moyen terme	Fréquence	Pourcentage
Oui	5	23,8 %
Non	16	76,2 %
TOTAL	21	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Les prochaines statistiques concernent les questions relatives à la distribution des produits horticoles, aux marchés visés ainsi qu'à la certification biologique.

Les circuits de distribution ont été recensés lors de l'enquête. Le tableau XXV montre lesquels sont utilisés par les entreprises pour les produits horticoles. Il faut cependant souligner le fait que le tableau recense les fréquences de chaque circuit de distribution et que plusieurs entreprises en utilisent plus d'un. C'est pourquoi le total est de 51 fréquences.

Tableau XXV : Les circuits de distribution

Circuit de distribution	Fréquence	Pourcentage
Autocueillette	9	17,65 %
Kiosque à la ferme	17	33,33 %
Épicerie	11	21,57 %
Grossiste	11	21,57 %
Autres circuits (Internet)	3	5,88 %
TOTAL	51	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

Près de la moitié des exploitants vend ses produits horticoles via les filières courtes de distribution que sont l'autocueillette et la vente à la ferme. Cela est particulièrement le cas de ménages qui ne vivent pas uniquement de l'horticulture, ou encore dont le volume de vente ne permet pas la distribution dans une épicerie ou chez un grossiste. De plus, il est possible que les entreprises possèdent un petit kiosque à la ferme pour les surplus de production mais distribuent la majorité de leurs produits horticoles chez un grossiste ou une épicerie. Pour les autres circuits de distribution, il y a trois exploitants qui distribuent grâce à Internet.

Le marché visé par les exploitants se situe pour la majorité au niveau local et régional. Tous les producteurs affirment viser le marché de l'Outaouais en premier lieu sauf un seul qui vise le marché national et international. Il faut affirmer que le

produit horticole de ce dernier s'exporte facilement vers les marchés asiatiques étant donné sa spécialité et sa rareté¹³.

Il y avait dans cette importante première partie du questionnaire une question toute simple sur la production biologique. Il n'y a que deux entreprises qui possèdent une certification légale de production biologique. Par contre, plusieurs producteurs affirment faire de la production écologique et ne désirent pas avoir une licence biologique étant donné les longues démarches et les coûts impliqués.

Tableau XXVI : La certification biologique dans la zone périurbaine

Certification biologique	Fréquence	Pourcentage
Oui	2	8,3 %
Non	22	91,7 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

4.4.2 Les résultats agrégés : partie 2 du questionnaire

La seconde partie du questionnaire porte sur l'analyse des problèmes rencontrés par les producteurs. Ces problèmes sont variés. Ils concernent autant des aspects de la production que des aspects de l'encadrement, de la formation ou de la R & D.

Il ressort de l'enquête que 54,2 % (tableau XXVII) des producteurs ont des problèmes reliés à l'aspect « financier ». Les problèmes les plus criants semblent se trouver au niveau du financement. Certains problèmes concernent les programmes inadéquats de financement. Un programme de financement, comme celui de *La*

¹³ Nous ne pouvons pas donner davantage de détails afin de préserver la confidentialité de ce producteur.

Financière agricole du Québec, nécessite un pourcentage trop élevé de mise de fond pour accéder aux prêts agricoles¹⁴. De plus, il serait également difficile de faire valoir les projets dans le domaine horticole auprès de certains organismes de développement socio-économique local. Ces derniers ne sont pas aussi enthousiastes à fournir de l'aide pour des projets de nature agricole.

Comme nous le remarquons dans le tableau XXVII, il n'y a pas de problème majeur dans la gestion de l'entreprise horticole. Tous les producteurs s'acquittent bien de cette tâche importante. Les exploitants doivent sûrement connaître leur exploitation et en faire une gestion efficace.

Tableau XXVII : Problèmes avec les aspects de la production horticole

	Problème	Fréquence	Pourcentage
Aspect financier	Oui	13	54,2 %
	Non	11	45,8 %
	TOTAL	24	100 %
	Problème	Fréquence	Pourcentage
Gestion de l'entreprise	Oui	1	4,2 %
	Non	23	95,8 %
	TOTAL	24	100 %
	Problème	Fréquence	Pourcentage
Aspect technique	Oui	12	50 %
	Non	12	50 %
	TOTAL	24	100 %
	Problème	Fréquence	Pourcentage
Aspect main-d'œuvre	Oui	12	50 %
	Non	12	50 %
	TOTAL	24	100 %
	Problème	Fréquence	Pourcentage
Aspect marché	Oui	7	29,2 %
	Non	17	70,8 %
	TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

¹⁴ Comme mentionné dans l'analyse des informations recueillies auprès des informateurs clés.

La moitié des producteurs considère avoir des problèmes de nature technique. L'aspect technique concerne l'accessibilité à l'obtention des intrants nécessaires à la production (p. ex. les engrais, les semences, les plants, les machineries spécialisées). Puisque l'on sait qu'il n'existe aucun vendeur de machinerie spécialisée dans le domaine horticole dans la région, il est évident que le faible nombre de producteurs horticoles ne favorise pas l'implantation de ce type de commerce.

La main-d'œuvre dans le domaine agricole est depuis plusieurs années un problème. La disponibilité de main-d'œuvre et la qualification de cette dernière font défaut. Le domaine horticole n'échappe pas à ce problème très persistant dans les pays industrialisés. Bien au contraire, le secteur horticole engage relativement beaucoup plus de main-d'œuvre que d'autres secteurs agricoles. En effet, le secteur horticole « emploie 28 622 travailleurs saisonniers et permanents soit 51,2 % de la main-d'œuvre agricole québécoise embauchée » (AGÉCO, 2002, p.38). Le problème de rétention de la main-d'œuvre agricole est également un autre facteur à considérer.

Pour notre étude, la moitié des producteurs affirme avoir de la difficulté à obtenir de la main-d'œuvre (tableau XXVII). Lorsqu'ils réussissent à engager des travailleurs saisonniers, ils n'ont pas la capacité de les conserver longtemps ou pour une autre saison. Plusieurs entreprises ne peuvent pas avoir des emplois rémunérés à longueur d'année étant donné l'aspect saisonnier de la production horticole. L'autre portion n'est pas affectée par ce phénomène. Ces entreprises font sûrement de l'autocueillette ou ils possèdent tout simplement une main-d'œuvre qualifiée et fidèle année après année.

Les possibilités de vendre les produits horticoles ne semblent pas être globalement un problème. Il a été mentionné plus haut que le principal marché visé était dans la région de l'Outaouais. Il n'y a que 29,2 % des producteurs qui affirment avoir des problèmes d'accès aux différents marchés (tableau XXVII). Ils ne sont pourtant pas à négliger. En effet, les principaux marchés d'alimentation de la région achètent peu des produits horticoles locaux.

Nous avons réalisé à l'automne 2002 une petite enquête dans les marchés d'alimentation¹⁵ de la région de l'Outaouais afin de connaître l'origine des produits horticoles. Il y a deux types de marchés d'alimentation. Il existe des marchés qui sont propriété de grandes firmes et des marchés qui sont propriété de personnes indépendantes (soit sous la bannière des grandes firmes, soit une entreprise indépendante). Les marchés d'alimentation qui sont propriété des grandes firmes (voir annexe 4) d'alimentation fonctionnent avec la logique d'acheter 90 à 95 % des produits vendus auprès de leur centre de distribution. Ces centres de distribution se trouvent habituellement dans les régions d'Ottawa, Montréal ou Toronto. Les gérants de ces marchés d'alimentation ne peuvent pas se procurer des produits locaux ou ne le font pas en général. S'ils peuvent le faire, le producteur horticole doit être en mesure de fournir une importante quantité à un coût similaire à celui du centre de distribution de la firme. Comme nous le savons, les entreprises de petite taille de la région ne produisent pas cette quantité. Heureusement, les propriétaires indépendants (même sous la bannière de ces grandes firmes) ont une plus grande latitude. Ils peuvent choisir d'acheter des produits locaux ou régionaux si le producteur est en mesure de fournir un stock quotidien ou saisonnier. Par contre, ils ne peuvent faire de la concurrence déloyale en affichant l'origine locale des produits. Ils doivent respecter la libre concurrence des produits horticoles en provenance d'une autre région. Les étalages doivent être neutres. Ils affichent la provenance quand le produit est du Québec, de l'Ontario, des Maritimes, d'une

¹⁵ Enquête réalisée en novembre 2002 auprès de 67 marchés d'alimentation de l'Outaouais.

région des États-Unis ou d'ailleurs mais ils ne peuvent pas inscrire que les produits sont d'un terroir particulier (p. e x. la production de carottes de l'Île d'Orléans, le céleri de la Montérégie, la pomme de terre de Portneuf). Toutefois, il se peut que certains marchés totalement indépendants agissent en favorisant les producteurs locaux. Ces derniers peuvent agir ainsi puisqu'ils sont propriétaires à part entière de l'entreprise. Il s'agit pour la plupart d'épicerie de quartier ou de petites villes.

La formation pour l'horticulture que l'on retrouve dans la région semble adéquate comparativement aux dires des informateurs clés. Il y a seulement cinq producteurs qui disent que la formation pose un problème. Certains mentionnent qu'il n'y a pas suffisamment de formation ou qu'elle est mal orientée. Mais en général, la satisfaction règne pour cet aspect.

Tableau XXVIII : Aspect formation dispensée dans la région

Problème	Fréquence	Pourcentage
Oui	5	20,8 %
Non	19	79,2 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

L'autre problème potentiel relève de l'encadrement, ce qui concerne les organismes publics ou privés travaillant en collaboration avec les exploitants. Il y a 45,8 % des producteurs insatisfaits de l'encadrement qu'ils reçoivent. Ils affirment que les ressources humaines dans les organismes publics sont très limitées dans la région et qu'il y a un manque de compétences et d'information dans certaines filières horticoles. De plus, le coût élevé de certains services privés ne favorise pas l'encadrement puisque les services publics sont débordés de demandes.

Tableau XXIX : Aspect encadrement par les organismes de la région

Problème	Fréquence	Pourcentage
Oui	11	45,8 %
Non	13	54,2 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

La R & D du secteur horticole ne connaît pas de problème. Il y a quatre producteurs qui voient des problèmes au niveau de la R & D. Les problèmes rencontrés touchent au fait que certains exploitants ont de la difficulté à trouver de l'information dans la région pour certains aspects de la production ou pour la transformation des produits horticoles (p. ex. la transformation de fraises pour la production de spiritueux alcoolisés, peu d'essais de nouveaux cultivars, association difficile avec les fermes expérimentales d'Agriculture Canada).

Tableau XXX : Aspect recherche et développement

Problème	Fréquence	Pourcentage
Oui	4	16,7 %
Non	20	83,3 %
TOTAL	24	100 %

Source : Christian Clément, enquête horticulture

4.5 Retour sur les questions de recherche

C'est à la lumière de l'analyse des enquêtes réalisées que nous pouvons rendre compte de nos questions de recherche. On se souvient que notre questionnement de départ concernait la possibilité d'observer les facteurs socio-économiques structurant le territoire. Ce questionnement était le suivant :

En ce qui concerne l'horticulture dans un espace périurbain, pouvons-nous observer les facteurs structurants dans la construction sociale du territoire et ce pour les entreprises ayant des activités horticoles, et est-il possible que nous puissions rendre compte des préoccupations concernant le

développement durable en analysant les acteurs ainsi que les orientations de développement socio-économiques inhérentes à la zone étudiée ?

En considérant les chapitres précédents, la majeure partie de ce questionnement a été faite. C'est surtout à travers l'analyse des données et la présentation de l'aménagement du territoire que l'on retrouve les différents facteurs structurant l'espace périurbain. Les préoccupations pour le développement durable seront exposées dans le chapitre 5.

:

Évidemment, nous avons établi une série de questionnements. Ces questionnements servaient de ligne directrice pour synthétiser les analyses de l'enquête. Chaque questionnement concernait un thème en particulier et chaque thème comporte un lot de questions établies. C'est donc en se recentrant sur les analyses antérieures que nous pourrons répondre aux questions de recherche suivantes.

Premièrement, nous nous sommes questionnés sur l'alternative suivante :

1 a. *Les producteurs agricoles considèrent leurs activités horticoles de façon relativement positive parce que globalement il y a croissance ou maintien des activités de l'entreprise ? ;*

ou

1 b. *Les producteurs agricoles considèrent leurs activités horticoles de façon relativement négative parce que globalement il y a diminution des activités de l'entreprise ? ;*

Les deux questions présentent deux états complètement opposés. Suite aux analyses des données de l'enquête, les producteurs agricoles considèrent leurs activités horticoles de façon relativement positive. Le pourcentage des activités en croissance ou en maintien est relativement plus important.

Deuxièmement, nous avons porté notre questionnement à savoir est-ce que :

2 a. *Les producteurs horticoles visent des marchés locaux et régionaux ;*

ou

2 b. *Les producteurs horticoles visent des marchés provinciaux ;*

ou

2 c. *Les producteurs horticoles visent des marchés nationaux et internationaux ;*

Cela n'a pas été très compliqué à analyser. Il était clair et précis que c'était les marchés locaux et régionaux que visaient les entreprises. Les principaux débouchés pour les produits horticoles demeurent majoritairement dans l'aire d'influence métropolitaine d'Ottawa – Gatineau.

Troisièmement, nous voulions savoir :

3 a. *Est-ce que les producteurs font face à des problèmes inhérents aux activités ou aux facteurs de production horticoles ? ;*

ou

3 b. *Est-ce que les producteurs sont confrontés à des problèmes inhérents à l'encadrement par les acteurs de la zone d'étude ?*

Il est très difficile de choisir entre les deux questions. Nous semblons croire que les problèmes sont de l'ordre de la production en termes de fréquences. Il ne faut cependant pas y voir que l'encadrement est adéquat. Nous voyons dans l'analyse des données que plusieurs entreprises ont des difficultés avec l'encadrement de certains services collectifs. Mais, nous croyons que les activités et les facteurs de production horticoles sont des problèmes plus importants auxquels font face les exploitations.

Chapitre 5 – Enjeux environnementaux et préoccupations pour un développement local de l’horticulture

5.0 Introduction

Ayant en tête les résultats et les réponses aux questions de recherche, il faut dorénavant axer le propos en fonction des constats environnementaux et ceux concernant le développement local. Les préoccupations environnementales et le développement durable sont relégués, trop souvent, au second plan lorsque l’on travaille en agriculture. Le concept du développement durable est couramment utilisé par les élus, les fonctionnaires ou d’autres acteurs et agents de développement socio-économique local. Ils l’utilisent sans nécessairement convenir des modalités de la mise en place d’un tel développement.

Ce chapitre se penche sur deux thèmes en particulier. Premièrement, il présente quelques préoccupations concernant les enjeux environnementaux de la production agricole tout en suggérant quelques pistes pour orienter le secteur horticole vers une agriculture plus écologique. Deuxièmement, la discussion s’oriente sur les outils essentiels pour favoriser un développement local durable de l’horticulture.

5.1 Quels sont les enjeux environnementaux ?

De nos jours, les enjeux environnementaux de la pratique de l’agriculture sont très importants. Actuellement, plusieurs débats concernant certaines facettes de l’agriculture battent son plein dans la société civile. Ils concernent « la dégradation des sols, la question du rendement versus la pollution, les mesures anti-pollution, la faible productivité des pays du Tiers-Monde, les plantes transgéniques et la question

de l'eau » (Doucet, 2002, p.16). Ces débats sont indispensables, autant pour les tenants d'un environnement sain et d'une agriculture écologique que pour les exploitants conventionnels qui revendiquent le droit à la production.

Les enjeux environnementaux au niveau de l'exploitation sont visés parce qu'il s'agit du maillon essentiel pour transmettre l'information concernant ces enjeux. Il s'agit également de la meilleure façon d'intervenir et de modifier les savoir-faire en termes de pratiques agricoles.

Il existe plusieurs problèmes environnementaux au sujet de la production agricole. Les préoccupations ont été regroupées sous trois catégories. Les enjeux touchent particulièrement des questions biophysiques comme la qualité des sols, de l'eau et de la biodiversité. Plus précisément, il est question de l'utilisation et de la gestion des facteurs de production (p. ex. les éléments nutritifs et les pesticides), de l'utilisation et de la gestion des ressources hydriques, de la gestion des sols et des paradigmes de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture écologique.

5.1.1 L'utilisation et la gestion des facteurs de production

L'utilisation de différents intrants dans la production agricole est très répandue au niveau des exploitations. Les agriculteurs utilisent des engrais chimiques, des pesticides, du fumier et de l'énergie fossile pour optimiser leur production et réduire les risques de mauvaise récolte attribuable aux maladies et aux ravageurs. Cependant, l'utilisation à outrance de ces facteurs de production pose de grands risques à l'environnement.

La première catégorie de facteurs de production se rattache aux éléments nutritifs utilisés dans la production agricole. Voilà plusieurs décennies que l'on utilise des engrais chimiques de synthèse pour accroître la fertilité des sols. La spécialisation accrue de certaines cultures a rendu nécessaire cette fertilisation par l'utilisation d'engrais chimiques ou par l'ajout de matières organiques. Généralement, les excédents de ces éléments nutritifs se retrouvent dans l'environnement via l'eau.

« Cette eau est en très grande partie retournée au milieu naturel, mais rarement dans sa pureté originelle et encore trop souvent polluée. Les usages agricoles de l'eau au Québec sont responsables d'importantes quantités d'eau contaminée. » (Doucet, 2002, p.19)

Les engrais de synthèse et les engrais naturels (p. ex. les déjections animales) sont les deux principales sources d'éléments nutritifs que l'on utilise dans une exploitation. Les pratiques culturales intensives utilisées en horticulture diminuent graduellement les réserves en nutriments des sols. Ainsi, au début des années 1930, la fertilisation artificielle à l'aide d'engrais minéraux s'est répandue au Canada au détriment des fertilisants organiques comme les fumiers. Cela a permis de maintenir la fertilité des terres de manière artificielle (Environnement Canada, 1991). Cependant, la perte de fertilisants dans l'environnement est bel et bien réelle. Cette perte se fait habituellement par volatilisation, lessivage, infiltration dans le sol et/ou ruissellement sur la surface du sol. Cette charge polluante entraîne des conséquences néfastes pour plusieurs aspects des écosystèmes.

Généralement, les engrais de synthèse sont composés d'éléments minéraux à base d'azote, de phosphore et de potassium, trois éléments essentiels à la croissance des plantes. Ce n'est plus un secret, les engrais peuvent provoquer une toxicité dans un écosystème.

« L'azote est un élément nutritif essentiel qui devient assimilable par les cultures sous une forme soluble, notamment sous forme de nitrates. Les

nitrates peuvent se retrouver par lixiviation dans les eaux souterraines, une source importante d'eau potable, où ils peuvent atteindre des concentrations dangereuses pour les êtres humains. Ils peuvent également pénétrer dans les eaux de surface et contribuer à la surcharge en éléments nutritifs et à une éventuelle eutrophisation. » (McRae et al., 2000, p.12)

Une étude menée en 2003 par Bryant *et al.* atteste que le nombre de fermes utilisatrices d'engrais de synthèse, au niveau québécois, est en décroissance. Selon ces auteurs, il s'agit d'une répercussion de la mise en place progressive de la politique des plans agro-environnementaux de fertilisation (PAEF). Cela peut sûrement être l'une des causes. Il faut cependant nuancer cette observation puisque si le nombre de fermes utilisatrices était en décroissance entre 1996 et 2001, « la superficie moyenne par ferme des terres en culture sous l'application d'engrais chimiques a augmenté pendant la période 1991 à 2001 notamment en zone périurbaine » (Bryant *et al.*, 2003, p.37). Donc, le PAEF est un instrument pertinent pour mieux utiliser la fertilisation, mais on constate qu'il ne permet pas nécessairement de diminuer la superficie sous utilisation.

Les fertilisants organiques comme le fumier, le lisier et le purin sont encore utilisés de nos jours. Cependant, la valeur fertilisante est moindre que les engrais de synthèse. Cette valeur fertilisante est influencée par l'alimentation, l'âge et la fonction de l'animal (Chevalier, 1993). Les fumiers apportent aux sols une grande quantité de matière organique comparativement aux engrais de synthèse qui n'en fournissent pas.

Les fertilisants organiques ne sont pas sans danger. On peut également trouver dans l'environnement des nitrates provenant des fumiers. Ils peuvent causer les mêmes problèmes que ceux provenant des engrais de synthèse. Il y a également d'autres problèmes de santé reliés aux lisiers et aux fumiers. Par exemple, ils peuvent présenter des substances telles des gaz irritants (p. ex. l'ammoniac) ou

asphyxiants (p. ex. le méthane), des composés agrochimiques (p. ex. les antibiotiques), des bactéries (p. ex. la salmonellose), des champignons et des virus pathogènes (Chevalier, 1993).

Le second ensemble de facteurs de production touche à l'utilisation des pesticides. L'utilisation de ces facteurs de production est suggérée par les pressions exercées de la part d'organismes vivants caractérisés comme étant nuisibles pour les cultures horticoles. Ils affectent les plantes que l'on tente de produire. C'est pourquoi l'on régule ces organismes nuisibles par divers produits chimiques. Les organismes nuisibles sont distribués en quatre groupes : les insectes, les plantes adventices, la vermine et les micro-organismes phytopathogènes (Doucet, 1992). Nous retrouvons une catégorie de pesticides pour chacun des groupes d'organismes nuisibles (tableau XXXI).

Tableau XXXI : Classification des pesticides

Produits	Organismes vivants cibles
Insecticides	Insectes
Herbicides	Mauvaises herbes et plantes nuisibles
Rodenticides	Rongeurs (p. ex. rats, souris)
Acaricides	Acariens
Nématocides	Vers
Avicides	Oiseaux
Bactéricides	Bactéries
Fongicides	Champignons microscopiques

Source : Chevalier, 1993.

Il est évident que les pesticides sont toxiques, non seulement pour les organismes nuisibles, mais également pour l'humain et l'environnement. La toxicité dépend de la concentration de chacun des pesticides. On trouve des pesticides dilués dans l'huile ou dans l'eau, ce qui réduit considérablement le niveau de toxicité.

Cependant, l'exposition répétée aux produits peut provoquer un malaise, voire une intoxication chez l'agriculteur. La nocivité des pesticides dépend :

« de la dose, des modalités de l'exposition, du degré d'absorption, de la nature des effets de la matière active et de ses métabolites, ainsi que de l'accumulation et de la persistance du produit dans l'organisme » (OMS/PNUE, 1991, p. 38)

L'OMS estime à 20 000 le nombre de décès causés par des pesticides chaque année dans le monde suite à un empoisonnement accidentel et involontaire. Il affirme également que les intoxications dues aux pesticides sont la cause de la plupart des troubles ou maladies reliés à l'agriculture. Ces troubles peuvent provoquer certains cancers, créer des problèmes de reproduction et de fertilité ou encore favoriser l'apparition de troubles immunologiques (OMS/PNUE, 1991). On comprend alors que l'utilisation de pesticides représente une préoccupation importante pour la santé des utilisateurs et des consommateurs.

Finalement, les facteurs de production cachent une inquiétude majeure. L'exploitant agricole doit faire la gestion de ces facteurs de production. Il ne s'agit pas d'une mince affaire. La façon dont les engrais (naturels et chimiques) et les pesticides sont utilisés et gérés a une grande incidence sur l'environnement. Une mauvaise gestion de ces facteurs peut affecter la qualité des sols ou de l'eau et de l'écosystème environnant. Fort heureusement, ces risques environnementaux ne sont reliés qu'aux mauvaises pratiques agricoles. Il y a des exploitants qui possèdent de bonnes pratiques de gestion des facteurs de production où les risques sont grandement diminués.

5.1.2 L'utilisation et la gestion de la ressource hydrique

La ressource hydrique est, on le sait, très importante en horticulture. On utilise l'eau pour irriguer les plants à produire. Cependant, cette utilisation comporte des risques de pollution. Le Ministère de l'environnement et de la faune du Québec a publié en 1996 une étude dans le cadre du programme *St-Laurent vision 2000*. Cette étude répertorie cinq types de pollution agricole touchant la qualité de l'eau (tableau XXXII).

Tableau XXXII : Cinq types de pollution de l'eau par l'agriculture

Type	Description et source	Répercussions environnementales
Organique	Cette pollution provient des déversements dans les cours d'eau de matières organiques d'origine animale.	Diminution de la concentration d'oxygène dans l'eau, provoquant ainsi la disparition de certaines espèces de poisson.
Toxique	D'origine agricole (pesticides), cette forme de pollution se trouve dans l'eau, les sédiments ou les organismes vivants.	Effets immédiats ou latents sur les organismes vivants. Selon la nature de la substance, la dose rejetée et l'espèce en cause, elle peut aller jusqu'à détruire cet organisme vivant, affaiblissant ainsi un maillon de la chaîne alimentaire et pouvant toucher l'être humain.
Biogénique	Cette forme de pollution provient des éléments nutritifs ou de nutriments, comme l'azote et le phosphore, présents dans les rejets agricoles.	Elle favorise la prolifération des algues et plantes aquatiques. Lorsque ces plantes aquatiques respirent (la nuit) et lorsqu'elles se décomposent, elles consomment l'oxygène de l'eau, ce qui est néfaste pour la faune aquatique.
Microbienne	Cette forme de pollution est attribuable à la présence dans l'eau de germes pathogènes (bactéries, virus) résultant de rejets d'origine animale.	Elle crée un milieu propice à la propagation de certaines maladies infectieuses, limitant ainsi la pratique d'activités récréatives. De plus, elle rend obligatoire le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine ou animale.
Visuelle	Cette forme de pollution se manifeste en général par la présence de couleurs, de matières en suspension, d'objets flottants et d'algues.	Certaines formes de pollution visuelle, telles les matières en suspension, peuvent détruire des zones de frai. D'autres, telles les algues, rendent peu attrayante la pratique d'activités récréatives.

Source : Doré *et al.*, 1996, p. 8.

L'origine de la pollution utilisée dans le tableau est exclusivement agricole. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas de la seule source de pollution. On peut

retrouver aussi des sources industrielles et humaines entraînant de la pollution hydrique.

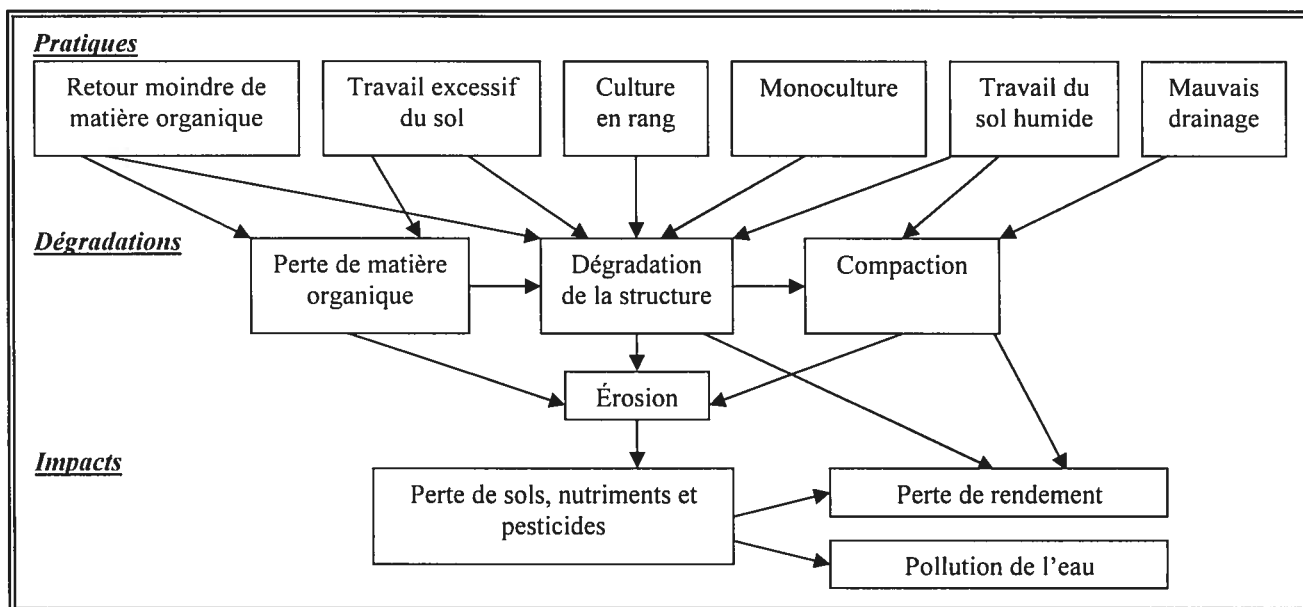
5.1.3 La gestion des sols

La gestion des sols en agriculture implique d'importants enjeux environnementaux. Cette gestion indique l'utilisation faite du sol, le choix des cultures et l'éventail des pratiques de conservation et de travail du sol.

Depuis quelques années, on se rend compte des impacts de la gestion des sols sur les agroécosystèmes et les écosystèmes. Ils sont perturbés par l'utilisation de moins bonnes pratiques considérées comme un travail conventionnel. Ce terme désigne la pratique traditionnelle (p. ex. la monoculture, le travail excessif du sol, aucune couverture végétale de protection pour l'hiver et le printemps¹⁶) utilisée par les exploitants agricoles. Ces pratiques entraînent souvent plusieurs formes de dégradation des sols (fig. 14). Il peut y avoir perte de matière organique, dégradation de la structure du sol, compaction, érosion hydrique et éolienne (Chevalier, 1993).

¹⁶ Type engrais verts ou blé d'automne.

Figure 14 : Pratiques culturales conduisant à la dégradation des sols et leurs répercussions



Source : Gosselin, 1986

Suite à la reconnaissance des constats de la figure 14, les enjeux environnementaux de ces pratiques conventionnelles ont amené des modifications de comportement chez les exploitants et les spécialistes en agriculture. La protection des sols est devenue partie intégrante des préoccupations de nombreux scientifiques, producteurs agricoles et citoyens. C'est pourquoi de nouvelles mesures de conservation des sols sont maintenant en vigueur pour les différents travaux effectués à la ferme. Les pratiques de conservation peuvent être définies comme étant des :

« méthodes de régie des cultures et des sols qui contribuent à maintenir les sols en bonne condition et à limiter les impacts environnementaux, notamment sur la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines » (CPVQ, 2000).

Ces pratiques de conservation sont intéressantes afin de protéger les sols pour en maintenir les rendements. Il peut donc être rentable pour les producteurs de protéger l'environnement.

Il existe plusieurs pratiques de conservation qui contribuent à prévenir ou à corriger les problèmes de détérioration de la structure du sol. Selon Doucet (2002), les meilleurs moyens de conserver la stabilité d'un sol passent par la couverture végétale, le drainage adéquat, la modification de la structure interne du sol, l'apport de matière organique, les résidus des récoltes, les engrais verts, l'ajout de fumier, l'utilisation de conditionneurs de sol, le repos du sol sous végétation, le recours au travail réduit du sol¹⁷ et, enfin le chaulage.

L'adoption de pratiques environnementales nécessite des modifications importantes dans les travaux à la ferme. Trop souvent, les producteurs travaillent de manière à optimiser le temps consacré aux travaux dans les champs. Des équipements aratoires spécialisés sont utilisés afin de terminer en un temps record la préparation des sols en vue des semences. Ces équipements nécessitent des tracteurs de plus en plus gros, ce qui crée une dépendance pour l'utilisation d'énergie non renouvelable. L'exploitant doit alors investir des sommes considérables afin de se procurer un tracteur et les équipements nécessaires. Il faut savoir que le prix d'un tracteur utilitaire¹⁸ de 105 *horse power* (modèle de base sans options) est d'environ 54 000 \$ canadiens (taxes en sus) (fig. 14). Il ne s'agit que du tracteur sans équipements spéciaux.

¹⁷ Travail réduit du sol = travail laissant sur le sol 30 % des résidus de culture de la dernière récolte.

¹⁸ Modèle nécessaire pour des travaux lourds tels le labourage ou le hersage.

Le modèle de la figure 14 n'est qu'un exemple parmi la catégorie moyenne. Il existe des modèles moins puissants (à partir de 25 000 \$ jusqu'à 45 000 \$) tout comme de très puissants (de 100 000 à 330 000 \$).

Figure 15 Tracteur utilitaire de 105 *horse power* modèle 6215 de John Deere



Source : Site Internet de John Deere

Sachant cela, il devient facile de comprendre la dépendance d'une exploitation au système de production de type industriel. L'investissement doit s'amortir grâce à la production. Ainsi s'installe un cycle où l'exploitation doit investir et renouveler constamment ses équipements de production.

5.1.4 Les paradigmes de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture écologique

L'évolution de l'agriculture québécoise, depuis quelques décennies, mène à l'établissement de deux paradigmes opposés : l'agriculture conventionnelle¹⁹ et l'agriculture écologique²⁰. Ces deux paradigmes ne se contredisent pas totalement dans leurs fondements de base. L'agriculture reste une activité économique dont la finalité est de produire des biens (p. ex. élevage animal ou production végétale) en vue de satisfaire les besoins alimentaires d'êtres humains et de produire un revenu à la famille agricole. L'opposition entendue ici consiste davantage dans la manière de produire les biens en question.

Le paradigme de l'agriculture conventionnelle peut s'énoncer de la façon suivante. «L'agriculture est conçue comme une structure de production linéaire et industrielle.» (Reveret *et al.*, 1981, pp. 50-51) Au début des années 80, une :

« accumulation effarante d'anomalies est apparue : pollution des eaux par les engrais et par les biocides, érosion et compactage des sols, appauvrissement génétique, effets nocifs sur le produit lui-même, animal ou végétal, épuisement des ressources naturelles non renouvelables, crise énergétique, etc. » (Reveret *et al.*, 1981, p. 51).

Bowler (1985), quant à lui, identifie trois dimensions structurantes de l'agriculture conventionnelle : intensification, concentration et spécialisation. Il précise des réponses associées aux trois dimensions (tableau XXXIII)

¹⁹ L'agriculture conventionnelle englobe les concepts d'agriculture industrielle, traditionnelle, pétrochimique ou tout autre terme utilisé.

²⁰ L'agriculture écologique englobe les concepts d'agriculture biologique, organique, naturelle, biodynamique ou durable.

Tableau XXXIII : Trois dimensions de l'agriculture conventionnelle

Dimension structurante	Réponses primaires aux dimensions	Réponses secondaires aux dimensions
Intensification	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la dépendance pour l'achat d'intrants envers les industries agro-alimentaires. - Mécanisation et automatisation de la production. - Application des développements de la filière biotechnologique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de coopératives. - Endettement agricole important. - Augmentation de la dépendance pour l'énergie fossile. - Surproduction pour le marché domestique. - Dommages sur l'environnement et les agroécosystèmes.
Concentration	<ul style="list-style-type: none"> - Moins d'exploitations, mais grandissantes. - Production concentrée de certains produits dans de moins en moins de fermes, régions et pays. - Vente des produits aux industries agro-alimentaires et augmentation de la dépendance envers ces dernières par des contrats de production. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de la gestion coopérative. - Nouvelles relations sociales dans les communautés agricoles. - Difficulté pour les jeunes à débiter en agriculture. - Polarisation de la taille des fermes. - Inégalités grandissantes (par rapport au revenu de ferme) entre les types, tailles et localisations des fermes. - Politiques gouvernementales favorisant certaines régions et les grandes exploitations.
Spécialisation	<ul style="list-style-type: none"> - Spécialisation de la main-d'œuvre. - Moins de produits de fermes, pour chacune des fermes, régions et pays. 	<ul style="list-style-type: none"> - Produits vendus à l'extérieur de la région de production. - Augmentation du risque lié au système de production. - Changement dans la composition de la force de travail.

Source : Traduction libre de Bowler (1992), pp. 14-16.

De nos jours, la situation tend à changer puisque cet examen des anomalies et des conséquences des dimensions structurantes de l'agriculture conventionnelle amène de nombreux chercheurs à l'élaboration d'un nouveau paradigme : l'agriculture écologique.

L'agriculture écologique « a comme caractéristique la conception d'une structure de production circulaire, faisant partie intégrante d'un écosystème » (Reveret *et al.*, 1981, p. 53). Il s'agit d'une agriculture qui est axée sur le développement optimal des potentiels biologiques de l'écosystème dont les activités des micro-organismes et des vivants sont primordiaux (Aubert, 1981).

Le paradigme de l'agriculture écologique intéresse plusieurs exploitants, chercheurs et consommateurs. Il est apparu afin d'offrir une alternative écologique aux anomalies de l'agriculture conventionnelle. Il permet la création d'un agroécosystème possédant les qualités d'un milieu riche et diversifié. Gagnon (2003), un jardinier écologique très attaché à ce paradigme, présente comment procéder simplement à la création d'un tel milieu favorable aux écosystèmes (tableau XXXIV). Selon lui, la diversité naturelle des écosystèmes est la base de l'agriculture écologique.

Tableau XXXIV : Création d'un milieu riche et diversifié

On crée un milieu riche et diversifié par trois différents types d'interventions	
1 – Conservation et aménagement de zones naturelles et originales :	<ul style="list-style-type: none"> • boisés • tourbières • lacs, marais et cours d'eau
2 – Création de zones non nécessairement productives économiquement :	<ul style="list-style-type: none"> • boisés • haies boisées • lacs, mares • plates-bandes fleuries
3 – Diversification des activités agricoles :	<ul style="list-style-type: none"> • acériculture • apiculture • sylviculture • arboriculture fruitière • pépinière • production végétale variée : petits fruits, légumes, plantes aromatiques, etc.

Source : Gagnon, Y. (2003), p. 59.

5.2 Les principaux outils de développement local pour l'étude de l'horticulture dans un contexte périurbain

Les outils à la base du développement local peuvent se transposer sur la conceptualisation de la dynamique de l'espace vue au chapitre 1 (voir fig. 2, p. 7). Le concept, on le sait, permet de décomposer les phénomènes de construction locale en sept composantes. Il n'est pas nécessaire de rappeler les sept composantes, mais il faut savoir que la dynamique de l'espace conceptualise bien les réalités d'un milieu donné. Les réalités inhérentes au processus de développement socio-économique sont utiles pour en faire la planification et la gestion. Elles proviennent d'observations des processus réels de développement. Elles sont synthétisées dans le tableau XXXV.

Tableau XXXV : Les réalités en lien avec la conceptualisation de la dynamique de l'espace

Réalités	Lien avec la conceptualisation de la dynamique de l'espace (voir fig. 2)
1. a Forces exogènes et endogènes 1. b Ressources internes / externes	7) Contexte
2. Acteurs multiples	1) Acteurs 4) Réseaux 5) Organisation formelle et informelle
3. Intérêts multiples	2) Intérêts (valeurs, culture)
4. Orientations	3) Actions
5. Capacités variables	6) Orientations
6. Les gens «font» le développement (ce n'est pas seulement l'argent ou les agences)	1) Acteurs

Source : Frej *et al.*, 2003

Les réalités et les liens avec le schéma conceptuel sont utilisés pour présenter les outils et les approches du développement local. Il y a quatre outils utiles pour

favoriser la planification d'un processus de développement socio-économique durable (Frej *et al.*, 2003) :

- le renforcement de la capacité communautaire des populations, des exploitants et des acteurs;
- la construction et le maintien de réseaux;
- la mobilisation des acteurs et des ressources;
- les processus de planification et d'actions décentralisés.

Les prochains paragraphes expliquent ces outils de développement. Ils sont complétés par des exemples et des préoccupations pour le secteur horticole des environs de Gatineau. De plus, nous faisons le lien sur quelques éléments recueillis auprès des informateurs clés et des exploitants.

5.2.1 Le renforcement de la capacité communautaire des populations, des exploitants et des acteurs

Le renforcement de la capacité communautaire est un outil utilisé dans plusieurs cas de processus de développement socio-économique. Puisque la capacité des acteurs locaux est variable pour initier, gérer et assumer le développement, il est important de comprendre que l'on doit renforcer la capacité de plusieurs acteurs dans le processus. Le renforcement de la capacité nécessite de renforcer les connaissances, les compétences, l'état d'esprit et la confiance des populations de la région. Cela est primordial pour assurer le développement du territoire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et de Gatineau. Une des approches préconisées est d'amener les acteurs à se remettre en question pour favoriser la reconnaissance de leurs forces et faiblesses.

Plus concrètement dans le cas du secteur horticole, le renforcement de la capacité communautaire prend son sens dans l'établissement d'un espace de communication où les différents acteurs pourront échanger sur leur milieu de vie. Il faut utiliser un langage commun pour tous les acteurs. Donc, on ne négligera personne qui s'intéresse au projet de développement de l'horticulture. La sixième réalité du tableau XXXIV rappelle que ce sont les gens qui font le développement et pas seulement les organismes ou les agences. D'ailleurs, aucune agence ne peut se substituer aux acteurs. Par exemple, il y a d'importantes ressources humaines présentes dans la région qui peuvent initier des projets novateurs, ou bien prendre une part du leadership des agences de développement.

5.2.2 La construction et le maintien des réseaux

Les acteurs sont importants dans le processus de développement socio-économique. Cependant, ce processus repose aussi sur la capacité des acteurs à mobiliser les ressources via l'établissement de réseaux. Il faut bien savoir que la capacité d'un acteur à mobiliser les ressources dépend en partie des relations qu'il entretient avec d'autres acteurs puisque la dynamique de l'espace implique une multitude d'acteurs sous différentes formes (p. ex. individus, entreprises, organisations gouvernementales, municipalités, organismes communautaires). Ces acteurs utilisent habituellement les réseaux sociaux, les réseaux économiques et les réseaux politiques. Ainsi, les interactions entre les acteurs sont un élément structurant des dynamiques territoriales comme on le voit dans la figure 2.

L'analyse des enquêtes nous révèle que certains acteurs (agence ou organisation gouvernementale) ne se concertent pas dans la région d'étude. Il y a alors un problème. Il faut reconnaître qu'un acteur isolé aura peu de chances d'agir pour le bien-être de sa collectivité (Bryant *et al.*, 2001). Il faudrait que les acteurs

puissent faire le « réseautage » plus ouvertement dans la région. La création d'un tel réseau permettra entre autres aux acteurs de se connaître et de savoir quelles sont leurs visions, leurs compétences et leurs ressources.

Nous suggérons la création de plusieurs réseaux. Premièrement, un réseau d'horticulteurs permettra d'établir une communication et des échanges d'informations entre les exploitants. Cela favoriserait une masse critique d'exploitants. Deuxièmement, nous croyons en la possibilité de créer un réseau de main-d'œuvre spécialisée en horticulture. Les enquêtes ont révélé que la main-d'œuvre est un problème très important dans la région. Plusieurs exploitants ne peuvent pas engager un employé cinq jours par semaine. La plupart en auraient besoin pour une journée ou une demi-journée seulement. Avec cette constatation, nous proposons de créer un réseau de main-d'œuvre qualifiée agissant comme une équipe volante. Les exploitants pourraient « louer » les services d'un ou de plusieurs employés pour un temps donné. Par exemple, il serait même possible d'instaurer une entente avec les étudiants du programme d'horticulture du centre de formation professionnelle *La Seigneurie*. Le contact direct avec les exploitants serait bénéfique pour les étudiants. Ils auraient, tout en étudiant, une idée de comment se fait la production dans différentes filières horticoles.

5.2.3 La mobilisation des acteurs et des ressources de la région

La mobilisation des ressources et des acteurs est un outil indispensable dans un processus de développement local. Si l'on veut réaliser un projet collectif durable, il faut disposer des ressources disponibles localement et mobiliser tous les acteurs (exploitants, élus, citoyens, agents de développement, spécialistes en horticulture, etc.). N'oublions pas que certaines ressources sont aussi disponibles à l'extérieur de la zone d'étude. La meilleure façon de parvenir à mobiliser tous les

acteurs autour d'un projet collectif est de permettre un espace de réflexion sur la nature et sur les moyens de parvenir au dit projet

D'après nous, la promotion d'une agriculture écologique comme projet collectif de développement est souhaitable. Cette promotion devra se faire auprès des agriculteurs et des décideurs locaux, mais également auprès de toutes les populations. Si la promotion ne s'effectue pas auprès des différents segments de la population, le projet risque de ne pas rencontrer le succès recherché. D'ailleurs, un projet collectif qualifié de succès ne rime pas nécessairement avec des impératifs de croissance économique (p. ex. augmentation de la superficie cultivée en horticulture ou augmentation du nombre d'emplois dans le secteur agro-alimentaire). La promotion d'un meilleur cadre de vie pour toutes les populations peut tout aussi bien représenter un projet collectif respectable.

Il est évident que le projet collectif proposé ici est global. Il faut voir à l'intérieur de ce projet la possibilité d'initier plusieurs projets connexes. Par exemple, un projet agro-touristique avec un volet d'éducation écologique populaire auprès des écoles primaires et secondaires peut voir le jour. Il en existe déjà un semblable dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Il s'agit d'un projet individuel que les promoteurs ont décidé de réaliser dans le but d'éduquer les jeunes à l'écologie et à la vie à la campagne. Aucun des décideurs concernés par la cible stratégique de l'augmentation des revenus en horticulture ne connaît ce projet. Pourtant, la ferme agro-touristique attire plusieurs milliers de visiteurs chaque année²¹. Il y a donc possibilité de voir des expériences concrètes dans la région même. De plus, les exemples de projets agro-touristiques sont de plus en plus probants au Québec.

²¹ Commentaire recueilli auprès du propriétaire.

5.2.4 Les processus de planification et d'actions décentralisés

La planification du développement local passe inévitablement par une vision et des objectifs. Cette vision se doit d'être réaliste pour le territoire visé. Elle implique des actions réalisables par les acteurs. Pour notre zone d'étude, la planification stratégique pour l'horticulture vise l'augmentation de la superficie. Cet objectif est réalisable. Par contre, elle n'implique pas une participation de la part de tous les acteurs et de la population locale. L'objectif semble dicté par des instances régionales (p. ex. gouvernementales) et implique une vision restreinte de la problématique de l'horticulture. Cette façon de faire ne tient pas compte d'un élément important dans un processus de développement : la planification et les actions décentralisées par de nouveaux modes de gouvernance à l'échelle locale.

Jusqu'à présent, les acteurs ont des visions différentes pour arriver à l'objectif final. L'objectif d'augmenter le chiffre d'affaires de 30 % est fixé pour 2005 à l'échelle de l'Outaouais. Lorsque le temps sera venu de réviser la planification stratégique de l'horticulture, il faudra repenser cette vision. Selon nous, elle est beaucoup trop néo-libérale et laisse peu de place aux exploitants de petite taille. Puisque près de la moitié des exploitants se trouve dans cette catégorie, ne vaudrait-il pas mieux faire appel à la participation de ces gens, et à celle de tous les autres, afin de connaître véritablement leur vision ?

Conclusion

L'étude du développement de l'horticulture a amené le chercheur à se pencher sur le processus de développement local en élaborant une vision durable par rapport aux préoccupations des agriculteurs et des informateurs clés. Cette façon de concevoir le contexte périurbain oriente évidemment les inquiétudes concernant l'avenir du secteur horticole.

Les défis qu'affrontent les acteurs ne sont pas négligeables et doivent faire l'objet d'une importante réflexion. Il est important d'en rappeler quelques-uns pour conclure et entamer une ouverture sur les limites et les possibilités inhérentes à cette recherche.

Un premier défi porte sur la taille des entreprises. La plupart des entreprises enquêtées sont de petite taille. Ils visent essentiellement un marché régional et local. Puisque ce secteur agricole fonctionne selon la logique du libre marché national et international, la concurrence est alors très forte et les petits exploitants éprouvent quelques difficultés à atteindre les standards exigés par les grandes firmes de distribution alimentaire. Ils ne pourront jamais accroître leur taille s'ils ne peuvent pas vendre dans les marchés d'alimentation de la région de l'Outaouais. C'est pourquoi la concentration de la mise en marché (p. ex. marché public pour les producteurs horticoles seulement) est nécessaire pour favoriser l'écoulement des produits horticoles de certaines exploitations. D'ailleurs, les consommateurs sont plus que jamais à la recherche d'un contact direct avec les producteurs agricoles.

Le manque de ressources est préoccupant pour le secteur. Les exploitants doivent composer avec les quelques spécialistes de la région. L'apport d'expertise

extérieure (p. ex. spécialiste agronome) pourrait grandement aider à surmonter ce défi.

Le leadership en matière de développement semble faire défaut. Les meilleurs entrepreneurs et les plus dynamiques en horticulture n'assument pas suffisamment de leadership. C'est pourquoi il faut identifier ces leaders et tenter de les rassembler pour former un groupe ou un réseau. Vachon explique qu'un bon processus de développement local doit s'organiser autour de ces leaders. Il mentionne que les « leaders sont indispensables au développement local et il n'est pas exagéré de dire que leur rôle dans cette démarche constitue la clé de voûte de la participation des citoyens au processus. » (Vachon, 1993, p. 127). On doit comprendre que les leaders doivent être identifiés un peu partout dans la société afin d'initier un réel processus de développement endogène.

Il ne faut pas passer sous silence la vision passablement néolibérale de la cible stratégique du CRDO concernant le secteur horticole. Sachant que l'objectif était d'atteindre une croissance de 30 % du chiffre d'affaires pour l'horticulture, on doit saisir que cette croissance peut entraîner une dépendance au modèle industriel de l'agriculture conventionnelle (p. ex. augmentation de la production avec l'achat de nouveaux intrants chimiques pour favoriser la croissance). Cependant, cela ne peut pas constituer une réelle amélioration de la qualité de vie des exploitants. De plus, la plupart des petites entreprises ne sont pas en mesure de soutenir une telle croissance de leur chiffre d'affaires. Les investissements seraient trop importants pour permettre une augmentation de la production.

Un aspect fort important semble être négligé par l'aménagement du territoire. En effet, la notion de paysage est considérablement délaissée. Il faut savoir que l'on peut soutenir le panorama du milieu périurbain par le maintien d'activités agricoles.

Présentement, l'abandon des terres est élevé dans la ville de Gatineau et le développement des friches (près de 41 % du territoire agricole permanent) est le constat de ce recul de l'agriculture. La situation est davantage dramatique dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais où 56 % des terres agricoles sont inoccupées.

La friche n'est sûrement pas le type de paysage recherché par les touristes. Si l'on améliore l'image de la zone périurbaine, on facilite grandement l'implantation d'un agrotourisme intéressant. Par contre, si rien n'est fait dans ce sens, la sensation de déstructuration du territoire par l'abandon des terres peut prendre subséquemment le dessus sur la perception que les gens ont du milieu.

Cette recherche comporte quelques limites. Puisque les enquêtes se basaient sur plusieurs acteurs qui « font le développement », il faut mentionner qu'il était impossible de rencontrer tous les gens du milieu. L'approche à micro échelle appréhende le secteur de l'agriculture horticole et une partie des éléments de la dynamique de l'espace des communautés périurbaines, mais pas tous ces éléments. Les tendances lourdes et les politiques à l'échelle du pays et du continent n'ont pas été abordées avec autant d'ardeur. Si la recherche était à refaire, une attention particulière serait portée sur l'imbrication des tendances lourdes à différentes échelles. De plus, le sujet aurait sûrement couvert l'ensemble des productions agricoles du territoire. Ainsi, une image globale de l'agriculture de la zone périurbaine de Gatineau aurait émergé de la recherche.

Malgré ces limites, les résultats de l'étude satisfont amplement les objectifs de départ. Par contre, divers sujets de recherche peuvent émerger de cette étude. Les enjeux environnementaux des pratiques culturelles en horticulture pourraient faire l'objet de recherche menant à l'élaboration de nouvelles pratiques plus écologiques. L'évolution historique de la production agricole en Outaouais ferait

également une recherche intéressante. Il est également possible de mener plusieurs études concernant la mise en marché, l'évolution du goût des consommateurs, les pratiques commerciales des marchés d'alimentation, ou encore sonder la réceptivité des acteurs (de tous types) de la région face au concept de développement écologique de l'agriculture.

Bibliographie

AGÉCO Consultants en agroalimentaire inc. (2002) *La rareté de main-d'œuvre agricole : une analyse économique*, Rapport pour le Comité sectoriel de la main-d'œuvre de la production agricole, Québec.

AGÉCO Consultants en agroalimentaire inc. (1999) *Étude de marché actuel et potentiels des produits biologiques au Québec*.

AUBERT, C. (1981) *L'agriculture biologique : pourquoi et comment la pratiquer*, Paris, Édition Courrier du livre.

BERGER, A. ET ROUZIER, J. (1977) *Ville et campagne : la fin d'un dualisme*, Paris, Édition Économica.

BOWLER, I.R. (1985) «Some consequences of the industrialization of agriculture in the European Community» dans Healey, M.J. et Ilbery, B.W. (eds) *The industrialization of the countryside*. Norwich, Geo Books, pp. 75-98

BOWLER, I.R. (1992) *The geography of agriculture in developed market economies*, London, Longman Group UK Limited.

BRYANT, C.R. (1986) «Agriculture and urban development», dans Pacione, M., (éd) *Progress in agricultural geography*, Londres, Croom Helm.

BRYANT, C.R. (1989) «L'agriculture péri-urbaine au Canada : dégénérescence ou nouvelle dynamique ?», dans *Annales de géographie*, volume 98, numéro 548, pp. 403-420.

BRYANT, C.R. (1991) *Le développement communautaire durable, les partenariats et la préparation des propositions de projets réussis*, La série «Les Bonnes Idées» pour le développement communautaire durable, no. 1, Hudson, Édition Stratec Communication Inc., pp. 4-8.

BRYANT, C.R. et DOUCET, M. (1999) *La gestion de projet*, Nicolet : Solidarité rurale.

BRYANT, C.R., ALLIE, L., DESROCHES, S., BUFFAT, K. et GRANJON, D. (2001) «Linking community to the external environment: the role and effectiveness of local actors and their networks in shaping sustainable community development» dans Pierce, J.T. *et al* (dirs), *Reshaping of rural ecologies*, Economies and Communities (Conference proceedings, Commission on the sustainability of rural systems, I.G.U.), Burnaby, Simon Fraser University, Department of Geography, pp. 57-67.

BRYANT, C.R., DESROCHES, S. et CLÉMENT, C. (2003) *Rapport de recherche sur la comparaison des systèmes agricoles périurbains et non périurbains*, Montréal, Université de Montréal, Département de géographie, Rapport présenté sous contrat au Ministère de l'Environnement du Québec, mars 2003.

BRYANT, C.R. et JOHNSTON, T.R.R. (1992) *Agriculture in the City's Countryside*, Toronto, University of Toronto Press.

BRYANT, C.R., RUSSWURM, L.H. et McLELLAN, A.G. (1982) *The city's countryside – Land and its management in the urban-rural fringe*, New York, Longman Group Limited.

CHARVET, J.P. (1994) «Introduction : nouvelles approches et nouvelles questions à propos des agricultures périurbaines», dans *Bulletin de l'Association de géographes français*, Paris, volume 71, numéro 2, pp. 119-122.

CHEVALIER, P. (1993) *Gestion des ressources renouvelables : secteur agricole et forestier*, Sainte-Foy, Édité par Télé-université.

CHIRAS, D.D. (1994) *Environmental science: Action for a sustainable future*, Redwood City, The Benjamin/Cummings Publishing Company Inc.

COFFEY, W. et RUNTE, R. (1986) *Le développement local : L'avenir des communautés culturelles isolées et des petites régions économiques*, Pointe de l'Église, Les Presses de l'Université Sainte-Anne.

COMITÉ OUTAOUAIS (1992) *L'Outaouais et son avenir économique*, Hull, 1992.

CPTAQ (2003) *Rapport annuel de gestion 2001-2002*, Québec.

CPVQ Inc. (2000) *Guide des pratiques de conservation en grandes cultures*, Entente auxiliaire Canada – Québec pour un environnement durable ; CPVQ ; FPCCQ ; MENV ; AAC, Édité par le CPVQ inc., Québec.

CRDO (2000) *Plan d'action régional 2000-2005*, Hull, document déposé au Ministre des Régions et au Ministre responsable de la région de l'Outaouais le 12 décembre 2000.

CRDO (1999) *Planification stratégique régionale 2000-2004*, Hull, document de planification.

CUO (2000) *Schéma d'aménagement révisé de la Communauté Urbaine de l'Outaouais*, Hull.

DESLAURIERS, P., MAROIS, C. et BRYANT, C.R. (1991) «Une revue de la littérature scientifique sur l'étalement urbain et sur les relations urbaines – agricoles dans la frange urbaine : le cas de la région métropolitaine de Montréal, dans le contexte nord-américain», dans *Espace, populations, sociétés*, volume 9, numéro 2, pp. 325-334.

DORÉ, C., BÉDARD, Y., DELISLE, F. et LAURIN, Y. (1996) *Pour une eau de qualité en milieu rural : comprendre et agir collectivement*, Ste-Foy, Ministère de l'environnement et de la faune, Programme St-Laurent vision 2000, Gouvernement du Québec.

DOUCET, R. (1992) *La science agricole : climats, sols et productions végétales du Québec*, Eastman, Éditions Berger.

DOUCET, R. (2002) *La science agricole : fertilisation et environnement*, Eastman, Éditions Berger.

ENVIRONNEMENT Canada (1991) *L'état de l'environnement au Canada*, Ottawa, Environnement Canada, Gouvernement du Canada.

FLEURY, A. ET DONADIEU, P. (1997) «De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine» dans *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, numéro 31, pp. 45-62.

FREJ, S., DOYON, M., GRANJON, D. et BRYANT, C.R. (2003) «La construction sociale des localités par des acteurs locaux : conceptualisation et bases théoriques des outils de développement socio-économique» dans *Interventions Économiques*, no. 30, mai, pp. 1-11.

GAGNON, C. et KLEIN, J.-L. (1991) «Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social», dans *Les cahiers de géographie du Québec*, volume 35, numéro 95, pp. 239-255.

GAGNON, Y. (2003) *La culture écologique pour petites et grandes surfaces*, Saint-Didace, Les Éditions Colloïdales.

GEORGE, P. et VERGER, F. (1996) *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Édition Les Presses Universitaires de France.

GILBERT, A. (2001) «Construire la métropole de l'Outaouais», dans *Québec 2002 : annuaire politique, social, économique et culturel*, Québec, Édition Fides, pp. 308-317.

GLON, É et al. (1996) «Le développement local au service de la géographie ?», dans *Bulletin de l'Association de géographes français*, volume 73, numéro 5, pp. 447-456.

GOSSELIN, B. (1986) *La dégradation des sols agricoles : causes, effets, préventions et correction*, Ste-Foy, CPVQ, MAPAQ, Gouvernement du Québec, bulletin technique 13.

GUMUCHIAN, H. et MAROIS, C. (2000) *Initiation à la recherche scientifique en géographie*, Lassay-les-Châteaux, Anthropos (Économica) et Les Presses de l'Université de Montréal.

GUMUCHIAN, H., GRASSET, E., LAJARGE, R. et ROUX, E. (2003) *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthropos (Économica).

LECHASSEUR, C. (1999) «Développement des marchés : MAPAQ», dans *Bio-bulle*, no. 18, avril 1999, p. 35.

LÉVY, J. et LUSSAULT, M. (2003) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Éditions Belin.

McRAE, T. SMITH, C.A.S. et GREGORICH, L.J. (2000) *L'agriculture écologiquement durable au Canada : rapport sur le projet des indicateurs agroenvironnementaux*, Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

MAPAQ (1999) *Fichier d'enregistrement des exploitations agricoles en Outaouais*, Direction générale de l'Outaouais, MAPAQ.

MAPAQ (2000) *Profil de la relève agricole au Québec 2000*, Ste-Foy, Direction du développement de la main d'œuvre du bioalimentaire, Direction générale de l'alimentation, MAPAQ.

MAPAQ (2001) *Profil sommaire de l'industrie agricole et agroalimentaire de l'Outaouais*, Ste-Foy, Direction de l'analyse et de l'information économiques, MAPAQ.

MARCHAND, C et CHARLAND, J. (1993) *La frange périurbaine : revue des modes et des coûts de développement*, Toronto, Les presses du CIRUR.

MATERAZZI, F. et al. (1994) *Étude d'organisation de l'espace économique de la CUO*, Hull.

MRC des Collines-de-l'Outaouais (1997) *Schéma d'aménagement révisé*, Chelsea.

MUCCHIELLI, A. (1996) *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Édition Armand Colin.

NAHAL, I. (1998) *Principes d'agriculture durable*, Paris, Édition ESTEM.

NATIONS UNIES (1989) *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Montréal, Édition du Fleuve ; Publication du Québec.

OMS/PNUE (1991) *L'utilisation des pesticides en agriculture et ses conséquences pour la santé publique*, Genève, Organisation Mondiale de la Santé.

REVERET, J.P., PELTIER, J. ET BOUDIER, H. (1981) «De l'agriculture conventionnelle à l'agriculture écologique : vers un nouveau paradigme», dans *Sociologie et sociétés*, volume 13, pp. 49-62.

RICHOT, G. (1992) «La valorisation économique de l'espace géographique», dans *Les cahiers de géographie du Québec*, volume 36, numéro 98, pp. 175-214.

RUSSWURM, L.H. (1977) «The urban fringe as a regional environment», dans Russwurm, L.H., Richard, E.P. et Martin, L.R.G., (eds) *Essays on Canadian urban process and form I*, Waterloo, University of Waterloo, Department of geography.

THIBODEAU, J.C., GAUDREAU, M. et BERGERON, J. (1986) *Le zonage agricole, un bilan positif*. Montréal, INRS – Urbanisation.

TROUGHTON, M.J. (1986) «Farming systems in the modern world» dans Pacione, M., (ed.) *Progress in agricultural geography*. Édition Croom Helm, London, pp. 93-123.

SOUCY, M.-A. (1999) «La guerre du bio en Europe» dans *La Terre de Chez-Nous*, semaine du 7 au 13 janvier 1999, page 10.

STATISTIQUE CANADA (2002) *Recensement de l'agriculture 2001*, Ottawa, version CD-rom.

VACHON, B. (1994) *La synergie des partenaires en développement local : Entrepreneurship et systèmes productifs locaux*, dans Colloque de la Fondation de l'Entrepreneurship, Saint-Hyacinthe.

VACHON, B. (1993) *Le développement local : théorie et pratique*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.

VAUDOIS, J. (1994) «Les zones maraîchères périurbaines : espaces résiduels ou nouvelles formes d'intégration aux stratégies urbaines» dans *Bulletin de l'Association de géographes français*, Paris, volume 71, numéro 2, pp. 135-143.

Site Internet :

John Deere, www.deere.com

Ministère de l'Environnement et de la Faune : www.menf.gouv.qc.ca

MRC des Collines-de-l'Outaouais, www.mrcdescollines.qc.ca

Statistique Canada, *Recensement de la population 2001*, www.statcan.ca

Annexe 1

Étude sur l'horticulture dans la zone périurbaine de Gatineau

Guide d'entrevue – Informateur clé

Enquêteur : Christian Clément

Nom de la personne rencontrée : _____

Organisme : _____

Poste/fonction : _____

Coordonnées : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Date de l'entrevue : _____

1. Quelle est la nature de vos activités (de vous-mêmes ou de votre organisation) dans le secteur horticole dans la région de Gatineau et de la MRC des Collines-de-l'Outaouais ?
2. Quelles sont vos visions des problèmes, forces, potentialités et opportunités du secteur horticole pris dans son ensemble ?
3. Parmi les sept grandes filières horticoles suivantes (Légumes de serre, Légumes de champ, Pomme de terre, Petits fruits, Pomme, Productions ornementales et Autres productions végétales) quelles sont celles ;

Pour lesquelles il existe un réel potentiel de développement (potentialités supérieures aux contraintes) :

Pour lesquelles il existe peu de potentiel de développement (contraintes supérieures aux potentialités) :
4. Quelles solutions voyez-vous pour exploiter davantage les forces, les potentiels et les opportunités de la région ?
5. Autres commentaires et points de discussions...

Annexe 2

Étude socio-économique sur l'horticulture périurbaine de Gatineau Questionnaire - Exploitants

Enquêteur : Christian Clément

Date : _____

Partie 1 - Fiche d'identification de l'entreprise et description des activités horticoles

1- Nom officiel de l'entreprise :

2- Adresse physique :

Rue :

Ville :

Téléphone

Courriel :

<input type="text"/>			
<input type="text"/>	<input type="text"/>	Province :	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	Code postal :	<input type="text"/>
<input type="text"/>			

2- Adresse de correspondance :

Identique à l'adresse physique

Rue :

Ville :

<input type="text"/>	
<input type="text"/>	<input type="text"/>

3- Principal décideur :

Nom

Fonction

Langue(s) maîtrisée(s)

<input type="text"/>
<input type="text"/>
<input type="text"/>

4- Type d'intervenant :

Producteur agricole

Êtes-vous
enregistré au
MAPAQ ?

oui
non

<input type="text"/>
<input type="text"/>

5- Quelle est l'année de fondation de l'entreprise ?

Depuis quand le principal décideur est-il installé en Outaouais ?

Depuis :
ou j'y suis né

Considérez-vous votre entreprise comme étant mature ?

oui

non

6- Au cours de la dernière année, combien de personnes - incluant vous-mêmes - ont travaillé dans l'entreprise ?

Nombre d'employés à temps plein (minimum de 30 heures/semaine et minimum de 40 semaine/année)

Nombre d'employés saisonniers et à temps partiel (moins de 30 heures/semaine ou de 40 semaine/année)

7- Importance de l'horticulture dans les revenus de l'entreprise :

7.1 - Dans quelle classe de revenu ou chiffres d'affaires (revenu brut), placez-vous votre entreprise:

Classe 1 : 10 000 \$ et moins
 Classe 2 : 10 000 à 50 000 \$
 Classe 3 : 50 000 à 100 000 \$
 Classe 4 : 100 000 \$ et plus

7.2 - Quelle est la part ou le pourcentage de vos revenus agricoles dans le revenu total (ou chiffres d'affaires) de votre ménage ? :

 %

7.3 - Quelle est, en pourcentage, la contribution du revenu horticole dans le revenu agricole de votre entreprise ?

 %

7.4 - Pour les productions horticoles effectuées par votre entreprise, pouvez-vous classer par ordre d'importance décroissant chacun des produits horticoles en fonction de la part ou de la contribution dans le revenu horticole de l'entreprise.

(utiliser les chiffres 1, 2, 3, 4, 5, 6, et 7 en commençant par 1 pour la plus importante)

	Rang	% de Production	Principaux produits	% biologique et org. Certification
Légumes de serre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Légumes de champ	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pommes de terre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Petits fruits	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pommes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Horticulture ornementale	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autres productions	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Détails :

8 - Pour chaque filière dans laquelle vous êtes impliqués, comment considérez-vous vos activités à caractère horticole ?

	en croissance ou diversification	en maintien	en diminution ou perte de vitesse
Légumes de serre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Légumes de champ	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pommes de terre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Fruits et petits fruits	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pomiculture	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Horticulture ornementale	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autres productions	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Avez-vous des projets spécifiques de développement ? Si oui, de quel type sont-ils ?

9 - Faites-vous de la transformation de vos produits horticoles ?

oui non

Si non, planifiez-vous en faire à court ou moyen terme ?

oui non

Quels sont (seront) les produits et comment sont (seront) organisées les activités de transformation ?

10 - Quels sont les circuits de distribution de vos produits horticoles (frais ou transformés) ?

Précisez les circuits utilisés par produit ou type de produit.

Indiquer le % relatif d'importance pour chaque produit.

Produit	Auto cueillette	À la ferme

Produit	Épiceries	Grossistes (lesquels)

Autres modes de distribution (transformation, Internet, etc.) ?

11 - Avez-vous des visées sur d'autres clientèles cibles, au Québec ou ailleurs ?

Si oui, quelles sont ces clientèles et où sont-elles situées ?

(dans la région, Québec, autres provinces, États-Unis, marché international, ...)

Partie 2 - Principaux problèmes et besoins des entreprises et solutions

1 - Quels sont les principaux problèmes auxquels vous êtes confrontés dans vos activités de production et/ou de transformation ? Cochez la case appropriée et expliquez en quelques mots.

Finances (ex. accès au crédit, support)

☐

Techniques (ex. intrants, équipements)

☐

Marché (ex. accès, débouchés, ...)

☐

Formation (ex. formateurs, programmes)

☐

Main-d'œuvre (ex. compétence, disponibilité)

☐

Encadrement (ex. ressources, personnel)

☐

Gestion (ex. comptabilité, prix de revient)

☐

R & D

☐

Autres

☐

2 - Pour chaque problème identifié, expliquez, en quelques mots, quels sont les besoins, les attentes ou les solutions potentielles à apporter permettant de réduire l'impact des problèmes mentionnés ?

3 - Pour chaque solution proposée ou identifiée, comment êtes-vous disposé à vous impliquer ?

Financièrement (ex. frais partagés)

☐

Recherche (ex. projets à la ferme)

☐

Activités (ex. clubs d'encadrement)

☐

Autres

☐

Annexe 3

		Classe de chiffre d'affaires				TOTAL
		1) 10 000 \$ et moins	2) 10 000 \$ et 50 000 \$	3) 50 000 \$ et 100 000 \$	4) 100 000 \$ et plus	
% du revenu agricole par rapport au revenu total du ménage	0	2	1			3
	5	1				1
	10	1	1			2
	15	1				1
	20			1		1
	25				1	1
	30	1				1
	35					0
	40		1			1
	45					0
	50				1	1
	55					0
	60			2		2
	65					0
	70					0
	75			1	1	2
	80					0
	85					0
	90					0
	95					0
	100		1	2	5	8
TOTAL		6	4	6	8	24

		% du revenu horticole par rapport au revenu agricole de l'entreprise							TOTAL
		0	30	50	80	90	95	100	
% du revenu agricole par rapport au revenu total du ménage	0					1		2	3
	5				1				1
	10	1						1	2
	15			1					1
	20							1	1
	25							1	1
	30		1						1
	35								0
	40							1	1
	45								0
	50							1	1
	55								0
	60						1	1	2
	65								0
	70								0
	75							2	2
	80								0
	85								0
	90								0
	95								0
	100		1	1	1			5	8
TOTAL		1	2	2	2	1	1	15	24

Annexe 4

Principales firmes d'alimentation au Québec

Les Compagnies Loblaw limitée

Bannières au Québec :

Provigo

Loblaws

Maxi

Maxi & Cie

Axep

L'Intermarché

Métro Inc.

Bannières au Québec :

Métro

Super C

Loeb

Marché Richelieu

Les 5 saisons

Sobeys Québec Inc.

Bannières au Québec :

IGA

Les Marchés Tradition

Marché Bonichoix

Omni

Boni-Soir